

LA GREVE DES MINEURS ANGLAIS



*dix mois
de grève
pour les mineurs*

LA LIBERTE ET LES
MAITRES NE FONT
PAS BON MENAGE



LA PEUR DE L'AUTRE



S O M M A I R E

I.R.L.: INFORMATIONS ET REFLEXIONS LIBERTAIRES

Journal d'expressions libertaires

Directeur de publication:
Alain Thévenet

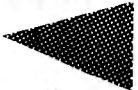
Commission paritaire: 55270

ISSN: 0398-5725

Imprimé par
BOSC Frères - Lyon

Dépôt légal n. 7867 - janvier 85

Rédaction et administration:
IRL c/o ACLR 13 rue Pierre Blanc
69001 LYON
IRL - Rédaction Parisienne:
c/o Max Nettlau 15 rue Gracieuse
75005 PARIS



Conception graphique et réalisation:
IRL - Atelier de Création Libertaire

ABONNEMENT

5 numéros (1 an): 70 F
10 numéros (2 ans): 140 F
De soutien (2 ans): 200 F
Diffusion militante (5 exemplaires
pendant 1 an): 300 F
(ajouter 10 F pour l'étranger)

Pour vos versements:
IRL CCP 4 150 95 N LYON

NOTE: Le numéro qui figure en haut et à droite de votre adresse sur l'enveloppe d'expédition est le numéro du dernier IRL que vous devriez recevoir. Nous vous demandons de bien vouloir vous réabonner dès que votre abonnement arrive à échéance.

LA PEUR DE L'AUTRE	pages 4 et 5
LES MILLE ET UNE PENSEES LIBERTAIRES - LES IMMIGRES N'ONT PLUS LE DROIT A LA VIE CONJUGALE - APRES CONVERGENCE?	pages 6 et 7 page 8
LA GREVE DES MINEURS EN GRANDE-BRETAGNE	pages 9 à 16
LE LIBERTARO-LIBERTARISME: LA TROISIEME GAUCHE?	page 17
BULL: L'INFORMATIQUE SECTEUR PORTEUR D'EMPLOIS	pages 18 et 19
AUTOUR D'UNE GREVE DANS UN COLLEGE	pages 20 et 21
BD: POEME ALTERNATIF	pages 22 et 23
L'IMBROGLIO DU MONDE FINANCIER INTERNATIONAL	pages 24 et 24
EST INFOS	page 26
LA LIBERTE ET LES MAITRES NE FONT PAS BON MENAGE	pages 27 à 34
NOTES SUR L'INTERNATIONALE SITUATIONNISTE	pages 35 à 37
RENCONTRES INTERNATIONALES DE VENISE	page 38
AVIS DE LECTURE	pages 39 et 40
COURRIER DES LECTEURS	page 42
LOUISE MICHEL ET LES CANAQUES	page 42
COMMUNIQUE	page 43

Un petit mot pour remercier tous ceux et celles qui nous ont aidé en participant à la souscription pour la «composphère»; tous ceux et celles, nombreux(ses), qui se sont réabonné(e)s; tous..... qui, intéressés sans doute par notre travail, ont souscrit un abonnement; tous... qui, par leur travail, leurs conseils, leurs remarques... nous ont aidé à la réalisation de ce numéro de début d'année 1985.

A tous et à toutes, nous leur offrons un numéro spécial de 44 pages, nous qui avons tant de chose à dire.

Merci, bonne lecture et à bientôt.

Nous aimons la page 3. C'est la plus belle page d'une revue comme IRL, et c'est pour cela que, depuis quelques temps, nous essayons de « bien la travailler ».

Pour ce numéro 58, nous voudrions évoquer Orwell et son année noire qui, de plus en plus s'éloigne de notre esprit. Peut-être est-elle déjà complètement entrée dans nos corps, vies, institutions?

Qui dit oui, qui dit non?

Avec notre manque de pessimisme, nous pensons que non! Que nos cœurs et nos têtes fonctionnent encore. Plus encore qu'auparavant, pendant cette année placée sous le signe d'Orwell, nous avons pris conscience de notre force, de notre capacité à résister à tout ce qui vise à détruire l'aspiration à la liberté et à la vie des hommes et des femmes de la planète.

Nous?

Oui, nous, une petite poignée d'anarchistes, libertaires, mais aussi d'autres, venus de multiples horizons politiques, syndicaux, associatifs, groupes qui ne se reconnaissent pas dans un « corpus » idéologique figé. Il suffit de regarder autour de soi pour en voir! En cette année noire, on a encore manifesté, protesté, crié, écrit, pensé! Et nous voilà, encore, à commettre cette faute grave de penser, agir (ou tenter d'agir) selon nos désirs, nos aspirations les plus profondes.

La liberté, c'est la liberté!

Certes, l'année qui vient de s'écouler a vu surtout guerres militaires, politiques, chimiques, économiques. Mais pourtant notre pensée continue à croire que la guerre c'est la guerre, et que nous n'en voulons pas, plus. Et même si nos petites actions, initiatives peuvent paraître dérisoires, face aux graves et complexes problèmes que nous voulons affronter, nous pensons qu'il ne faut surtout pas s'arrêter!

Se prendre par la main...

Pour nous, et, nous croyons, pour la grande majorité des anarchistes, libertaires qui ont participé à la rencontre internationale qui s'est tenue justement en 1984, à Venise (on a voulu qu'elle s'y tienne), pour tous ceux aussi qui partagent ces espoirs, il reste à creuser les chemins, à développer de plus en plus des initiatives libertaires qui soient ouvertes sur le monde, et s'ouvrent à lui.

Notre vœu (le meilleur), c'est que les Informations et les Réflexions libertaires que nous continuerons de publier nous aident à penser et agir toujours plus.



La peur de l'autre

Car il savait (...) que le bacille de la peste ne meurt ni ne disparaît jamais, qu'il peut rester pendant des dizaines d'années endormi dans les meubles et le linge, qu'il attend patiemment dans les chambres, les caves, les malles, les mouchoirs et les paperasses, et que, peut-être, le jour viendrait où, pour le malheur et l'enseignement des hommes, la peste réveillerait ses rats et les enverrait mourir dans une cité heureuse.

Albert Camus (*La Peste*)

JUIFS, ARABES, PEDES... ET FIERES DE L'ETRE!

Les coups de gueule de Le Pen et autres pourraient nous faire croire que le racisme est une théorie actualisée par eux à partir d'une réflexion et d'un système cohérent. En fait, il n'en est rien. Même s'il se manifeste de façon plus ouverte à certaines périodes, et en particulier la nôtre, il est toujours présent, dans notre histoire, à l'état latent, et il suffit généralement de peu de choses pour qu'il éclate: conflit dans le métro, dans une cité, bagarre à la sortie de l'école, et les injures racistes pleuvent, d'abord peu distinguées des autres insultes mais qui veulent être le maximum de l'humiliation. De même les plaisanteries à propos des étrangers dont notre bon peuple de France est friand, témoignent-elles d'une mise à distance qui veut montrer que l'autre a toujours quelque chose d'un peu bizarre et que le normal, c'est nous.

Toujours présent, il est aussi immuable. Les thèmes sont toujours les mêmes: peur de perdre sa place (son emploi ou son identité), peur de la «barbarie» et de la sexualité de l'autre, peur, en somme, de perdre un cadre étroit et rassurant de références anciennes. Cependant, ce qui peut être encourageant, c'est que, si violent et stupide soit-il, le racisme est toujours voué à l'échec: les civilisations sont en évolution constante et cette évolution est faite de mélanges et de rencontres, faute de quoi, il y a stérilisation et mort.

Immuable, voué à l'échec à long terme, et parfois à un succès immédiat parce qu'il systématise les peurs d'une société, le racisme n'est pas une doctrine politique. Il est l'expression la plus brutale d'une peur incontrôlable.

Le racisme ne connaît pas les barrières de classe. Rationnellement, on pourrait comprendre qu'il soit l'apanage de la bourgeoisie nationaliste, puisque l'ouverture à d'autres peuples s'oppose à ses prérogatives. Mais son expression la plus évidente est d'abord visible dans les classes populaires. Et là, il ne sert à rien de réaffirmer, ce qui est pourtant vrai, que le racisme s'oppose

aux intérêts du prolétariat: il ne sert à rien de dire à quelqu'un en prise à la terreur qu'il ne doit pas s'affoler et que chacun de ses mouvements insensés est beaucoup plus dangereux que ce qu'il désigne comme l'origine de sa peur.

Le racisme existe aussi dans les classes plus favorisées. Mais il prend alors souvent un aspect plus policé, plus ouaté. Il prend même souvent l'apparence de la tolérance: «ces gens-là» ont des mœurs un peu attardées qu'on ne comprend pas mais qu'il faut respecter, de loin.

Le racisme n'est pas non plus l'apanage de la droite. Il ne s'identifie pas au fascisme. Ni Mussolini, ni Franco n'utilisaient le racisme comme partie fondamentale de leur système. A ma connaissance, Pinochet n'y fait pas non plus appel. En France même, certains groupuscules d'extrême-droite se disent antiracistes (*). D'une manière générale, cela ne les rend pas plus attirants, mais prouve que le racisme n'est pas, au départ, attaché à un système politique. On sait que les régimes communistes l'ont souvent utilisé, peut-être dans une perspective démagogique et tactique, mais le résultat n'en a pas moins été meurtrier, et les manifestations d'antisémitisme, notamment, accompagnent toute l'histoire soviétique.

En France même, les municipalités communistes ont souvent d'étranges réactions. Dans le bulletin municipal de Vénissieux, sous la signature du maire communiste, on peut lire des phrases pour le moins ambiguës:

«Même s'il faut bien (pourquoi?) constater que la plupart de ces délits sont commis par des jeunes d'origine étrangère, dont la plupart sont de par la loi devenus français, je ne tomberai pas dans le piège du racisme qui consisterait à généraliser» (mais c'était juste...). A quoi sert donc cette constatation, puisque même si elle était vraie, elle ne donnerait, de l'aveu même de son auteur, aucune prise sur la réalité? Un peu plus loin, un encadré signale que la municipalité est «à la recherche d'une solution» aux problèmes posés par les nomades. Là aussi, on se retranche derrière la loi: *«dès lors que la loi tolère le nomadisme, il est indispensable que les personnes qui s'y livrent (comme*

on se livre à un vice?) puissent s'arrêter et stationner». Ah, si la loi n'était pas là, Maghrébins délinquants et gitans n'auraient qu'à bien se tenir pour éviter une colère tout à fait légitime et un lynchage sans problème!

Je n'accuse pas ici le PC de racisme. La plupart des militants communistes que je connais prennent personnellement des positions qui s'y opposent. Il n'y a pas de raison de penser qu'il en aille différemment des dirigeants. Plus vraisemblablement, il s'agit d'une forme de raison d'état. Puisque les travailleurs, ou du moins une grande partie d'entre eux, expriment des émotions racistes, il faut lâcher du lest et leur montrer que, parti de la classe ouvrière, on représente fidèlement celle-ci, y compris dans ses saloperies et qu'on prend en considération ses peurs et ses petites peurs.

Ce calcul n'est pas un bon calcul. En effet, la gauche ne sera jamais aussi convaincante que l'extrême-droite sur ce terrain. Celle-ci est en effet seule à justifier théoriquement le racisme, à l'intégrer dans un système cohérent et à lui donner ainsi droit de cité. Grâce à elle, il n'est plus quelque chose de honteux et de clandestin, mais il devient proclamé. On passe facilement du «je ne suis pas raciste, mais...», déjà inquiétant, au «je suis raciste, parce que...». La gauche ne sait qu'emboîter le pas, avec des explications gênées, puisqu'elle part du postulat que le peuple ne peut être raciste, puisque cela serait contraire à ses intérêts fondamentaux.

Reconnaître l'existence d'une calamité n'est pas la justifier ni s'y résigner. Le racisme existe partout, à l'état latent, y compris, sans doute, parmi les anarchistes. Pour autant, nous ne nous y résignerons jamais. Ce n'est pas par pur altruisme. Sinon nous devrions non seulement nous indigner, mais aussi lutter concrètement contre toutes les injustices qui sont commises partout à la surface du globe. Mais le racisme se manifeste ici et maintenant, et il nous menace directement, tout blancs de peau que nous puissions par hasard être. Il n'est que la manifestation la plus visible de la haine et de la peur morbides, du désir insensé de nier les

différences individuelles et l'histoire. Ce n'est pas seulement la peau des immigrés qu'on épie, mais aussi la nôtre, notre désir de vie.

Tous les arguments prétendument rationnels donnés par les partisans du racisme ne tiennent évidemment pas la route. Les immigrés ne sont pas responsables du chômage ni du déficit de la Sécurité Sociale. Des documents officiels multiples et publiés le prouvent, sans rencontrer aucun écho. C'est qu'il s'agit de bien autre chose, de plus profondément ancré qui trouve seulement dans ces pseudo-arguments des aliments et des justifications. Il s'agit de cette peur inavouée qui peut saisir chacun d'entre nous à l'idée du changement, de l'ouverture à l'autre, ou à cette partie de soi qu'il a enfouie au plus profond de lui-même. Il est la négation imbécile de fait, que toute culture est heureusement amenée à évoluer et à se modifier et pour cela a besoin de s'ouvrir aux autres.

Au racisme se mêlent toujours des thèmes sexuels qui prouvent les inquiétudes de ceux qui le prônent face à tout ce qui est de l'ordre de la vie: «Anars, homosexuels, gouines, pédérastes, payés par Moscou» (hélas, si peu), ont-il écrit sur les murs du local de la rue Pierre Blanc, avant d'essayer d'en fracturer la porte et d'écrire «représailles» dessus, comme au bon vieux temps, à la suite de notre participation à une manifestation antiraciste. Dans le même temps, ce qui permet d'exclure la coïncidence, un camarade trouvait dans sa boîte aux lettres un mot signé aussi de la croix gammée: «Gare à ta putain de femme qui couche avec les rats». Tout cela en dit plus profond sur la véritable nature du racisme que les argumentations bon enfant et hyppocrites d'un Le Pen. C'est bien la preuve qu'il ne s'agit pas là d'une doctrine, si sommaire soit-elle, contre laquelle on pourrait argumenter, mais d'une véritable ordure, d'une maladie, hélas incurable, que Reich appelle la peste émotionnelle, et contre laquelle il n'est d'autre remède que l'isolement ou l'éradication.

Les immigrés et les autres minorités ainsi montrées du doigt, commettraient, me semble-t-il, une erreur très grave, s'ils pensaient pouvoir lutter contre cette peste en tentant de passer inaperçus, ou de banaliser leurs originalités ou leurs différences. Ils ne feraient qu'exciter une haine, de toute façon émotionnelle, et qui la trouvera toujours, cette différence, dans n'importe quelle couleur de peau, dans n'importe quelle coiffure, dans n'importe quel regard, dans n'importe quel désir. Ils ont tout intérêt, et nous avons tout intérêt avec eux, parce que nous ne sommes pas seulement solidaires en idée, mais dans nos vies et nos destins, que nous cherchons à ouvrir à l'aventure et à l'étrange qui l'accompagne forcément, à affirmer au contraire, comme valeurs positives, tout ce qui marque une diffé-



Photo Daniel Guerrier

rence, une ouverture peut-être vers des horizons jusque là inconnus. Il n'est pas vrai que les immigrés vivent comme tout le monde, et c'est tant mieux, car tout le monde ne vit pas tellement bien. Il n'est pas vrai que la vie sexuelle des homosexuels soit semblable à celle de tout le monde, au choix du partenaire près, et c'est tant mieux, car la vie sexuelle de tout le monde n'est pas tellement réjouissante. Il n'est pas vrai que, anarchistes, nous pensions comme tout le monde, et c'est tant mieux, car tout le monde pense assez peu. Ce que nous avons en commun avec tout le monde, ce sont nos communes médiocrités, et aussi la consolation que nos vies et nos pensées peuvent être autres et donc plus intéressantes, puisque plus diversifiées. Certains, par nécessité sociale ou intérieure ou par choix délibéré vivent ou pensent ouvertement ces différences. Comme tels, ils sont plutôt plus intéressants que la moyenne des gens parce qu'ils nous montrent des voies nouvelles pour nous, auxquelles nous n'aurions peut-être pas osé penser.

Il n'est pas étonnant que, malgré quelques exceptions, l'extrême-droite récupère et attise le thème du racisme. Il n'est pas étonnant que la droite dans son ensemble et dans son discours politicien cherche à intégrer et à «comprendre» cette folie, puisque sa perspective est celle du maintien de l'ordre, et que la différence dérange l'ordre. Il n'est pas étonnant que tous les pouvoirs, même de gauche, soient très mal à l'aise devant cette peur, puisqu'il est de la nature du pouvoir de se vouloir rassurant et protecteur (ce que nous, anarchistes, pensons complètement illusoire).

Le drame c'est que si, à long terme, l'extrême-droite, en tout cas sous sa forme ouvertement fasciste, est vouée à l'échec, à court terme, la bêtise, le racisme et le totalitarisme risquent toujours de l'emporter. Et ce court terme, à l'échelle historique, peut bien durer tout une génération, à l'échelle humaine.

Avant que, pour faire œuvre civilisatrice, les enfants blancs de peau ne cassent la gueule aux enfants arabes, à la sortie des écoles. Avant que ne s'organise publiquement et officiellement la chasse aux teints basanés, aux cheveux crépus, aux pédés, aux albinos... Avant que, poussée au pouvoir par la lâcheté de la gauche et les effets de la crise économique, la droite officielle, dans la foulée, prise au piège de sa complaisance envers son aile extrême, ne nous prépare un Chili sur mesure, quadrillé, misérable certes, mais ordonné, dans lequel nous serons sages, oh combien, et pour combien d'années!...

... Nous tenons à affirmer que, Juifs, Arabes, Pédérastes, tout cela nous visons à l'être, et plus encore, si possible. Nos mots, nos peaux, nos désirs, disent de toutes leurs forces leurs aspirations à une vie plus complète, plus diversifiée, plus heureuse, leurs recherches de plus de connaissances et d'amours.

Face à l'ignominie, à la bêtise, au racisme, nous revendiquons l'intelligence, la sensibilité, et, puisque c'est ainsi qu'ils désignent nos vies, nos tares.

Alain

(*) Le Mouvement Nationaliste Révolutionnaire de Milliarkis a, dans le passé en tout cas, pris à plusieurs reprises des positions anti-racistes.

Les immigrés n'ont plus droit à la vie conjugale

Le Conseil des ministres a adopté le 10 octobre des mesures répressives contre les immigrés, confirmant par là sa politique xénophobe et raciste et rejoignant la droite et l'extrême-droite dans leur refus, voire même leur haine, des non-nationaux. Si jusqu'ici ce sont surtout les clandestins qui ont payé cher leur présence en France par leur condamnation et leur refoulement vers leur pays d'origine, la vague de répression atteint maintenant la famille des immigrés en situation régulière.

Réalisant que l'«aide au retour» — qui est une adoption honteuse de la loi Stoléru — n'a pas produit les effets escomptés, l'Etat tente de déstabiliser la population immigrée en donnant un coup d'arrêt aux regroupements familiaux et en bafouant le droit de vivre en famille.

I. VERROUILLAGE ET «CENTRES DE RETENTION»

Les mesures prises par le Conseil des ministres ne concernent pas seulement le regroupement familial. Les immigrés en «situation irrégulière» ne seront pas seulement jugés et reconduits à la frontière, c'est-à-dire, en termes moins hypocrites, extradés vers leur pays d'origine, mais l'extradition sera aussi assorti d'une exécution provisoire (départ immédiat) et d'une interdiction de retour sur le territoire français pendant au moins un an. Ce qui signifie que la personne jugée se trouve dans l'impossibilité de faire appel. En attendant qu'elle soit refoulée, elle est incarcérée dans un camp de concentration dit «centre de rétention». Treize camps vont bientôt être construits. Dans certaines communes les travaux ont déjà commencé (cf. Libé du 1er décembre 1984 sur la réaction du maire de Dugny). Par ailleurs, le «diptyque», c'est-à-dire le document en deux volets dont l'un est remis à la police des frontières à l'entrée, et l'autre donné au retour et qui s'applique seulement aux ressortissants de Maghreb, va être étendu aux pays d'Afrique noire. Tout le système sera bientôt informatisé pour repérer ceux qui dépassent les trois mois et l'effectif de la police de l'air et des frontières va se multiplier. Ces décisions ne sont pas, en réalité, étonnantes lorsqu'on sait que «la France est un pays de flics», comme disait mon ami

Renaud (voir mon analyse dans IRL 48 sur «l'expulsion des femmes immigrées»).

II. FLEURISSEZ, BORDELS LE CELIBAT EST FORCE

L'orientation la plus spectaculaire est celle qui concerne le regroupement familial. Les travailleurs immigrés ne peuvent faire venir leur femme qu'après avoir obtenu une autorisation préalable, accordée par l'agence locale de l'Office national de l'immigration (ONI), qui ne les donne qu'exceptionnellement et après avoir satisfait à certaines conditions. La première condition est de disposer d'un emploi stable et de ressources suffisantes. Peut-on déjà satisfaire cette première condition lorsqu'on sait que les licenciements touchent surtout les immigrés? Deuxièmement, ceux-ci doivent prouver qu'ils habitent depuis des mois un F3 d'au moins 34 m² pour trois personnes ou 66 m² pour 6 personnes et qu'il est en bon état sanitaire. L'application des quotas par la plupart des mairies, les refus constatés de l'Office des HLM d'accorder des logements aux immigrés, l'impossibilité de faire la demande de regroupement familial si l'habitat est un hôtel ou un foyer, l'exigence par l'ONI de «garanties suffisantes pour une bonne insertion de la famille dans l'environnement social», le coût élevé du logement exigé... font que les chances de bénéficier du droit de vivre en famille sont nulles.

Si, malgré tout, l'immigré arrive à surmonter tous ces obstacles, une dernière condition s'impose et laisse le demandeur du regroupement familial à la merci de l'administration et des pouvoirs publics, puisque la présence de la famille ne doit pas s'opposer à des «considérations tirées de l'ordre public». Autrement dit, l'ONI peut toujours avancer la crainte que l'ordre public soit perturbé pour refuser les demandes de regroupement. Quoi de plus arbitraire, de plus xénophobe et de plus raciste que des mesures qui consacrent une inégalité juridique et de fait entre des personnes partageant les mêmes conditions de vie et de travail? Pourquoi n'interdit-on pas

aux ouvriers français d'avoir une vie conjugale s'ils ne disposent pas d'un logement décent et pourquoi ne refoule-t-on pas les chômeurs? Quelle question! Où pourrait-on les refouler? Et puis, il ne faut pas oublier qu'ils sont français. Qui a dit: «Les Français d'abord»? Quel consensus et quelle unanimité des familles politiques françaises!

Le communiqué publié par le ministère de la Solidarité nationale le 28 novembre 1984, qui mentionne les dispositions pour que «les avis requis sur le logement et les ressources soient données en quarante-cinq jours» ne modifient en rien les mesures prises contre le droit de l'immigré de vivre en famille, car il ne remet pas en cause les conditions exorbitantes exigées pour bénéficier de ce droit, mais accélère seulement les procédures de refus.

Dans le passé, les immigrés ne se sont pas trompés en adoptant la procédure de régularisation contre le dispositif d'introduction. En effet, la plupart faisaient venir les membres de leur famille en tant que touristes et demandaient ensuite la régularisation de leur situation sans passer par l'ONI. 40% en 1967, 92% en 1983 des regroupements familiaux ont pu avoir lieu grâce au contournement du dispositif d'introduction par la procédure de régularisation sur place des femmes et des enfants. Le logement est le biais par lequel la répression contre les immigrés se pratique le plus souvent. D'ailleurs, même avant ces mesures d'introduction obligatoire, les avis défavorables des demandes de régularisation du regroupement familial sont dus essentiellement au logement insuffisant. La DDASS a comptabilisé les causes des avis défavorables donnés à Paris de 1981 à 1983 (cf. tableau).

III. NOUS SOMMES TOUS DES CLANDESTINS

Les mesures contre le droit de vivre en famille pour les immigrés sont la légitimation juridique d'un élargissement de la répression qui va s'abattre non seulement sur des individus clandestins, mais aussi sur des familles entières.

DEMANDES DE REGULARISATION DU REGROUPEMENT FAMILIAL

année	demandes déposées	avis favorables	avis défavorables				sans suite	
			total	logement insuffisant	logement précaire	ressources insuffisantes		chômage
1981	1537	60%	30%	71%	5%	9%	2%	10%
1982	3037	59,5%	33,5%	84,5%	3%	8%	4,5%	7%
1983	3478	54,5%	38,5%	84%	5%	10%	5%	7%



La suspension officielle de l'immigration en 1974 n'a pas empêché l'arrivée d'autres immigrés ou du moins la stabilisation de la population d'origine étrangère autour de 3 millions et demi de personnes. C'est surtout une immigration féminine qui a pu maintenir le « flux migratoire » puisque, de 1975 à 1982, l'INSEE a comptabilisé l'arrivée de 43520 hommes contre 194165 femmes.

L'Etat socialiste comme la droite

réclament la chasse aux femmes et aux enfants. La politique xénophobe de la gauche — pour être efficace et convaincante — a toujours reposé sur un discours manichéen de « bons et mauvais immigrés ». La démagogie consiste à dire qu'il faut insérer les bons et réprimer les mauvais, les clandestins.

Vu l'impossibilité de satisfaire les conditions draconiennes pour bénéficier du regroupement, la majorité des immigrés sont rejetés dans la clandestinité, la marginalité. Le nouveau dans ce processus répressif, c'est que ce sont des familles entières qui n'ont pas le droit d'existence. Les conséquences sont graves: interdiction de scolarisation pour les enfants d'immigrés en situation

irrégulière, interdiction d'obtenir les soins nécessaires et de bénéficier des allocations familiales...

Imposer aux travailleurs immigrés des exigences supérieures aux conditions des travailleurs français (logements adaptés, ressources suffisantes...), refuser le droit à la scolarité aux enfants d'immigrés au même titre que les enfants français, priver les immigrés d'un droit élémentaire à la vie conjugale parce qu'ils n'ont pas la nationalité française est une politique raciste et xénophobe (je pèse bien mes mots) qu'il faut combattre par tous les moyens.

Abdou le Bounoul

EGYPTE

Suite au mouvement de protestation ouvrière et étudiante en Egypte, l'état d'urgence instauré en 1981 a été prolongé pour dix-huit mois.

Comme au Maroc et en Tunisie lors des émeutes au Caire en 1977, l'annonce de l'augmentation des produits alimentaires a créé un état insurrectionnel à Kafi-el-Dawwar (à 30 km d'Alexandrie). Trois morts, une vingtaine de blessés et une centaine de militants d'extrême-gauche arrêtés, telles sont les conséquences de l'intervention policière au début du mois d'octobre. Devant la protestation ouvrière, le président H. Mubarak a annulé la hausse des prix sur les pâtes alimentaires.

La police a donné le 25 novembre l'assaut à l'université d'Al-Azhar au Caire, où les étudiants revendiquaient la réduction des tarifs de transport, l'amélioration des conditions d'habitat dans les cités universitaires, et protestaient contre les dérogations données aux fils des notables et des officiers de rentrer dans les facultés de leur choix sans subir la sélection dont font l'objet les étudiants des classes démunies.

MAROC: LES GREVES DE LA FAIM CONTINUENT DANS LES PRISONS.

La mort de trois grévistes de la faim en juillet et en août derniers (voir l'article paru dans IRL 57 sur « la grève de la faim ») n'a pas persuadé l'Etat marocain de respecter ses promesses concernant le droit des détenus politiques de poursuivre leurs études et de recevoir des visites et des journaux. Les jeunes arrêtés après les émeutes de janvier ont observé deux grèves d'« avertissement » au mois d'octobre. Par solidarité et pour exiger la reconnaissance du statut de prisonnier politique, six condamnés à mort détenus à la prison de Kémitra et jugés en tant qu'islamistes ont entamé le 11 octobre une grève de la faim illimitée. Ils sont actuellement hospitalisés. Selon l'Association de défense des droits de l'homme au Maroc, une autre grève de la faim de neuf détenus à Béni Mellal a commencé le 18 octobre. Leur état actuel est jugé grave. Ils réclament le statut de prisonniers politiques. Ceux-ci sont évalués à 2000 personnes environ. Un groupe d'intellectuels français et étrangers a adressé un message au dictateur Hassan II pour éviter la mort d'autres grévistes, mais l'appel n'a pas eu de suite.

ALGERIE: ARRESTATION EN KABYLIE ET CREATION D'UN ETAT-MAJOR DES FORCES ARMEES.

— Afin de mener une guerre victorieuse contre le frère ennemi: l'Etat marocain (question du Sahara occidental) et de réprimer éventuellement des insurrections internes, Chadli Bendjedid, président algérien et ministre de la Défense (pourquoi pas!) vient de créer un état-major des forces armées. Modernisation et professionnalisation obligent, l'Etat algérien ne veut plus des troupes de maquisards né de la guerre d'indépendance, mais d'un appareil de répression militaire doté d'un haut niveau de technologie. La création du grade de général est un témoignage de la volonté gouvernementale de faire de l'armée une carrière, une profession qui réduira un nombre grandissant de chômeurs et qui incitera les jeunes à aimer la guerre et la Patrie.

— Le Comité de défense des droits culturels en Algérie a annoncé à la fin du mois d'octobre l'arrestation du secrétaire général de la section syndicale de l'Union générale des travailleurs algériens de l'université de Tizi-Ouzou et du chanteur Ferhat Mehenni appartenant au groupe berbère Imazigen Imula.

ETHIOPIE: SIX MILLIONS D'ETHIOPiens MENACES DE FAMINE.

Le marxisme-léninisme considéré pendant des années comme panacée n'empêche pas les gens de mourir de faim en Ethiopie, où chaque jour, dans les camps de Karem, de Mekelle et d'Alamata, des centaines de réfugiés meurent de faim. Les Etats occidentaux, et surtout la Grande-Bretagne, accusent le régime éthiopien prosoviétique de détourner l'aide alimentaire au profit de son armée. La vie de 6 millions de personnes dans ce pays est en jeu et, pour le capitalisme bureaucratique et libéral, elle n'est qu'un enjeu politique.

*nord-sud:
la famine fauche
en afrique*



Dessin tiré du numéro 68 d'Alternative libertaire (Belgique)

Après Convergence?

Quand on est arrivé au Comité parisien de *Convergence 84*, on n'avait pas seulement dans l'idée de préparer le Carnaval — un petit feu d'artifice puis on range tout dans les boîtes pour l'année prochaine. Il pourrait en effet y avoir tous les ans une Marche ou une Convergence sans que ça remette vraiment en question la situation des Immigrés. Pas plus que la semaine de la Bonté, l'année de la Femme ou du Cheval ne changent quelque chose...

Cette année, l'important était de frapper l'opinion publique par un défilé de gens de toutes les origines qui voulaient prouver, en marchant ainsi ensemble, leur désir de vivre aussi ensemble. Bref, le Carnaval : pas de loi pas de flics pendant une journée. Pour beaucoup, c'était le droit de tenir la rue quelques heures, le droit d'être reconnu, le droit de dire ce que l'on veut, ce que l'on ne veut plus.

On venait donc travailler, discuter au Comité parisien comme force d'appoint au Comité National *Convergence 84* qu'on imaginait comme une grande masse d'immigrés dont nous prenions les revendications en marche, quitte à être ensuite une force de proposition. On a proposé. Grandes discussions quelque fois houleuses, mais il en sortait des idées, des mots d'ordre. Régulièrement, quelques jours plus tard, le Comité National ne voulait plus de «ça»: on changeait tout, c'est lui qui décidait. En fait, on a fini par se rendre compte qu'il y avait bel et bien un comité central, et que tous immigrés ou pas, on était tenus de faire strictement ce qu'il souhaitait ou imposait.

Comment c'est, au lendemain de Carnaval, quand on se retrouve dans les quartiers, dans la rue, avec les vexations, pas de boulot ou avec mais tu vois lequel, la carte de 10 ans qu'on n'a pas encore obtenue. Ou encore quand on voudrait faire venir sa famille et qu'on ne pourra pas parce que «monsieur ce n'est pas sérieux, une femme et trois enfants dans une pièce» et que des logements il n'y en a pas pour vous.

En pensant à ces lendemains de Carnaval qui ne chantent pas, on se demande pourquoi les «antiracistes» se sont ainsi fait jeter, insulter même juste avant l'arrivée de la Convergence. On ne les voulait plus, c'était presque aussi malsain que les fachos. On a bien perçu qu'il faut en finir avec le vocabulaire râpé du «fascisme ne passera pas» ou du «racisme non, non, non». Mais ce qu'on a surtout compris, c'est que le racisme on ne s'en débarrassera pas qu'avec une convergence permanente, dans la rue, sur les marchés, sur les lieux de travail et de loisir, dans les associations. Le militantisme au sein d'une orga seulement ne sert plus à grand'chose.

Le noyau qui a été à l'origine de *Convergence 84* décide aujourd'hui de se dissoudre. Le sigle, pas toucher! Convergence c'est fini. On est quelques-un(e)s à ne pas vouloir arrêter. On a déjà commencé à se réunir à Paris, ailleurs sûrement aussi. On remet ça, mais cette fois on planche sérieusement sur la notion de «Citoyenneté, quelle que soit la nationalité». Défendons les immigrés partout où il sont attaqués, et n'acceptons plus aucun Comité central...
A suivre...

Lea. (F.A.)

Photo Daniel Guerrier



LA GREVE DES MINEURS



IMPRISONED, physically assaulted, robbed of their basic civil rights, miners and their families are fighting for their lives.

in novembre 1984, une discussion a été organisée à Paris par le COJRA (Comité d'Organisation des Journées de Réflexions Anti-autoritaires) sur la grève des mineurs anglais.

Le texte qui suit est la retranscription de l'exposé fait par Henri Simon à cette occasion. Il ne prétend pas brosser un tableau complet de la grève ni du contexte dans lequel elle se déroule.

Il vise plutôt à présenter les grandes lignes des rapports de classe existant en Grande-Bretagne, et donc à fournir quelques axes de discussion sur les caractères de l'actuel mouvement autonome de lutte dans ce pays.



*Angleterre:
dix mois
de grève
pour les mineurs*

Dessin tiré du numéro 68 d'Alternative libertaire (Belgique)

Avant de parler de la grève des mineurs en tant que telle, je voudrais la replacer dans le contexte anglais, parce que, aussi intéressante qu'elle soit, cette grève n'est jamais qu'un épisode de la bataille menée depuis pratiquement la fin de la Seconde Guerre mondiale, comme les grandes grèves de 1972-1974 ou 1978-1979.

UNE LUTTE AUTONOME QUI SE CHERCHE DEPUIS PRÈS DE 40 ANNEES

La situation actuelle découle de plusieurs faits, dont le principal est certainement l'engagement, pour la première fois, du Labour Party — « maître » du gouvernement — dans la gestion du capitalisme anglais, de 1945 à 1951. Cet engagement a provoqué une cassure entre le sommet de l'appareil syndical, des trade-unions, qui soutenaient bien sûr le Labour Party, et les organisations de base, notamment avec le mouvement « Shop stewards ». Non pas une cassure au sens habituel du terme, mais plutôt une utilisation, un infléchissement des structures syndicales pour servir les intérêts des travailleurs eux-mêmes. Les structures syndicales ont été utilisées sur le lieu de travail pour tenter de contrôler de plus en plus étroitement non tant les salaires que l'ensemble des conditions de travail, c'est-à-dire le rythme et le contenu du travail. La répression exercée contre cette tentative se développant par les canaux syndicaux ou par les canaux gouvernementaux, les formes de lutte se sont modifiées : au cours des années 50, de plus en plus de grèves sont devenues « sauvages », non reconnues par le syndicat, ou quelquefois reconnues après coup. A la fin des années 50, elles ont représenté 90-95% des grèves dans le pays. Ensuite, il y a eu alternance de gouvernements travaillistes et conservateur, et alternance donc entre collaboration syndicale et rupture syndicale avec le pouvoir, accompagnée de tentatives visant à réprimer les grèves sauvages. Une autre pratique s'est développée peu à peu, celle du « piquet de grève ». Il faut dire qu'en Angleterre il existe une « règle », une « conduite morale », si on peut dire, pas toujours respectée, mais néanmoins très forte : quand il y a un piquet de grève, même symbolique, le travailleur ne le traverse pas, il reste en dehors du lieu de travail sans se soucier des raisons pour lesquelles ce piquet est là, qu'il le concerne ou non...

La pratique des « piquets de grève » s'est étendue : au début, ils visaient à empêcher le travail des jaunes. Mais comme la totalité des travailleurs de l'entreprise participait souvent à la grève, le piquet sur le lieu de travail est

devenu inutile. Les piquets se sont alors déplacés pour rendre la grève plus efficace en tentant de l'étendre à d'autres usines, à d'autres secteurs liés à l'activité de l'entreprise en grève.

Ces piquets mobiles ont été nommés « flying pickets », piquets volants, ou encore, dans les textes de loi récents, « piquets secondaires » ; par opposition au « piquet principal » celui qui se tient devant l'entreprise en grève. Les piquets secondaires ont connu un très grand développement pendant la grève des mineurs de 1972. Comme la totalité des mineurs étaient en grève, ils ont « piqueté » non seulement les ports, pour empêcher l'entrée du charbon, mais aussi les centrales thermiques, les dépôts de charbon, et ils ont étendu leurs piquets aux transports du charbon et du fuel. Cette pratique a provoqué des affrontements assez graves avec la police, dont un qui reste un modèle du genre, fréquemment cité et auquel aurait participé Scargill, l'actuel président du syndicat des mineurs, dans un gros dépôt de charbon, près de Manchester.

Les piquets secondaires sont réapparus en 1979, sans aucun contrôle syndical, et en se développant beaucoup plus, pendant « the winter of discontent », l'hiver du mécontentement, où la grève a touché de nombreuses activités économiques en Angleterre. Au cours de cet hiver, la grève des conducteurs de camion a été particulièrement importante, mais le mouvement a touché en fait à peu près toute l'activité économique du pays. Sous prétexte de bloquer la circulation des camions, des piquets ont été installés un peu partout, parce que presque toutes les entreprises avaient des camions, et les camions étaient bloqués partout où ils se trouvaient. Cela a entraîné une certaine paralysie économique de l'Angleterre, notamment au point de vue approvisionnement en vivres et, peut-être beaucoup plus qu'avec la grève des mineurs de 1972, une peur des classes possédantes de voir se développer des formes autonomes d'action permettant de contrôler l'activité du pays.

« QUI GOUVERNE EN GRANDE-BRETAGNE ? » (Heath, premier ministre, 1974) COMMENT BRISER LE MOUVEMENT AUTONOME

Cette situation a rapidement entraîné sur le plan politique diverses tentatives — pour sauvegarder les intérêts du capital, bien sûr — de remettre bon ordre à toute cette agitation. Ces tentatives ont commencé très tôt — bien avant les grands mouvements de 1972-1974

et 1979 —, dès 1968, en fait, et sous un gouvernement travailliste.

Tout d'abord, en décembre 1968, Barbara Castle, ministre du Travail, a publié un document qui s'appelait « In place of strife » (A la place des luttes) et qui était destiné à fixer les grandes lignes d'une législation poussant les syndicats à se faire respecter de la base. Il s'agissait d'obliger la base à obéir aux règles syndicales, notamment en matière de grèves sauvages. Le texte tendait tout particulièrement à établir un délai de 28 jours avant le démarrage d'une grève dans une entreprise, quelle que soit l'origine de cette grève. Ce texte n'a pas été suivi : les syndicats et les patrons s'y sont opposés, essentiellement parce que le texte tendait à les lier par des procédures d'arbitrage dans les conflits du travail. Pourtant, ce texte établi par des sociaux-démocrates a en fait déterminé l'orientation qui a été poursuivie jusqu'à aujourd'hui, y compris les fameuses lois que le gouvernement conservateur actuel a fait voter pour aboutir au même résultat.

Une seconde tentative a été effectuée par le gouvernement conservateur de Heath en 1972. Il a fait voter « The industrial relation act », la « loi sur les relations sociales », qui établissait un contrôle étroit des grèves sauvages, notamment en rendant les syndicats pécuniairement responsables des mouvements qu'ils n'auraient pas empêchés, ou qu'ils auraient couverts. Mais quand on a tenté d'appliquer cette loi, on s'est heurté à un dilemme : quand un mouvement est sauvage, que le syndicat ne le reconnaît pas ou même s'il le désavoue, qu'est-ce qu'on peut faire ? On ne peut pas prétendre que le syndicat est responsable, puisqu'il va dire devant un tribunal qu'il n'est pour rien dans la grève ; d'un autre côté, on ne peut condamner des travailleurs isolés, parce qu'on ne peut rendre responsable qu'une personne morale, une entité. Résultat : pendant un conflit avec les dockers, le pouvoir s'est empêtré dans sa propre législation, ce qui l'a rendue caduque. Une grave crise politique en a résulté, entraînant la démission du gouvernement Heath, et de nouvelles élections qui ont ramené les travaillistes au pouvoir.

Les travaillistes ont alors tenté, dans la période 1974-1978, une nouvelle approche du problème. Là où les deux tentatives légales avaient échoué, ils ont pensé réussir grâce à un pacte social avec les syndicats. Et ils ont effectivement établi en matière de salaire un pacte social, pour arriver à une gestion du capital anglais associant étroitement syndicats et entreprises. La grande vague de grèves sauvages, que l'on a commencé d'appeler « la maladie anglaise », au cours de l'hiver 1978-1979, a été une réponse à ce pacte social, qui consistait essentiellement en un sévère blocage des salaires et en des sanctions appliquées aux entreprises qui accordaient des augmentations de salaires dépassant les quotas fixés par le gouvernement.

Pendant ces grèves, le gouvernement a invité les syndicats à créer une sorte de « code d'activité des piquets », réglementant l'activité des syndiqués. Mais cette incitation n'a pas été suivie d'effet, parce qu'elle n'était assortie d'aucune sanction. Et, tout de suite après « l'hiver du mécontentement », le gouvernement travailliste est tombé, et de nouvelles élections ont ramené les conservateurs au pouvoir.

A la différence de la première fois, où la tendance libérale du Parti conservateur était au pouvoir avec Heath (1970-1974), cette fois la tendance dure, avec Thatcher, s'est attaquée aux grèves sauvages, pour tenter d'obliger à la fois les travailleurs et les syndicats à devenir des rouages de gestion du système capitaliste, à peu près comme en

RFA. Une série de lois a été votée à cette effet. Une de ces lois porte sur les piquets. Elle interdit à tout travailleur et, a fortiori, à tout syndicat d'aller établir des piquets en dehors de sa propre usine. Une interprétation très stricte de cette loi a permis, au cours de l'actuelle grève des mineurs, d'interdire que des grévistes du Yorkshire aillent piqueter le comté voisin du Nottinghamshire, par exemple. Simplement parce que la grève a été votée région par région, et non à l'échelon national. La loi s'accompagne de sanctions pécuniaires contre le syndicat, qui peuvent atteindre des sommes très élevées (jusqu'à 50 000 livres, par exemple, ce qui fait 60 millions de francs, pour des syndicats de la presse; ou même des sommes plus importantes, récemment, contre des syndicats de mineurs). Cette législation est renforcée par le jeu de la législation anglaise par elle-même: lorsqu'un jugement interdit par exemple des piquets secondaires et rend le syndicat responsable des dommages causés par leur existence, si les dirigeants du syndicat refusent d'obtempérer ou émettent une opinion sur le jugement rendu, le tribunal peut prononcer des sanctions, des amendes encore plus fortes, et même des peines de prison très lourdes contre eux, car ils se sont rendus coupables d'un délit inexistant en France, le «contempt of court», «mépris des décisions de la cour» (en droit français, on peut toujours se permettre de critiquer, de dire qu'on n'est pas d'accord avec un jugement). On passe ainsi très facilement d'un délit civil à un délit pénal en Angleterre, comme cela se produira au cours de la grève des mineurs, et cette menace est de plus en plus facilement brandie.

Les autres lois promulguées tendent à inciter les syndicats à discipliner leurs membres. La dernière d'entre elles, votée récemment et qui a été appliquée au cours du conflit des mineurs, oblige avant de déclencher une grève à respecter un délai de quatre semaines: on retrouve le projet des travaillistes d'il y a seize années.

Pour mettre en place cette législation répressive contre le mouvement autonome, le gouvernement conservateur a bénéficié d'un gros atout, que les précédents gouvernements ne possédaient pas: la crise, accentuée par la nouvelle orientation de la politique anglaise, elle-même reflet d'une nouvelle orientation du capitalisme anglais.

Les luttes dont j'ai parlé précédemment touchaient surtout le capital industriel. Aussi le capital financier s'est-il peu à peu détourné de l'Angleterre pour chercher des investissements plus profitables dans le monde entier, parce que le taux de profit dégringolait en Angleterre et qu'aucune réforme engagée depuis plus de dix ans pour maîtriser la classe ouvrière n'avait abouti. Aujourd'hui encore, d'ailleurs, les milieux industriels font preuve d'un très grand pessimisme par rapport aux possibilités de mettre au pas le prolétariat anglais. Cet état d'esprit s'est traduit par un exode des capitaux très important, d'autant qu'un des premiers actes du gouvernement Thatcher a été de faciliter au maximum les possibilités d'évasion des capitaux. Grâce à une totale liberté de circulation, les capitaux ont quitté l'Angleterre et le secteur industriel s'est effondré: la crise l'a de ce fait touché beaucoup plus durement que dans aucun autre pays européen.

On peut donc dire que des mécanismes économiques et certains impératifs capitalistes ont joué, mais aussi qu'ils ont permis d'impulser toute une stratégie pour tenter de briser le mouvement ouvrier anglais. Toutes les grèves qui se sont déroulées jusqu'à aujourd'hui dans des secteurs clés de l'économie anglaise — la sidérurgie d'abord, l'automobile ensuite, les

chantiers navals enfin —, n'ont pu empêcher des coupes sombres: plus de la moitié des travailleurs ont été licenciés et, dans certains secteurs, l'appareil de distribution a été presque totalement restructuré, en vue de le rendre rentable. Dans le même temps, les capitaux étrangers ont pénétré ces secteurs, comme par exemple l'automobile. Le secteur automobile anglais, qui était représenté par British Leyland, est aujourd'hui très diminué, et dominé par les compagnies américaines. Celui de la sidérurgie a été considérablement réduit. Les capitaux japonais s'introduisent dans l'électronique et l'automobile. Et ces modifications s'accompagnent de tentatives visant à imposer des conditions de travail totalement différentes, «à la japonaise», dans ces secteurs, avec une collaboration beaucoup plus étroite des patrons avec les syndicats, les entreprises définissant les règles de gestion du travail, les syndicats acceptant ces règles et les imposant aux travailleurs désireux d'être embauchés. Des contrats souscrits autour d'entreprises nouvelles commencent également à apparaître, qui tendent à interdire la grève: le syndicat s'engage à ne pas la déclencher, ce qui la rend de plus en plus difficile, même si cela n'en supprime pas la possibilité. Il existe aussi une convergence entre la politique du gouvernement et la nouvelle politique des entreprises capitalistes.

Face à cette réalité, on peut tirer l'impression que le prolétariat anglais ne parvient pas à lutter contre la crise et l'utilisation qui en est faite. Après la grande grève de la sidérurgie en 1980, les autres grèves dans l'automobile autour des restructurations, à défaut d'affrontements directs dans les entreprises, on assiste à la montée d'une tension sociale «parallèle», si l'on peut dire, et au développement d'une violence latente dans tous les secteurs sociaux, violence qui s'est exprimée ouvertement au cours de l'été 1981, à travers ce qu'on a appelé «les émeutes de Brixton», mais qui en réalité touchait la quasi-totalité des villes anglaises... D'une certaine façon, la grève des mineurs reproduit, à son niveau, le schéma que je viens de décrire. Une restructuration des mines est en cours depuis des années, les mineurs éprouvent un certain sentiment d'impuissance par rapport à cette restructuration, tous les votes qui ont été faits pour déclencher des grèves contre elle ont montré leur division. Cette division rendait la lutte d'autant plus impossible que dans tous les autres secteurs économiques, une lutte semblable avait plus ou moins échoué. Aujourd'hui, après une période très confuse, cette forme de violence réapparaît et se développe, comme au cours de l'été 1981.

LE CHARBON EN GRANDE-BRETAGNE LA RESTRUCTURATION D'UN SECTEUR EN EXPANSION : UNE STRATEGIE ANTI-OUVRIERE

Je voudrais dire quelques mots, à présent, au sujet des mines, pour rendre compréhensible ce que j'expliquerai ensuite. Le secteur minier en Angleterre est nationalisé depuis la fin de la dernière guerre mondiale. Il a été regroupé dans une seule entreprise, la NCB, National Coal Board. Actuellement, il existe 172 puits de mines, et l'effectif des mineurs est de 184 mille. Le NCB est organisé en 14 régions minières réparties dans presque toute l'Angleterre, à l'exception du Sud, où il existe seulement un petit bassin minier dans le Kent, au Sud de Londres. Le Pays de Galles, le Nord-Est, la zone des Midlands, le Yorkshire, le Nottinghamshire et l'Ecosse constituent les principaux bassins, avec quelques bassins in-

termédiaires. Pour avoir une idée de la chute qu'a connu le charbon en tant que source d'énergie en Grande-Bretagne, comme ailleurs, il faut savoir qu'en 1910, on comptait un million de mineurs; en 1947, 704 000; 184 000 aujourd'hui. En 1947, on extrayait 200 millions de tonnes; en 1955, 250 millions; aujourd'hui, 105 millions. En 1947, le charbon fournissait 90 % de l'énergie anglaise; aujourd'hui, 35 %... Ainsi, les effets immédiats d'une grève sur l'économie de l'Angleterre se sont amenuisés avec le temps, ce qui explique d'une certaine façon la longueur de la grève actuelle, et le fait que certaines incidences de cette grève commencent seulement maintenant à se faire sentir. Même si la grève avait été totale, il n'en aurait peut-être pas été autrement.

La diminution de la consommation du charbon et son remplacement par d'autres sources d'énergie est un phénomène ancien. Déjà, en 1974, les travaillistes avaient établi, après accord entre le gouvernement, les charbonnages et le syndicat des mineurs NUM, un plan de restructuration étalé sur un certain nombre d'années et qui visait à fermer progressivement des puits. Aussi Thatcher a-t-elle beau jeu de dire, maintenant, que, de 1965 à 1979, sous des gouvernements travaillistes, 300 puits ont été fermés, alors que sous son propre gouvernement, de 1980 à maintenant, il n'y en a que 92. C'est vrai même si cela ne veut pas dire grand-chose... sinon la continuité d'une politique capitaliste, quel que soit le parti au pouvoir.

La situation des mines en Grande-Bretagne n'est pas identique à ce qu'on voit dans les autres pays d'Europe, notamment en France. Il existe un secteur minier anglais très prospère: les réserves de charbon en Angleterre sont très importantes et très facilement exploitables, un certain nombre de mines sont à ciel ouvert; à peu près 70 d'entre elles sont exploitées avec des engins mécaniques ultra-modernes. Elles possèdent un système complexe d'ordinateurs, le « monitoring », qui contrôle minute par minute l'exploitation des filons faite avec des engins mécaniques; le mineur n'a pour ainsi dire plus qu'un rôle de surveillance.

Les investissements se portent évidemment sur ces puits-là, et toute la polémique développée au sujet du secteur minier concerne la fermeture des puits « marginaux » (autrement dit ceux qui ne peuvent être exploités avec des méthodes modernes). Cette fermeture est envisagée en fonction de critères de « rentabilité », notion qui varie d'ailleurs avec l'évolution du marché mondial. Le plan proposé en mars 1984 et qui va déclencher la grève n'est en fait qu'une accélération de la politique menée auparavant. Il prévoit seulement la réduction de 4 millions de tonnes de charbon et la fermeture d'une vingtaine de puits au total, sur une période donnée (dont 5 ou 6 immédiatement)...

Mais cette accélération des fermetures de puits, cette « rationalisation » qui est la ligne suivie par le gouvernement Thatcher, pour que toutes les entreprises deviennent rentables, correspond en fait à une idée qui se trouve derrière la tête des dirigeants et qu'ils mettent en pratique depuis quelque temps, à savoir la vente au secteur privé d'entreprises rentables. Dans le secteur minier, une première tentative d'accélération des fermetures a été effectuée à la fin de l'hiver 1981. A ce moment-là, en effet, le gouvernement a pensé mettre en application son plan de rationalisation des puits. Mais comme une grève sauvage a commencé alors à se développer, il a fait rapidement volte-face et a aussitôt annulé tous les préparatifs d'entrée en vigueur de ce plan. A posteriori, il semble que le gouvernement

conservateur se soit estimé insuffisamment préparé à affronter une nouvelle grève des mineurs, alors que des restructurations étaient en cours à ce moment dans la sidérurgie et dans l'automobile. Pour une raison stratégique, il n'a pas voulu courir le risque de déclencher une crise politique qui avait fait chuter deux gouvernements, un conservateur et un travailliste, dans le passé - d'autres secteurs économiques étant susceptibles de suivre le mouvement. Mais le gouvernement a tiré les leçons de ce projet, tout comme il a tiré celle des événements de 1972-1974. Et il s'est préparé à combattre les mineurs, bête noire de tout un secteur du capital et des sphères politiques anglaises. Cette « préparation » s'est traduite par la constitution d'un comité spécial secret auprès de Thatcher, à qui il a été confié la tâche d'étudier spécialement la période 1972-1974, et de voir par quels moyens on pouvait éventuellement prévenir et, en cas de déclenchement, contrer une grève des mineurs. Ce comité a déposé son rapport en 1982; il définissait une stratégie en trois points :

- le premier consistait à constituer préventivement des stocks de charbon énormes, et à les entreposer sur le carreau des centrales thermiques et en d'autres endroits. Il a par exemple été révélé au cours de la grève - et des copains hollandais nous l'ont confirmé - que le port de Rotterdam contient un stock énorme de charbon, propriété essentiellement du CEBG, le trust d'électricité anglais, et ce stock n'a pas bougé depuis des années. Il est destiné et sert actuellement, en l'occurrence, à satisfaire des marchés qui ont été conclus par le NCB à l'étranger ou à réapprovisionner, à réexporter en Angleterre là où c'est nécessaire ;
- le deuxième point consistait à étudier l'utilisation possible de ce stock et éventuellement d'autres moyens de stockage, pour briser la grève si jamais elle se déclencherait.

- le troisième point visait à aménager les centrales thermiques de façon à pouvoir les utiliser alternativement au charbon ou au fuel.

Le gouvernement actuel peut se payer cette politique, étant donné l'existence de pétrole de la mer du Nord : la quasi-totalité du profit tiré de ce pétrole sert à payer le chômage en Angleterre ; et son existence permet de réduire considérablement les effets de la grève dans les mines. Autrefois, la plupart des centrales thermiques anglaises fonctionnaient au fuel ; les charbonnages ont fait pression pour qu'elles soient converties au charbon. Aujourd'hui c'est fait (le nucléaire est peu important en Angleterre). Comme le charbon était bon marché et que le pétrole exporté procurait des devises, la politique suivie par le gouvernement a été de l'utiliser sur place, dans les centrales thermiques. Le développement des centrales thermiques s'est donc réalisé par conversion du fuel au charbon. Cette politique économique suivait une certaine rationalité capitaliste et en même temps fournissait les éléments d'une stratégie anti-grève. Beaucoup de centrales n'ont pas été converties au charbon ; elles ont été mises « dans la naphthaline », comme on dit en Angleterre ; par contre, on a construit de très grandes centrales tout près des secteurs charbonniers : l'implantation de ces centrales va jouer un rôle important dans la tactique du pouvoir pour briser la grève ; il semblerait par exemple, que dans le Nottinghamshire, district charbonnier où traditionnellement apparaissent de fortes résistances aux luttes, on ait implanté dans la dernière décennie de très grandes centrales thermiques. S'agit-il donc simplement d'une stratégie économique, ou d'une stratégie sociale pour le gouvernement ? Certainement les deux à la fois : la stratégie économique a servi la stratégie sociale et on n'a vraisemblablement pas pensé l'une sans l'autre.

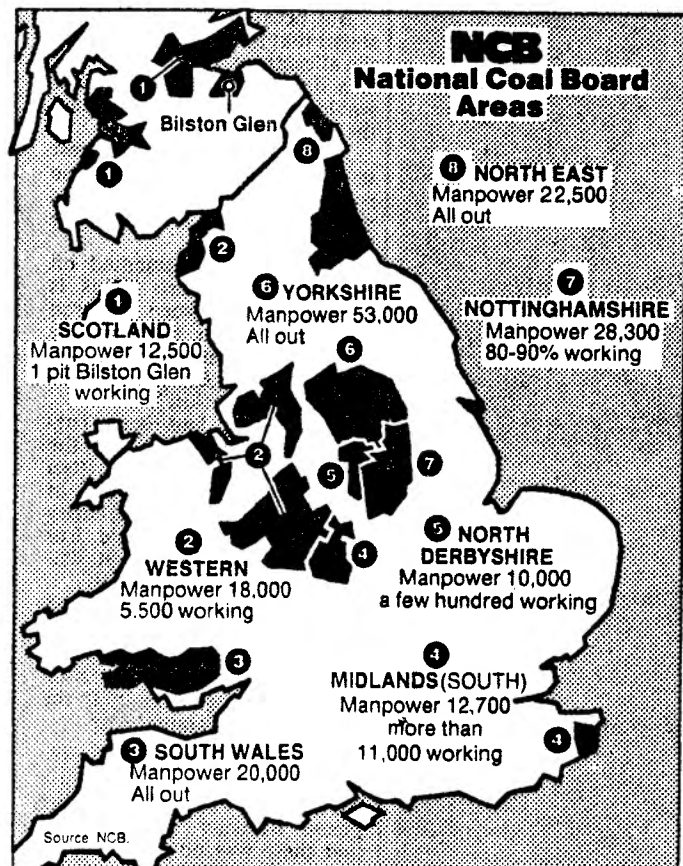
MINEURS ET SYNDICAT (NUM) DUALISME ET CONTRADICTIONS

Je voudrais dire quelques mots aussi sur la structure syndicale. Les journaux parlent beaucoup de la communauté des mineurs, d'une très grande solidarité existant à l'intérieur des villages des mineurs, etc : En réalité, tout cela est pratiquement devenu un mythe. Parce que la disparition de nombreux puits jointe à l'ouverture de nouveaux puits, notamment dans des parties du Yorkshire qui n'en possédaient pas auparavant, ont entraîné des mutations, des départs, et un bouleversement complet des zones minières. Par exemple, le Pays de Galles, dans lequel les mines occupaient autrefois de grandes vallées, est aujourd'hui à moitié désert. La plupart des mines ayant été fermées, les communautés minières ont éclaté...

Cette rupture des communautés résulte également d'un changement de mode de vie. D'abord, la société de consommation a déferlé sur les mines, d'autant que les mineurs étaient et sont encore parmi les catégories de salariés les mieux payés en Grande-Bretagne. De plus, des différenciations assez importantes ont été introduites dans les salaires. La grève de 1972 concernait uniquement les salaires ; elle a eu un grand pouvoir unificateur, puisqu'elle a touché l'ensemble du bassin houiller anglais. En 1977, un vote fut organisé sur un nouveau système de rémunération ; il a été négatif. Mais le système a néanmoins été imposé par le syndicat et par le NCB. Il a introduit une rémunération par puits, qui a fait apparaître des différenciations de salaire très importantes. Le bonus peut varier entre 40 livres dans certaines zones du New Yorkshire et plus de 100 livres dans le Nottinghamshire. Et l'introduction de ces disparités a certainement joué un rôle dans la désagrégation de cette solidarité, certains secteurs refusant absolument de faire grève et d'autres au contraire, se battant avec l'énergie du désespoir.

Face aux fermetures de puits, les réactions ont été très diverses. Une résistance au plan de restructuration a été tentée par endroits, mais elle n'a jamais pu s'étendre à la totalité des bassins miniers, même lorsque les mineurs se déplaçaient pour chercher le soutien d'autres bassins ; cela explique certains phénomènes qui autrement pourraient paraître incompréhensibles. Par exemple, au Pays de Galles il y a deux ans, deux puits ont été fermés ; aussitôt un mouvement de grève a éclaté. Les mineurs se sont rendus dans le Yorkshire pour tenter d'obtenir l'appui d'autres mineurs. Leur demande n'a pas été entendue.

Dans les mines, si on n'est pas syndiqué, on ne peut pas travailler. L'organisation du NUM, National Union of Miners, syndicat des mineurs, est calquée sur les régions minières. C'est une fédération : les syndicats régionaux de mineurs sont plus ou moins autonomes, ils peuvent régler eux-mêmes leurs problèmes, déclencher des mouvements, ils disposent de fonds... Au niveau de chaque puits, il existe une section syndicale. Mais à l'intérieur du NUM se trouvent également des syndicats professionnels : c'est une structure assez complexe. Les secteurs les plus importants du syndicat au point de vue effectifs - ceux que l'on va retrouver dans la grève - sont néanmoins le Yorkshire, puis le Nottinghamshire, le Pays de Galles et l'Ecosse. Le NUM possède un comité exécutif formé de délégués élus pour chaque région minière, mais assez curieusement le nombre de ces délégués ne dépend pas des effectifs de mineurs : le Yorkshire, avec 56000 mineurs, a seulement trois délégués, alors que le Cumberland, avec 300 mineurs, en a un. Pour le syndicat des mineurs, la démocratie, au sens bourgeois du terme, a une certaine valeur : tous les membres de l'appareil sont élus directement par la base, au premier degré, les délégués comme le président. Une décision de grève peut être adoptée au niveau général par un vote de la totalité des mineurs en Grande-Bretagne, au niveau



régional par les mineurs d'une région, mais aussi d'une manière bureaucratique, par un vote soit des délégués qui forment le NUM, soit des délégués de puits (mais enfin, à l'intérieur du puit, c'est généralement la base qui décide). On peut donc trouver toutes les combinaisons possibles et imaginables en cas de déclenchement d'une grève, et la situation apparaît complexe et parfois incompréhensible si l'on ne connaît pas en détail les situations locales qui expliquent telle ou telle attitude. Par exemple, en mars 1984, les mineurs du Pays de Galles voteront contre la grève pour marquer leur mécontentement de ne pas avoir été soutenus deux ans auparavant et pour ne pas, une fois encore, se retrouver seuls dans la lutte. Deux jours après, la grève apparaissant solide en Ecosse et dans le Yorkshire, ils se lanceront dans la grève sans une seule défection. La bataille autour de la notion de vote national va permettre au NCB et au gouvernement de parer leur répression de la grève du masque de la démocratie bourgeoise. Des « conseillers » bien particuliers (en réalité des proches du pouvoir) vont soudoyer des mineurs non-grévistes afin d'attaquer le syndicat pour non-respect des règles syndicales. Le syndicat est par ce biais condamné à de très fortes amendes, et même parfois des arrestations sont opérées... Actuellement, un procès est engagé contre le NUM par deux ou trois mineurs non-grévistes qui demandent la mise sous séquestre de tous les biens du syndicat, avec désignation d'un administrateur judiciaire pour décider de l'utilisation des fonds du syndicat. Ces mineurs veulent faire reconnaître que les dirigeants actuels du syndicat n'ont pas respecté les règles « démocratiques », que la grève est illégale, donc que cette utilisation de l'appareil et des fonds est aussi illégale. On voit jusqu'où la répression peut aller : un contrôle du pouvoir sur le syndicat identique à celui de pays totalitaires.

La situation dans le secteur minier avant la grève était assez paradoxale : d'un côté, tous les votes organisés presque chaque année depuis 1979 dans les mines, au plan national, en vue de déclencher une grève, ont été négatifs, que ce soit sur des problèmes de salaires ou sur la fermeture des puits ; d'un autre côté, les élections, l'an passé, ont désigné comme nouveau président du syndicat Scargill, c'est-à-dire un homme en rupture avec la ligne suivie auparavant, et qui, tout au moins en apparence, défend des options très radicales. Mais c'est un radicalisme de bureaucrate syndical, et cela aura des conséquences sur la grève. Ces deux faits contradictoires : forte pression de la base qui se reflète dans cette désignation d'un homme radical à la direction du syndicat, d'une part, et, d'autre part, refus de le suivre toutes les fois qu'il a proposé de déclencher une grève illustrent le rapport de forces général en Angleterre. Cela montre qu'une bonne partie des mineurs a considéré que la lutte serait sans issue dans les conditions où elle s'engagerait.

En dehors des visées stratégiques dont j'ai parlé tout à l'heure (la revanche recherchée par une fraction du capital et des conservateurs sur les mineurs), la grève découle, je crois, surtout de l'accélération de la crise économique mondiale et anglaise. Cette accélération de la crise s'est traduite par une mévente du charbon : en l'espace de deux ans, les ventes sont passées de 130 millions de tonnes à 110 millions, et, dans le même temps, les stocks se sont accrus de 30 millions de tonnes à 60 millions. Autrement dit, la conjoncture économique a facilité les plans de stratégie anti-grève à long terme du gouvernement. Elle a conduit le gouvernement et le NCB à accélérer le plan de fermeture des puits. La crise a pro-



voqué une moindre consommation d'électricité, des fermetures nombreuses d'entreprises, et un premier conflit concernant les salaires s'est engagé dans ce contexte, en novembre de l'année dernière.

LA RESISTIBLE ET INEXORABLE ASCENSION DE LA GREVE

Le NCB avait proposé une augmentation de 5,2%. Par une décision du comité exécutif national du NUM, une grève des heures supplémentaires a été lancée. Dans tous les puits d'Angleterre, les mineurs devaient refuser d'en faire. Cette grève a été largement suivie, à quelques « réserves » près. D'un point de vue stratégique, une telle grève pouvait paraître assez inefficace, parce qu'elle intervenait alors que le NCB possédait des stocks de charbon considérables : elle provoqua un certain déstockage au niveau des carreaux des mines et favorisa donc d'une certaine façon la politique du NCB. D'un autre côté, cette grève représentait pour les mineurs des pertes de salaire assez importantes, et ces pertes de salaires vont d'ailleurs susciter dans les secteurs parmi les mieux payés des mouvements de révolte. Ces secteurs vont refuser de suivre la grève des heures supplémentaires, et des conflits vont en résulter : des grèves vont se déclencher dans certains puits contre les non-grévistes. La grève refusée par certains va ainsi aboutir à une autre grève, plus importante.

En même temps, la situation s'est compliquée, parce que les heures supplémentaires servaient à assurer l'entretien des puits, notamment pendant le week-end. Comme il n'était plus effectué pendant le week-end, il devait être fait dans la semaine, et sur le temps de travail, le puits étant alors fermé et les mineurs mis à pied sans salaire. La grève a ainsi entraîné une réduction considérable de

l'activité des mines et un manque à gagner encore plus grand pour les mineurs, parce qu'ils perdaient à la fois directement des heures supplémentaires et indirectement des jours de mise à pied. Cette situation s'est progressivement aggravée, peut-être favorisée par la direction du NCB pour créer un mécontentement... Toujours est-il que la direction a profité des résistances, de l'affaiblissement des mineurs dû à leur baisse de salaire après quatre mois de grève, pour annoncer début mars l'accélération de son plan de restructuration des mines. Elle a alors parlé de fermer dans les plus brefs délais un certain nombre de puits, notamment en Ecosse et dans le Yorkshire, puits qui devaient, pour certains, d'après le plan précédent, fonctionner encore pendant des années. Le NCB et le gouvernement ont bien sûr développé là une stratégie de provocation : dans le contexte, une telle nouvelle procédait vraiment de la provocation. Avant le 6 mars, jour où le plan a été complètement connu, des informations sur les mesures envisagées ont été données aux puits concernés. En Ecosse, à peu près la moitié des puits étaient alors fermés, soit parce que les mineurs étaient en grève contre les fermetures, soit parce qu'ils avaient été mis à pied sur des questions d'entretien. Dans le Yorkshire, la situation est rapidement devenue identique...

Jusqu'à-là, le syndicat n'avait pas pris beaucoup d'initiatives. Mais, acculé par un mouvement qui montait peu à peu du fait de la politique du gouvernement et du NCB, il a été obligé de couvrir la grève. Dans le Yorkshire et en Ecosse, il a déclenché la grève, d'une manière bureaucratique, sans qu'il y ait de vote, même si le mouvement montait en fait de la base. Le NUM a également décidé de couvrir toutes les grèves qui pourraient éclater ailleurs. Dans le Yorkshire, les piquets ont alors commencé à se mettre en place. Au

début, ils se sont répandus sans décision syndicale, dans les comtés voisins, notamment le Nottinghamshire, pour faire arrêter le plus de puits possible. Ensuite, quand la situation est devenue très confuse, des votes ont été organisés, mais par région, pas nationalement. Certaines régions ont rejeté catégoriquement la grève, comme le Nottinghamshire et, malgré la présence d'imposants piquets, ont continué à travailler en majorité; dans d'autres, comme le Pays de Galles du Sud, les mineurs ont rejeté aussi la grève, mais quand les piquets sont venus, ils se sont mis en grève immédiatement. Deux jours après avoir voté contre la grève, ils sont partis établir des piquets dans la «région clé», le Nottinghamshire. Ainsi, des réactions de base, tout un entremêlement complexe de situations locales et de situations bureaucratiques expliquent des attitudes apparemment incompréhensibles...

Vers la mi-mars, sur les 170 puits d'Angleterre, une quarantaine seulement continuaient à fonctionner, presque tous dans le Nottinghamshire; dans les autres régions, la grève était à peu près totale. Les stratégies des divers acteurs de la grève ont alors découlé de cette situation:

— Le NCB a essayé d'utiliser la loi anti-piquet. La grève n'ayant pas été déclenchée sur le plan national, mais localement, la loi pouvait s'appliquer. Les mineurs du Yorkshire qui allaient «piqueter» les puits du Nottinghamshire encore en activité, se trouvaient en situation illégale. Le NCB a donc attaqué en justice le syndicat du Yorkshire sur la pratique des piquets secondaires. Bien entendu, il a obtenu gain de cause. Comme les piquets secondaires continuaient et que le syndicat ne tenait aucun compte du jugement, le NCB a tenté d'obtenir un jugement de «mépris de la cour», entraînant à la fois la saisie des fonds du syndicat et des sanctions personnelles contre ses dirigeants. Mais le gouvernement est alors intervenu et a fait stopper toute poursuite concernant l'activité des piquets secondaires. Attitude qui ne peut s'expliquer qu'en fonction d'un choix stratégique: le gouvernement a préféré favoriser un affrontement direct — en envoyant la police protéger ceux qui continuaient à travailler — plutôt que de laisser saisir les fonds du syndicat ou emprisonner les dirigeants syndicaux, ce qui risquait de provoquer l'effet inverse — en faisant entrer dans la grève les secteurs qui n'y participaient pas. Pour créer un fossé de plus en plus large entre grévistes et non-grévistes, il a adopté une stratégie à long terme: soutenir la frange de non-grévistes en maintenant un secteur en activité qui pourrait

peut à peu s'étendre vers une reprise généralisée, et faire pourrir la grève en garantissant à ceux qui reprendraient le travail la protection de la police. Toute l'action des médias s'est portée là-dessus: liberté du travail, droit au travail, démocratie... Le NCB, en sous-main, et le gouvernement ont créé des comités de mineurs non-grévistes, qui ont commencé à attaquer le syndicat pour non-respect des règles syndicales, etc... En fait, cette stratégie a échoué, car l'îlot préservé des mineurs qui travaillaient ne s'est pas agrandi. Malgré quelques reprises locales, qui ne dépassent pas 1 à 5% des effectifs et ne permettent pas de faire fonctionner les puits, aujourd'hui le nombre de puits en activité reste à peu près le même.

— La situation a également conditionné la stratégie du syndicat et des mineurs eux-mêmes. L'idée du syndicat était de reproduire, au moyen de la grève, la situation de 1972, donc d'aller établir des piquets dans tous les secteurs utilisant du charbon et d'empêcher tout transport du charbon à l'intérieur de l'Angleterre. C'était mésestimer deux facteurs: d'une part, l'existence de stocks de charbon importants; d'autre part le fait que la plupart des centrales thermiques pouvaient être reconverties rapidement au fuel, et directement connectées dans ce cas aux raffineries, ce qui rendait le piquet de grève inopérant. Comme à peu près le quart des mineurs travaillaient dans le Nottinghamshire, le «piquetage» des industries utilisatrices de charbon et des divers mouvements de charbon s'est transformé en «piquetage» des mines elles-mêmes, c'est-à-dire qu'une grosse partie de l'activité des grévistes a consisté à aller «piqueter» les puits encore en activité, ce qui a entraîné des affrontements avec la police, etc...

De plus, dans les périodes précédentes, les branches d'activité qui participaient peu ou prou au mouvement du charbon (chemins de fer, dockers et camionneurs) et les industries utilisatrices (essentiellement les centrales thermiques, les aciéries et, à un moindre degré, les industries chimiques et les cimenteries) avaient manifesté une assez grande solidarité (en dehors de ces activités, la suppression du charbon ne cause aucun dommage au secteur industriel: il n'est plus utilisé pour le chauffage domestique, et il est même interdit pour cet usage dans des villes comme Londres). Les syndicats de toutes ces branches ont donné pour consigne de ne pas franchir les piquets, de se solidariser avec les grévistes. Mais, en général, quand on voit un syndicat donner des consignes de solidarité avec une

grève, c'est parce qu'il pense que ces consignes ne seront pas suivies: les syndicats tend à restreindre et à mettre un terme à tout mouvement de base de solidarité, lorsqu'il est important. Cela s'est produit par deux fois à propos des dockers.

Dans les chemins de fer, une partie des conducteurs a rapidement refusé de franchir les piquets de grève et d'assurer le transport du charbon vers les aciéries, ce qui a posé un problème à celles-ci parce qu'elles n'avaient pas de produit de substitution (pour les centrales thermiques, en revanche, les problèmes du ravitaillement ne s'est pas posé, parce que, comme je l'ai dit tout à l'heure, elles possédaient des stocks énormes de charbon et qu'elles se sont aussitôt reconverties au fuel). Les cinq grosses aciéries d'Angleterre ont toutes plus ou moins été le théâtre d'affrontements. En effet, certaines aciéries ayant des appointements directs, au bord de la mer, leur permettant d'être ravitaillées en charbon, un conflit a éclaté avec les dockers. Pour d'autres, le conflit a porté sur la question des transports: rapidement, une bonne partie du charbon n'a pu être acheminé par chemin de fer. Le gouvernement l'a donc fait acheminer par camion, ce qui était réalisable parce que les quantités de charbon nécessaires aux aciéries ne sont pas énormes. Il semble qu'un réseau de petits transporteurs sûrs, d'entreprises indépendantes dont les camions se regroupaient en flottes, ait été créé avant la grève. Au Pays de Galles, par exemple, il existe deux aciéries reliées par une autoroute. L'une se trouve à Port Talbot, qui a un port avec accès direct des charbonniers, des minéraliers, et l'autre à Llanver, qui n'a pas de port. Une fois le charbon débarqué à Port Talbot, des convois de plus de 100 camions fonçaient à toute vitesse sur l'autoroute entre les deux aciéries... Ainsi, toute une stratégie s'est mise en place pour lutter contre la grève.

D'autres conflits ont éclaté avec les dockers, par deux fois, en juillet puis en septembre. J'hésite à en parler de manière détaillée, parce que le problème des dockers est très complexe. Je dirai simplement que lorsque les dockers ont refusé de décharger les cargos, la direction des aciéries a essayé de faire faire ce travail par du personnel des aciéries. Or, cela a fait resurgir un très vieux conflit au sujet des ports: les entreprises cherchent depuis très longtemps à faire décharger les bateaux qui amènent leurs marchandises ou leur matériel dans les ports par un personnel qu'elles embauchent elles-mêmes, et les dockers préservent leur travail en s'opposant systématiquement à cette politique. Aussi les dockers se sont-ils mis en grève, une première fois à Immingham (Humberside) et une seconde fois à Hunterston (Ecosse), qui approvisionne l'aciérie de Ravenscraig. En juillet à Immingham, le syndicat des dockers TGWU a aussitôt couvert la grève. Mais, dans le même temps, il en a déclenché une à l'échelon national, manifestement pour casser le mouvement, qui n'était pas vraiment une grève de solidarité, puisque c'était une grève de défense des dockers eux-mêmes, mais qui aboutissait dans les faits à se solidariser avec les mineurs. Le syndicat a donc déclenché une grève générale et, à la grande surprise de tous, cette grève a été totale. Elle a paralysé tous les ports d'Angleterre, pendant huit jours. C'était une surprise parce qu'il existe deux sortes de ports: certains ont des dockers dont le statut est reconnu, et d'autres des dockers qui sont des employés de compagnies maritimes ou d'affrètement. Mais tous se sont retrouvés solidaires dans une grève qui, à l'origine, ne concernait qu'une partie d'entre eux. Au bout de huit jours, le syndicat a fait reprendre le travail



sous des prétextes un peu bidon et pratiquement sans rien obtenir. Du coup, la grève a rééclaté en septembre, cette fois-ci à partir de l'Écosse, sur la même base. Mais elle n'a plus été suivie que par la moitié des dockers. Ceux qui n'avaient pas le statut de dockers reconnu n'ont pas débrayé et, même dans les autres ports, la grève, qui a duré à peu près quinze jours, a été très inégalement suivie. Le travail a repris sans que, là encore, les revendications aient été satisfaites.

Les travailleurs et le syndicat des aciéries ont constamment et catégoriquement refusé de se solidariser et d'accepter des réductions d'activité pour les hauts fourneaux. On peut réduire l'activité d'un haut fourneau sans dommage, à condition qu'il continue d'être entretenu, mais de telles solutions ont été refusées au nom de la «protection de l'industrie nationale de l'acier». Des conflits entre les syndicats des chemins de fer, des dockers et des aciéries ont éclaté lorsqu'il s'est agi de trouver des aménagements pour garder les aciéries en activité. Dans les centrales thermiques, le refus de se solidariser avec les mineurs a été total.

Les syndicats ne sont pas seuls responsables de cette absence de solidarité active. Elle ne s'est pas manifestée non plus à la base, essentiellement, je crois, parce qu'il n'y avait pas convergence d'intérêt à ce moment-là entre la lutte des mineurs et celle des autres secteurs productifs, qui avaient eux-mêmes déjà été battus sur des terrains identiques, sans rencontrer aucune solidarité. La stratégie du gouvernement a été en partie payante. L'isolement de la lutte apparaît nettement lorsqu'on regarde l'évolution des piquets: ils se sont installés dans le Nottinghamshire et dans de nombreuses autres zones d'activité. Puis ils se sont peu à peu repliés sur le Nottinghamshire, et, aujourd'hui, ils sont revenus à leur point de départ. Autrement dit, le reflux de la grève se perçoit dans le repli des piquets, qui ne sont plus secondaires mais principaux, et dont l'existence conditionne la survie de la grève dans les secteurs où elle était totale il y a seulement cinq ou six mois...

GUERRE DE CLASSE ET AUTO-ORGANISATION: UNE LUTTE SANS REVENDICATIONS ET SANS PERSPECTIVES

Je pourrais donner une foule d'autres détails sur la grève, mais je préfère parler de ses caractéristiques et de ses conséquences. La grève est parfaitement révélatrice de la guerre de classe impitoyable qui se déroule en Angleterre. Depuis le premier jour, et tout au long de la lutte qui a pris des formes très diverses, un affrontement direct a été recherché par le gouvernement, auquel les mineurs ont répondu. On peut considérer les piquets comme étant organisés par le syndicat des mineurs, c'est vrai; mais une armée de mineurs se déplaçait avec eux et se trouvait face aux flics, tout aussi nombreux. Les bagarres qui en découlaient se déroulaient toujours sur le même mode. Aussi les mineurs qui participaient activement à ces piquets ont-ils réalisés peu à peu que ce type de lutte était sans issue. Ils ont vu que ces actions ne débouchaient sur rien, qu'elles n'empêchaient pas les mineurs du Nottinghamshire de travailler, les aciéries de recevoir du charbon, certains transports de s'effectuer, bref, qu'elles n'avaient pratiquement pas d'impact sur la conduite de la grève ni sur son extension. Tout à l'heure, j'ai parlé des convois de camions qui circulaient entre deux aciéries au Pays de Galles: au début, les grévistes se massaient à la sortie de l'aciérie



d'où partaient les convois; en face se trouvaient autant de flics, qui chargeaient à un moment donné; puis les camions passaient et tout le monde rentrait chez soi. Alors les mineurs ont compris qu'ils devaient adopter d'autres tactiques. Et ils ont organisé des commandos. Le syndicat était très hésitant face à ce type d'action, qui est partie de la base. Les commandos s'installaient au bord de l'autoroute, ou sur les ponts, avec toute sorte de munitions (briques, pots de peinture, etc...). Ils inondaient les camions de peinture, cassaient les pare-brises... Les mineurs ont aussi mis au point certaines tactiques, par exemple, au lieu de se masser en face des flics, ils se déployaient sur une ligne très longue, de manière à ce que la ligne des flics s'allonge aussi en face et devienne beaucoup plus vulnérables. Aujourd'hui, certains commandos organisent des actions très ponctuelles: ils lancent des coups sur les puits de mine, les bâtiments publics, les commissariats. Ils s'habillent en treillis et mettent des cagoules pour se dissimuler. Très récemment, dans le Yorkshire, à propos d'incidents parfois mineurs, des villages ont connu des situations d'émeute.

Les flics avouent eux-mêmes qu'ils n'avaient pas prévu cette évolution de la lutte: elle échappe à la stratégie qu'ils développaient. La répression a été organisée militairement. Un quartier général de la police a été établi dans les Midlands; des renforts de police sont venus de toute l'Angleterre pour occuper les secteurs clés; de nombreux dépôts de police ont été créés à proximité des axes de communication et dotés de moyens de déplacement ultramobile; une force opérationnelle anti-guérilla est installée en permanence; et même une partie de l'armée a, paraît-il, endossé des uniformes de la police pour lui venir en aide.

Les policiers pouvaient faire face à des actions ponctuelles, d'autant qu'ils avaient des espions chez les mineurs, qu'ils écoutaient les conversations téléphoniques et la CB, très utilisée par les mineurs. Cependant, les mineurs, au bout d'un moment, se sont servis de ce moyen pour envoyer les flics partout où ils n'allaient pas, et attaquer là où on ne les attendait pas. Dans la petite guerre qui s'est déroulée, chacun a perfectionné ses armes... Mais, de plus en plus, les mineurs ont adopté une attitude offensive. A présent, ils tendent des embuscades aux convois de police sur les routes, en attaquant et en se repliant aussitôt. Et comme cette attitude ne correspond pas à

la stratégie imaginée par la police, elle se trouve quelque peu embarrassée...

Beaucoup de mineurs ont été arrêtés — pas loin de 10 000, je crois — jusqu'à aujourd'hui: Les arrestations arbitraires se multiplient. Les mineurs sont souvent relâchés mais sous des conditions draconiennes fixées par le juge (ils ne doivent pas bouger de chez eux, ou de leur village, ou sortir du périmètre des houillères, etc...). S'ils enfreignent cette condition, ils peuvent être condamnés pénalement pour «contempt of court». Dans certaines régions, quiconque se déplace peut être arrêté, sous n'importe quel prétexte, et, s'il ne donne pas de motifs «valables», on lui ordonne de faire demi-tour; s'il n'obtempère pas et dit que c'est illégal, il est arrêté, et tout le processus répressif s'enchaîne...

En conclusion, on retrouve à travers toute cette grève la situation générale de violence latente qui existe en Angleterre depuis les émeutes de 1981. Un copain mineur disait qu'actuellement la lutte est pour ainsi dire sans programme et sans perspective, et je suis d'accord avec cette idée. Les mineurs sont aujourd'hui très loin de la question des fermetures de puits. C'est la lutte des classes qui les anime, parce que, en face, ils ont des gens contre qui ils doivent lutter, avec tous les moyens dont ils disposent (même des carabines et des pistolets à clous, à certains moments). C'est une stratégie offensive qui échappe au syndicat, contrairement aux piquets, sur lesquels il garde un contrôle organisationnel.

L'autre aspect de la lutte, un peu son envers, c'est la réorganisation de la vie sociale. Cette réorganisation s'est faite par force, pour différentes raisons, d'une manière autonome. Le syndicat n'a pas de fonds de grève, il ne peut venir en aide aux mineurs. Au début de la grève, les mineurs qui participaient à un piquet touchaient trois livres, puis deux, puis une, et plus rien quand il n'y a plus eu d'argent. Le système d'indemnisation anglais, qu'on appelle «social security», sorte de fonds de chômage, ne concerne pas les travailleurs en grève. Par contre, les femmes et les enfants des grévistes ont droit à une indemnité. Mais le gouvernement, tout en sachant que les mineurs ne touchent rien, a décrété que sur les indemnités versées aux femmes et aux enfants seraient prélevés 15 livres par semaine, somme censée correspondre à une aide financière versée par le syndicat aux grévistes. C'est le type de dégueulasserie que l'on trouve tout

au long de la grève... Pour donner des exemples du raffinement de la répression: des syndicats russes ont envoyé un lot de boîtes de conserves aux mineurs: il est resté bloqué dans un port sous prétexte qu'il n'était pas conforme aux règles d'hygiène anglaises... De même, dernièrement, comme les indemnités payées par la «social security» ont légèrement augmenté, le gouvernement a décidé que la somme qu'il prélève sur ce qui est versé aux femmes et enfants, doit passer à 16 livres. Les délais d'indemnisation des femmes et des enfants traînent: il n'y a plus aucune légalité, même en apparence...

J'en viens à l'organisation de la vie dans les villages et les cités minières. Les familles de grévistes se sont trouvées très rapidement confrontées au problème de leur survie. Les femmes, surtout, s'en sont préoccupées. Elles ne se contentent pas d'être des auxiliaires, ni d'assurer l'intendance, elles participent activement aux piquets et aux autres actions. Contrairement à la légende, les femmes ne poussent pas les hommes au boulot quand l'argent commence à manquer: elles sont plus dures qu'eux dans la poursuite de la grève.

La saisie de fonds des syndicats pour paiement des amendes de «grève illégale» ou «contempt of court», a contribué à organiser la solidarité à la base, hors des voies hiérarchiques du NUM. La solidarité envers les mineurs est très grande dans toute l'Angleterre, d'autant plus grande sur le plan financier que le défaut de solidarité active peut donner mauvaise conscience à beaucoup. Par exemple, les travailleurs ou la section syndicale d'une entreprise vont complètement prendre en charge un puits de mine. Des liens horizontaux se tissent ainsi, des individus vont directement porter des collectes ou de la nourriture, les travailleurs d'une entreprise achètent de la nourriture avec l'argent qu'ils ont recueilli, ils prennent contact avec les mineurs et leur expédient leurs dons par camion... Et mieux, cela se renouvelle régulièrement, permettant aux familles de tenir.

Dans les villages, beaucoup de choses sont devenues collectives —à commencer par les repas— pour économiser les frais. Les mineurs ont vendu tous les biens de la société d'abondance: les télévisions, les voitures, et ils ont retrouvé une communauté qui avait disparu, dans laquelle ils vivent différemment. Des copains sont allés au Pays de Galles cet été, où il a fait particulièrement beau, et les mineurs leur ont dit qu'ils n'avaient jamais vécu un été pareil... Cette organisation de la vie va de pair avec l'organisation de la lutte, et elle rappelle, à l'échelle de l'Angleterre, la survie qui s'organise avec le chômage depuis 1981 dans de nombreux autres secteurs économiques.

Sur le plan de l'économie anglaise, l'effet de la grève se fait assez peu sentir pour l'instant, c'est sûr. Il y aura certainement des effets à long terme, au point de vue fiscal, financier, etc... Cependant, un personnage de la Cité a pu dire: la grève est quelque chose de regrettable, d'embêtant, mais on peut vivre avec, l'«aménager». Il n'a pas forcément tort, parce que l'Angleterre vit sur son pétrole et sur les ressources que lui procure son capital financier à travers le monde; que son activité industrielle marche ou non est secondaire. Par contre, il est essentiel que la stabilité sociale soit préservée. Et c'est ce que le gouvernement a le plus de mal à obtenir depuis quelques années. La situation est telle qu'un conflit éclatant pour des raisons économiques et politiques dégénère rapidement en affrontement politique. Les médias le symbolisent par l'affrontement entre Scargill et Thatcher, mais il reflète en réalité la guerre de classe existant au sein de la société anglaise.

A l'heure actuelle, il est difficile de prévoir les répercussions de la lutte sur les conflits futurs, et l'attitude du capital face à ceux-ci. Mais quand un conflit dure aussi longtemps dans un Etat capitaliste, il est bien évident que le pouvoir en tire les leçons. A la tête du NCB, on constate des remous très violents par rapport aux hommes que Thatcher a placés pour essayer de mener l'offensive contre la grève (comme Macgrégor, dont on parle beaucoup). Au niveau du gouvernement, c'est pareil, on perçoit de temps en temps des failles. D'ailleurs, au niveau de la gestion gouvernementale par un parti politique, même si Thatcher réussit à mettre à genoux les mineurs, leur lutte n'est pas forcément une bonne note pour elle, et son attitude est déjà critiquée. Aussi, côté pouvoir, c'est sûr qu'il y aura des changements. De leur côté, les syndicats se trouvent dans une situation difficile: d'une part, ils sont forcés de respecter la légalité, conformément à leur statut d'organisations reconnues légalement, mais d'autre part, cette légalité les enferme dans un cadre très étroit et, par rapport à leur base, ils se trouvent pris dans un réseau de contradictions. Récemment, à Cardiff, les dockers ont refusé de décharger les camions d'une société qui assurait le transport du charbon par autoroute. Cette entreprise avait attaqué auparavant le syndicat des mineurs-NUM du Pays de Galles et l'avait fait condamner à une amende assez forte. Alors, l'entreprise a de nouveau poursuivi le syndicat des dockers-TGWU en justice pour obtenir des indemnités et faire condamner les pratiques des dockers. Et le syndicat n'a eu d'autres ressources que de désavouer sa base, en disant qu'il n'avait pas donné d'ordre à ce sujet. Il s'est trouvé coincé par le respect de la légalité. Enfin, en ce qui concerne les mineurs, toute cette organisation de la lutte et de la survie, tous ces liens qu'ils ont tissés horizontalement entre eux et avec les travailleurs d'autres secteurs, toute cette expérience vécue ensemble continue à subsister après, sûrement.

Quant à savoir sur quoi la grève des mineurs peut déboucher politiquement ou socialement, c'est une autre histoire. Il est vrai qu'un mouvement de solidarité active n'est pas apparu par rapport à cette grève, en dehors d'une très forte solidarité financière. Mais deux exemples, deux faits apparemment mineurs traduisent bien la situation anglaise, le rapport des forces et les limites de la répression policière. Tout récemment, dans un village du Yorkshire, les flics ont arrêté deux mineurs et un marin, par ailleurs délégué et appartenant à une importante compagnie privée, European Ferries. Ces hommes étaient soupçonnés de vouloir faire un coup contre la maison d'un jaune. Dès que leur arrestation a été connue par les marins de l'European Ferries, tous les services de cette compagnie, partant de Felixstowe, à 600 ou 700 kilomètres de là, ont débrayé et, pour la première fois depuis le début de la grève, les personnes arrêtées ont été relâchées sans condition.

Autre exemple, une manifestation à Londres. Il faut savoir que les manifs en Angleterre se déroulent sur la moitié de la chaussée, encadrées par les flics. A un moment donné, à la suite d'un incident quelconque, les flics interpellent trois personnes, dont deux mineurs. Aussitôt, la partie du cortège où cela se passe s'arrête. Les manifestants disent: on ne bouge pas tant qu'ils ne sont pas relâchés, et installent immédiatement un piquet sur la partie de la rue où les voitures circulaient. Les responsables syndicaux interviennent pour essayer de faire libérer la rue, mais les manifestants continuent à dire qu'ils ne partiront pas tant que les gars ne seront pas

libérés. Or, beaucoup de bus passent à cet endroit et leurs conducteurs refusent de franchir le piquet. Un gros embouteillage commence à se créer. Tout le centre de Londres est paralysé. Alors les flics relâchent les trois hommes et tout repart... Ce genre d'histoire arrive très fréquemment, bien que les journaux n'en parlent pas.

La lutte des mineurs est une lutte apparemment sans solidarité active, sans programme ni perspective. Mais une forme de solidarité autre que financière, difficile à décrire, existe néanmoins. Et il existe peut-être aussi des perspectives. Pas celles auxquelles on pense relativement à un accord au sujet des fermetures de puits, qui interviendra tôt ou tard.

De toute façon, un accord a déjà été signé, dont je n'ai pas parlé: en octobre, les contre-maîtres des mines ont failli se mettre en grève. Le NCB a réussi, avec l'appui du gouvernement, à éviter cette grève (qui aurait fait fermer la totalité des puits), en concédant un certain nombre de choses qu'il n'avait pas accordées au syndicat des mineurs. Néanmoins, la grève continue, parce que Scargill, aussi populaire soit-il, sait très bien qu'actuellement la combativité est telle qu'aucun accord n'est possible. Les charbonnages et le gouvernement ne peuvent pas dire: on arrête toutes les fermetures. Et, de toute façon, la plupart des mineurs qui luttent depuis neuf mois se foutent éperdument, à l'heure actuelle, de ces fermetures. Ils se battent —bien sûr— pour les conséquences qu'elles entraîneront sur leur vie. Mais les fermetures, les conséquences pour eux, leur famille et leurs enfants, tout cela est passé au second plan, même s'ils en parlent encore pour justifier la poursuite de la grève.

Mais je pense que les luttes ne sont jamais offensives, au départ, toujours défensives. Elles contiennent tout et rien et évoluent, se transforment avec le temps. Quand les mineurs ont commencé la grève, ils ne pensaient certainement pas en arriver là, à ces transformations dans leur vie et au fait qu'ils ne se battent plus à présent pour des puits, parce que leur puits est fermé et qu'il ne sera jamais rouvert. Dans certaines mines du Pays de Galles, où la grève est totale et où il n'y a plus d'entretien, les puits sont morts. C'est fini. Et il paraît qu'actuellement, on en compte une trentaine dans cet état en Angleterre. Ce qui —combe de l'ironie— réalise avant la lettre ce que voulait le plan de restructuration des mines, contre lequel les mineurs se battent (Ce plan ne prévoit par ailleurs aucun licenciement, seulement des départs volontaires —20000 sur 180000— avec des indemnités assez fortes, plus d'un million par année d'ancienneté). Pourtant le fait est que les mineurs continuent la lutte autour de ce qui l'a fait démarrer, autour de leurs puits, même si ce n'est plus l'enjeu. Tout ce qu'ils peuvent dire aujourd'hui, c'est: on va jusqu'au bout. Mais au bout de quoi? Peut-être seront-ils forcés d'arrêter, peut-être que la situation déclencherà une autre dynamique. Je n'en sais rien. La lutte peut pourrir comme elle peut reprendre... Il n'y a pas de perspectives parce que ceux qui participent à la lutte ne savent pas eux-mêmes ce qu'ils veulent. C'est dramatique par certains côtés, très positif par d'autres. Cela peut se terminer par un effondrement qui laissera des traces profondes dans la vie politique et sociale anglaise.

Mais, de toute façon, pour reprendre une formule bateau, plus rien ne sera comme avant.

Henri Simon
(propos retranscrits par Vanina)

Le libéro-libertarisme

la troisième gauche ?

Devant la faillite du marxisme, certains pressentent le triomphe de l'anarchisme. Attention ! dans la manche du capital, le libéro-libertarisme...

La crise du modèle étatique de transformation sociale, sous sa forme bolchévique ou social-démocrate (limites du keynesianisme), explique l'émergence de ce que tout le monde appelle désormais le courant libéro-libertaire.

Comme le rapprochement des deux mots l'indique, le courant libéro-libertaire est, dans le cadre essentiel de l'économie de marché et de la réduction de l'intervention de l'Etat, la tentative de promouvoir des formes d'économie plus ou moins conviviales (mutuelles, coopératives, associations, etc.). Nous pourrions étaler nos doutes quant aux chances de succès durable et à l'exemplarité des formes de l'économie marginale. Ce n'est pas l'objet de cet article. Nous nous contenterons de signaler que le modèle économique et social dont se réclament les libéro-libertaires n'a pas de rapport avec ce que proposent les anarchistes en général, et les anarchistes communistes en particulier.

Présentation du phénomène

Bien qu'il ne soit pas, à proprement parler, un parti ou même une organisation, le courant libéro-libertaire a :

- ses sociologues, notamment Alain Touraine qui félicite la gauche d'avoir mis au rencart l'idée de rupture socialiste ;

- ses économistes, principalement Alain Minc qui explore toutes les formes d'adaptation possible de la crise à la « lumière de la théorie et de la pratique libéro-libertaire » ;

- ses syndicalistes, tout particulièrement C.F.D.T. comme Edmond Maire et Jean Kaspar qui, dans le cadre de la préparation du prochain congrès confédéral (Bordeaux 1985), viennent de déclarer et d'écrire que toute transgression de l'économie de marché, qui serait par ailleurs la meilleure forme d'adaptation aux besoins, conduit inéluctablement à l'étatisme et reproduit la situation qui sévit dans les pays de l'Est ;

- son centre de réflexion, dont le nom à lui seul est tout un programme, la **Fondation Saint-Simon**. Ce créateur avec Auguste Comte de la sociologie au siècle dernier préconisait l'association des savants, des industriels et des travailleurs en tant que tels pour promouvoir l'humanité sur la voie du progrès. Ce fut le premier théoricien de la collaboration des classes. La Fondation Saint-Simon fondée en 1982 est dans le droit fil de cette politique, comme le relève sa composition ;

- ses savants et ses chercheurs, tels Furet (cofondateur, historien), Fran-

çois Jacob (physicien), Philippe Meyers, Emmanuel Leroy Ladurie (historien), Edgar Morin (sociologue), Jean-Denis Bredin (historien), Alain Minc (économiste), Simon Nora (directeur de l'ENA) ;

- Les PDG d'entreprises ou de banques nationalisées, notamment Roger Fauroux (cofondateur, président-directeur général de la compagnie Saint-Gobain-Pont-à-Mousson), Michel Albert (A.G.E.), Antoine Riboud (P.D.G. de BSN), Yves Sabouret (vice-président de Hachette), René Thomas (BNP), David Dautresne (Crédit du Nord), Yves-André Istel (filiale d'une banque de New York) ;

- Des « travailleurs représentés » par des syndicalistes éminents, Rosanvallon (ex-CFDT et secrétaire général de la fondation), Jean Kaspar (de la direction de la CFDT et dauphin présumé d'Edmond Maire), Yves Lichtenberger (de la fédération des services CFDT) ;

- Ses journalistes : Boissonat (presse économique), Jacques Julliard, Serge July (*Libération*) ;

- Ses hommes politiques : Jean-Claude Casanova et Albert Costa de Beauregard (anciens membres du cabinet de Raymond Barre), Robert Lion et Jean Peyrevelade (anciens membres du cabinet de Pierre Mauroy) ;

- Ses journaux : *Libération* dans sa presque totalité ; *Le Matin* en partie par sa rubrique « Alternatives ».

Le courant libéro-libertaire est plus qu'un vague regroupement de réflexion et d'intervention. Il a ses futurs premiers ministres. Michel Rocard ou Chaban-Delmas selon les péripéties électorales. Le premier ne manque jamais de rappeler démagogiquement qu'il existe deux traditions dans le mouvement ouvrier français : le courant centralisateur guesdiste et le courant décentralisateur dont il entend s'inspirer. Quant au second, chacun connaît ses complicités avec une partie de l'appareil CFDT, par l'intermédiaire de Delors qui fut son conseiller.

Le discours de Mitterrand sur la société mixte, malgré sa forte coloration encore social-démocrate classique (force d'entraînement des entreprises nationalisées), s'inspire pour une part du nouveau courant. Et maintenant, pour terminer sur ce point par une note folklorique, on ne doit pas oublier de mentionner les « nouveaux quelque chose » et les intellectuels branchés et parisiens. On est en présence d'une donnée de notre temps de dimension internationale qui a ses aberrations et ses extrémistes, comme les « libertaires » californiens et les « anarcho-capitalistes » américains.

Causes du phénomène

Le courant libéro-libertaire, dont

l'apparition s'explique par les causes objectives signalées au début de l'article, ne cesse de se développer en phase avec l'atomisation de la classe ouvrière, la multiplication des catégories socio-professionnelles. Cette hétérogénéité croissante engendre une forme particulière d'individualisme, de repliement où chacun se lance à la recherche d'une solution personnelle. Cette sensibilité déborde les frontières habituelles de la gauche et de la droite, ainsi que le montre la composition de la fondation Saint-Simon : depuis les anciens combattants vaguement libertaires des journées de mai-juin 68, devenus au fil des ans rocardiens, jusqu'au centre droit. C'est ce qui explique le score de Michel Rocard, qui en est l'expression politique du moment, au hit-parade des sondages.

Le libéro-libertarisme, expression que l'on trouve dans le dernier livre de Minc, c'est la continuation de la société capitaliste avec certaines formes d'aménagement dans les entreprises et les quartiers pourvu qu'ils ne remettent pas en cause les bases sur lesquelles fonctionne la société. Espaces de liberté très limités consacrant la pérennité de la division entre ceux qui décident au niveau global et ceux qui s'accommoderont plus ou moins des dispositions précaires d'une société duale soumise à toutes les fluctuations de la conjoncture.

Nous sommes en présence d'un adversaire supplémentaire dans la lutte pour une société sans classe et sans Etat. Le mouvement social, pour renaître et se développer, doit échapper au dilemme dans lequel les libéro-libertaires, comme les bolchéviques et les sociaux-démocrates, la première et la deuxième gauche, veulent l'enfermer, à des titres divers : propriété d'Etat, ou propriété privée et marché ; et toutes les formes intermédiaires qu'on ne manquera pas de susciter pour sauvegarder la domination de classe.

Un des mérites du mouvement anarchiste fut précisément de combattre ce dilemme en faveur de la propriété collective, associative ou communiste, de l'autogestion au sens véritable du terme, avant la lettre. Mais il ne suffit pas de se placer sur le terrain de la dénonciation de tous les systèmes politiques qui tentent de subordonner le mouvement social pour résoudre tous les problèmes posés en 1984.

La société a, en effet, beaucoup changé. Une réactualisation est devenue tout à fait nécessaire, tant du point de vue du modèle social concret que de la stratégie et de la technique qui permettront d'y conduire.

Michel Ravelli

(Texte repris de *Contre-Pouvoir pour l'autogestion*, été 1984.)

L'informatique secteur porteur d'emploi

A l'heure où l'industrie traditionnelle promet aux travailleurs licenciés une reconversion possible dans l'informatique, les grandes firmes de la téléphonie et de l'informatique annoncent des suppressions d'emplois. Parmi ces firmes, Thomson, Matra, Bull, Technip pour l'ingénierie.

Le groupe Bull, juridiquement C.M.B. (Compagnie des machines Bull), annonce 930 suppressions de postes. C'est le premier constructeur informatique français — nationalisé en 1981 — avec 25000 salariés, essentiellement en France.

Est-ce une coïncidence? L'Etat annonce actuellement un redressement des grands groupes nationalisés, et la presse reste muette, ou quasi muette, sur les plans de restructuration annoncés par ces groupes (avec *L'Humanité*, le seul autre journal national à avoir parlé de ces plans est *Le Canard enchaîné*).

Pourtant, ces restructurations s'annoncent plus graves qu'elles n'en ont l'air. 930 postes supprimés chez Bull, avez-vous dit? Certes, mais en sus de ces mesures, de nouvelles clauses de mobilité interne à l'entreprise ont été annoncées. Et Bull n'est pas unique à ce niveau-là! Car, à Technip comme à Thomson et ailleurs, les mêmes clauses de mobilité ont été annoncées.

C'est quoi, ces fameuses clauses? A Bull, voici comment cela se présente: sur la demande de la hiérarchie, un salarié de l'entreprise pourra être muté autoritairement dans n'importe quel centre (français pour l'instant) du groupe. Le refus de cette mutation entraînera le licenciement dit « économique ».

Bull, un peu d'histoire

1930 fondation de la société Bull en Suisse;
1931 fondation de la société H.W. Bull en France;
1933 la compagnie prend le nom de C.M.B. (Compagnie des machines Bull);
1964 accord entre la C.M.B. et General Electric; mise en place du plan calcul, plan d'informatique européenne, lancé par De Gaulle;
1966 création de la Compagnie internationale pour l'informatique (C.I.I.);
1967 première convention « plan calcul », matérialisant les engagements de l'Etat et de la C.I.I.;
1970 accords entre General Electric et Honeywell;
création de la Compagnie Honeywell-Bull (C.H.B.);
1971 deuxième plan calcul pour la période 1971 à 1974;
1975/76 fusion de C.I.I. avec C.H.B. pour former la C.I.I.H.B.;

1983 absorption des sociétés SEMS, TRANSAC, R2E;
création du group Bull nouveau style.

Il suffit de savoir, maintenant, que la structure juridique n'est pas identique à la structure dite opérationnelle pour se faire une idée de la simplicité qui règne dans la compagnie. Ainsi, dans la structure opérationnelle, vous trouverez divers groupes, nommés Bull Sems, Bull Transac, Bull Systèmes, etc. Tandis que, dans la structure juridique, vous entendrez parler de Compagnie des machines Bull, CII Honeywell-Bull (encore elle) et de l'actionnaire américain H.I.S., traduisez (Honeywell Information Systems). OUF!

Ce qui se passait à Bull avant l'annonce des licenciements

Depuis environ un an, la direction avait fait appel à un cabinet d'expertise (parmi d'autres, et nombreux), le cabinet Solving, pour mettre en place un nouveau plan, qualifié de plan B.B.Z. (autrement dit « Budget baze zéro »)! Le personnel voyait avec anxiété les experts de ce fameux cabinet aller de service en service en annonçant presque partout un sureffectif!

Inutile de dire que s'offrir les services de tels spécialistes n'est pas gratuit, pour le moins.

D'autre part, prestige oblige, ainsi que façade commerciale, la compagnie investissait un peu partout dans l'immobilier. Location de bureaux somptueux avenue de Malakoff à Paris, réfection de bureaux à Louveciennes et à Gambetta (centres de la région parisienne).

Total, la quasi-totalité des investissements 1984 (900 millions). Autre source de perte, les stocks. Très importants, de gestion lourde et coûteuse, ils constituent une des principales préoccupations de la direction (à juste titre!).

J'ai gardé le bouquet pour la fin, bien sûr: imaginez un instant le premier constructeur informatique français incapable d'obtenir le règlement d'une quantité impressionnante de machines vendues. Clients non solvables? Ventées tellement importantes que la facturation devient une course éperdue au débiteur? Pensez-donc! Songez un instant que le service de facturation travaille sur un système informatique de 1963! Connaissant la rapidité d'évolution des systèmes informatiques, cela signifie quelque chose comme partir au boulot en brouette! Evidemment, changer ce fameux système n'est pas venu à l'idée de nos chères têtes pensantes! Ben quoi, c'est tellement plus facile de « reclasser », pour quoi pas de licencier une partie du

personnel de la facturation. (rappelons simplement qu'une bagatelle de 450 millions de francs n'a pas été facturée).

Oui, bon, mais il doit bien y avoir des plans, des projets, que sais-je?

Parlons-en, des plans. Abandon du projet Aquila (grands systèmes), flou artistique au-delà de fin 1984 pour le secteur moyens systèmes, sortie hypothétique de l'imprimante non impact Mathilde, pourtant un succès commercial certain.

Alors faut-il licencier pour rétablir les finances de la compagnie? C'est en tout cas l'option choisie par la direction, option annoncée au CCE du 30 octobre.

Le plan annoncé le 30 octobre

930 suppressions de postes, donc, selon la répartition suivante:

- ingénieurs et cadres: 275
- personnel niveau 4 et 5: 366
- personnel niveau 3: 127
- personnel niveau 1 et 2: 162

soit, par fonctions:

- administration et services généraux: 377
- commercial et maintenance: 159
- études: 122
- production: 272

La direction n'a pas inclus dans les 930 postes supprimés les 130 mutations autoritaires de l'établissement des Clayes-Sous-Bois. La division des disques magnétiques des Clayes se trouve en effet durement touchée par le plan « social » de la direction. Sur 260 personnes, 130 sont licenciées, 130 mutées à Belfort, où se trouve l'usine de périphériques de la compagnie. (« périphériques », cela comprend les imprimantes, les disques magnétiques, en général et très grossièrement tout ce qui n'est pas le système central).

Les mesures sociales du plan:

— préretraites sur conventions FNE (très inférieures, au niveau indemnités, aux conventions prévues par les contrats de solidarité: 65% du plafond sécu, 50% au-delà);

— reclassements internes (les personnes dont le poste est supprimé se verront offrir par la direction un poste « correspondant à leurs capacités », ce qui n'inclut pas la qualification, puisqu'il est prévu de pouvoir proposer un poste de qualification inférieure. Peut-être aussi avec un salaire correspondant aux nouvelles fonctions? Le refus du poste pourra conduire à un licenciement « économique »);

— aides aux projets individuels (consistent en aides financières (?) et techniques (?) proposées aux personnes licenciées pour créer leur propre entreprise. C'est sûr, cette mesure va permettre à l'employé de bureau ou à la secrétaire licenciés de créer une société d'expertise, pourquoi pas!);

— formation en vue de reclasse-

ments extérieurs (manière élégante « d'aider » le personnel licencié à aller se faire voir ailleurs) ;

— aide au reclassement extérieur direct (la direction s'engage à lire au personnel licencié les petites annonces des journaux. A croire que l'on licencié des analphabètes crétiens).

L'action syndicale

A la suite du CCE du 30 octobre, et à l'occasion d'un CCE réuni par la direction le 13 novembre, l'ensemble des syndicats, CGT, CFDT, CGC (pour l'établissement de Gambetta), a appelé le personnel à participer à une journée de grève, en deux temps.

Le matin, une manifestation d'environ 1700 participants a parcouru le quartier du 20^e arrondissement situé à proximité de l'établissement de Gambetta où était réuni le CCE.

L'après-midi, une grosse partie des manifestants s'est retrouvée rue de Grenelle à proximité du ministère de l'Industrie, où une délégation de 3 représentants syndicaux a été reçue par M. Baudrillard, conseiller social. Celui-ci, au nom du ministre Mme Cresson, a assuré que le plan de restructuration prévu à Bull n'avait pas reçu l'aval du ministère du Travail, pas plus que celui du ministère de l'Industrie.

Au cours de cette manifestation, aimablement bloquée par un groupe de sympathiques CRS, deux camarades de Technip sont venues, au nom de leur entreprise en lutte, apporter leur soutien, et tenter de prévenir les personnes présentes contre tout assouplissement qui aurait pour effet d'affaiblir la lutte au sein de l'entreprise.

Le lundi suivant 19 novembre, une délégation de 12 personnes était reçue par plusieurs représentants des ministères du Travail, des PTT et de l'Industrie.

Lors de cette réunion, il est apparu que, si aucun aval écrit n'avait été donné de fait à la direction du groupe Bull, un accord tacite avait bien été avancé par les pouvoirs publics. Les représentants des divers ministères ont alors simplement mis les syndicats au défi de prouver leurs assertions en ce qui concerne la non-validité du plan présenté par la direction. Autrement dit : manifestez, les petits, prouvez que vous n'êtes pas une poignée d'agitateurs, arrivez à faire parler de vous, et nous remettrons peut-être le plan en cause.

Suite à ces divers mouvements, le personnel a parcouru la presse nationale avec anxiété, attendant les réactions de droite comme de gauche. Bernique ! Seule *L'Humanité*, rendons-lui cette justice, a publié avec retard un compte rendu des événements. Puis, *Le Canard* de la semaine dernière a sorti un article assez ambigu, d'où il ressortait, malgré un intérêt certain pour les affirmations syndicales, une répugnance certaine à mettre en cause ce petit « patron de gauche » bien-aimé qu'est le directeur général, F. Lorentz.

Divers CE se sont tenus depuis dans les établissements du groupe, certains envahis par le personnel en lutte. D'autres, tel celui de l'établissement de Gambetta, ont donné lieu à des manifestations restreintes du personnel

devant les salles de réunion des CE. Pourtant à Gambetta, le 22 novembre, le chef d'établissement a annoncé la suppression de l'économat, supprimant ainsi 9 postes. Or, lors du CCE, la direction générale n'avait annoncé la sous-traitance éventuelle de services (car il s'agit ici de sous-traiter l'économat) que dans le cas où il pourrait être prouvé que ledit service coûtait 10% plus cher à la compagnie en tant que service interne. Dans le cas de l'économat, aucune étude sérieuse de la rentabilité du service n'a été menée par la direction. Le CE a demandé une expertise de la situation, afin de mettre en défaut le plan de la direction en ce qui concerne la disparition de ce service.

D'autres actions syndicales sont prévues, localisées dans le temps, avec pour but avant tout de faire reculer le plan en alertant l'opinion publique sur les problèmes de ce secteur porteur d'emploi qu'est l'informatique.

Petite analyse de la situation

Luttes syndicales, unité syndicale, de bien grands mots en l'occurrence. Prenons l'exemple de l'établissement de Gambetta. Une poignée de syndiqués (au mieux 250 pour 2300 salariés), des dissensions entre les trois organisations, la CGT profitant des événements pour essayer de prouver qu'elle est la seule à agir, la CGC traînant la patte, et la CFDT, majoritaire, se démenant entre ses contradictions.

La mobilisation des salariés reste suffisamment faible pour être préoccupante. De la trouille du licenciement à la pensée que « ce sera plutôt le voisin », le personnel flotte entre son indécision et son manque de clairvoyance (pour ne pas parler de son absence de solidarité). Car si, aujourd'hui, un ingénieur informaticien peut espérer retrouver rapidement du travail (à condition qu'il n'aille pas voir là où les mêmes plans sont en vigueur), il n'en est pas de même pour un employé de l'économat, de la facturation, ou pour une sténo-dactylo.

Ce qui n'apparaît pas clairement, tant aux yeux des organisations syndicales qu'à ceux des salariés, c'est le risque que font courir ces fameuses règles de mobilité interne, non seulement au personnel du groupe, mais à l'ensemble de ce secteur industriel (au moins). En effet, en admettant que la direction revienne sur son plan de licenciements, ces règles de mobilité lui permettront de licencier qui elle

veut, quand elle veut. Il est à noter que, pour le groupe Bull, et d'après les organisations syndicales, le refus de sa mutation par le salarié n'est pas la seule manière d'aboutir à un licenciement. En effet, supposons que sa hiérarchie impose sa mutation vers Belfort à un salarié de la région parisienne. Il suffira que la hiérarchie de Belfort refuse de l'accepter dans ses services pour qu'il se retrouve à la porte ! On peut d'ici imaginer les ententes entre hiérarchies des divers centres de la compagnie, dans le but non avoué de se débarrasser de tel ou tel gêneur.

Que désirent les industriels ? Veulent-ils faire de l'ensemble des travailleurs une masse déplaçable à merci selon leur bon plaisir ? Veulent-ils, au lieu d'améliorer les conditions de travail des nombreux immigrés, faire de ces conditions la règle pour tous ? Désirent-ils obtenir la dispersion des familles, ou bien créer une nouvelle race de nomades, condamnés à déplacer leur roulotte vers leur nouveau lieu de travail, selon la volonté des patrons ? Trouvent-ils l'exemple californien tellement probant que leur seule idée est de le transplanter en Europe ? Verrons-nous bientôt ces deux types de travailleurs se côtoyer dans l'indifférence, les « travailleurs à la maison », aux horaires extensibles à loisir, et « les travailleurs itinérants », aux lieux de travail sans cesse différents ? Sont-ils conscients que cette riante « Silicon Valley » californienne bat tous les records de déprimés, de suicides, de viols ?

Ou bien le souci actuel des patrons est-il de détruire toute solidarité humaine, toute tentative de défense commune, de regroupement associatif, syndical, tous liens amicaux, affectifs ?

Faut-il faire découvrir aux patrons les milliers de gens qui désirent « vivre et travailler au pays » ? Vont-ils encore obliger les provinciaux à « monter à Paris » pour trouver du travail ? Ou bien leur nouveau jeu consiste-t-il à leur faire connaître la « vie parisienne » pour ensuite les renvoyer quelque part vers leur province ? Autant de questions que l'on peut se poser...

Pour l'instant, on reclasse à tours de bras dans le secteur informatique, souvent vers des métiers comme pupitre ou programmeur, voués à une proche extinction. L'informatique ? Attention, secteur en restructuration !

Rachel



Autour d'une grève dans un collège

Une grève de 25 profs dans un collège de 350 élèves, pendant une semaine. Quelle importance ? Et pour tant cette petite grève qui resta en un sens isolée est significative du mécontentement et de l'état d'esprit actuel des enseignants des collèges et des lycées.

LE DÉROULEMENT DE LA GRÈVE

Lundi et Mardi 17 janvier 1984, les 25 enseignants du collège Paul-Langevin au Blanc-Mesnil (Seine Saint-Denis, 93) étaient informés des décisions de l'Académie de fermer deux classes et de supprimer deux postes à la rentrée prochaine.

La grève est aussitôt décidée et votée à l'unanimité le mercredi 18 janvier. Des assemblées générales quotidiennes réunissent tous les profs et reconduisent la grève à l'unanimité pendant une semaine.

La grève est déclenchée en dehors des syndicats, inexistant au collège (il ne reste qu'un ou deux syndiqués sur les 25 profs). Cette grève est révélatrice de l'évolution des enseignants par rapport aux syndicats et est en ce sens significative.

Les premiers jours de la grève sont consacrés à des démarches classiques auprès de l'inspection académique. Devant l'échec de ces démarches, la grève continue ; devant le blocage de l'information, les profs du collège décident de faire le tour des établissements du 93 et y apposent une affiche appelant à une réunion d'information : c'est la première réunion de la coordination des collèges du 93. Une réunion d'information avec les parents réunit plus de 100 parents, ce qui ne s'était jamais vu au collège.

Devant l'isolement du collège (seuls deux autres collèges du département ont fait un jour ou deux de grève), la reprise du travail est votée pour le 26 janvier.

QUE FONT LES SYNDICATS ?

Un des responsables du SNI, indigne, répond au téléphone à l'un des profs du collège : « Vous démobilisez pour la grève nationale du 31 janvier et... vous êtes des briseurs de grève ».

Le SNES tient à peu près le même discours.

Les syndicats sont au courant, mais bloquent la circulation de l'information aussi bien sur les suppressions de postes que sur les mouvements de grève qui ont lieu ailleurs au même moment. Les syndicats ne font rien pour coordonner et généraliser les mouvements de grève existants.

LES COORDINATIONS

Devant le besoin de s'informer et de coordonner l'action, une coordination

des collèges se met en place dans le 93 et une coordination des collèges et lycées dans le 94 (Val-de-Marne). Dans le 93, elle regroupera en tout une vingtaine de collèges ; dans le 94, davantage, car les mouvements de grève y ont été plus importants.

Une liaison s'établit entre les deux coordinations. La coordination du 93 se réunit une fois par semaine pendant environ un mois. Les coordinations regroupent des syndiqués et des non-syndiqués.

Les bases d'accord qui font l'unanimité sont :

« Non aux suppressions d'heures, de postes, de classes » ;

« Non aux augmentations d'effectifs par classe » ;

« Non aux licenciements de non-syndiqués ».

Les informations récoltées confirment que partout il y a des suppressions de postes, de classes, des augmentations d'effectifs par classe. Au total, les estimations faites par les coordinations s'élèvent à 200 postes supprimés dans le 94, et le total des heures supprimées équivaut à 70 postes dans le 93.

Les deux coordinations appellent à une manifestation le 14 février. (De nombreux collèges et lycées étaient déjà allés manifester au rectorat ou à l'inspection académique, isolément.)

LES MANIFESTATIONS

★ *Le 7 février* a lieu la réunion de la commission paritaire départementale à l'inspection académique. Une cinquantaine de profs et quelques parents manifestent à l'appel du SGEN et de quelques profs de la coordination du 93.

Les profs du collège Paul-Langevin sont les seuls à être venus massivement, avec des banderoles qui sont soumises à la discussion. Tous les manifestants s'y rallient.

Il y est écrit : « Non aux suppressions de postes, d'heures » ; « Non aux suppressions de classes » ; « Non aux augmentations d'effectifs par classe » ; « Délégués démission ».

La salle de réunion est envahie, les banderoles déployées sont accrochées aux murs et la réunion est bloquée. La salle est occupée jusqu'à la fin de l'après-midi avec des épisodes assez comiques et quelques affrontements avec les délégués (qui sont aussi responsables syndicaux).

★ *Le 14 février* a lieu la réunion de la commission paritaire académique du rectorat de Créteil. 300 à 400 manifestants du 93, 94, 77 sont rassemblés à l'appel du SGEN et des coordinations du 93 et du 94.

Les flics sont là, à l'intérieur, et les portes d'entrée cadenassées sont gardées par des vigiles. Sous la pres-

sion, les portes vitrées sont cassées et les flics repoussés. Tous les manifestants montent au 9^e étage où se tient la réunion.

Le SGEN tente de s'opposer à plusieurs reprises à l'occupation de la salle de réunion et de diviser les manifestants. Mais il échoue après l'intervention de profs de la coordination. Les manifestants sont là pour occuper.

Le recteur appelle les CRS qui prennent place dans le couloir du 9^e étage avec casques et matraques. Le SGEN renouvelle sa manœuvre de division, avec succès cette fois. La majorité des manifestants redescend au rez-de-chaussée.

Arrivés en bas, ils s'aperçoivent qu'ils ont été manipulés et veulent remonter, mais ils se heurtent alors à un barrage physique des responsables du SGEN.

Une partie du personnel du rectorat s'est mis en grève jusqu'à la fin de l'après-midi pour protester contre l'intervention des CRS à l'intérieur.

BILAN

Suite à ces grèves et manifestations, la situation a peu évolué. Les postes et classes supprimés le sont toujours. Quelques heures ont été données en plus aux établissements qui avaient le plus bougé, heures que le rectorat avait gardées en réserve dans ce but. Nous ne savons toujours pas ce qui s'est passé dans les autres départements.

Ces suppressions de postes sont la conséquence du début d'application de la nouvelle réforme de l'enseignement dans les collèges : la réforme Legrand.

RÉFORME LEGRAND

Cette réforme va modifier la structure de l'enseignement secondaire. Des réformes analogues vont aussi modifier l'enseignement primaire et supérieur. Actuellement, les établissements scolaires recrutent les élèves en fonction d'un secteur géographique déterminé et l'enseignement est dispensé suivant un programme national, et en particulier suivant un nombre d'heures fixes par matière.

Les principaux aspects de la réforme sont les suivants :

1) Chaque établissement scolaire devra se doter d'un « projet particulier » si possible, adapté à son environnement. Ce projet sera discuté et voté en conseil d'établissement qui comprendra plus de membres qu'auparavant et dont le rôle sera accru : « représentants des enseignants, des familles, des collectivités territoriales, représentants du monde économique et professionnel et organisations ayant des activités complémentaires à l'école ».

Pour la première fois sont introduits dans la gestion des collèges des repré-

sentants de l'industrie. Les parents pourront choisir l'établissement en fonction de son projet. Cela va commencer à s'appliquer à la rentrée de septembre 1984 dans la région de Dunkerque pour les rentrées en 6^e: c'est la « désectorisation ». Cette « autonomie » des établissements signifie aussi la remise en cause des programmes nationaux: « les besoins éducatifs des élèves sont différents selon les lieux et les réalités sociales » (circulaire de rentrée, B.O. du 3 janvier 1983).

2) La dotation en heures pour les collèges sera **globale** et non plus par discipline. Le conseil d'établissement sera chargé de répartir ces heures. Comment est calculé cette dotation globale horaire pour la rentrée prochaine? Elle serait égale au produit du nombre total des élèves attendus par un coefficient heure/élèves uniforme académique (ce coefficient est calculé en fonction de l'année passée et est fixé par l'académie).

Cette dotation globale pourra être revue en fonction « des caractéristiques propres à la population scolaire de certains établissements », des projets d'établissement...

Chaque établissement répartit les heures d'enseignement dans le cadre de cette dotation globale et en fonction du projet pédagogique: donc il a la possibilité de supprimer certaines heures d'enseignement pour certaines disciplines.

3) Le système des classes de 24 élèves est supprimé. Il est remplacé par « la constitution de divisions homogènes par matière au sein d'ensembles hétérogènes » (ces ensembles ont entre 80 et 100 élèves); « par exemple, un ensemble de 104 élèves, chiffre maximum, comprendra 4 divisions de base de 26 élèves et 5 divisions de travaux pratiques de 20 à 21 élèves ». Les divisions homogènes par matière sont

uniquement pour les matières dites fondamentales (français, maths, langues). (Synthèse du rapport Legrand distribué aux collèges en 1983.)

4) La possibilité de supprimer des heures d'enseignement obligatoire pour certaines matières va permettre d'adapter l'enseignement aux besoins économiques actuels: « Le collège doit répondre à sa façon aux nouvelles exigences culturelles de la société et aux exigences professionnelles du pays. » « Le collège ne doit pas seulement transmettre des savoirs, mais aussi proposer des valeurs (...) (apprentissage de la sociabilité et de l'autonomie). C'est aussi une vérité moderne dans un monde où l'Etat pourra de plus en plus difficilement jouer le rôle d'Etat-providence et où, s'il le pouvait, il n'en serait pas moins vrai que les citoyens doivent prendre en charge leur avenir. » (Document distribué dans les collèges: déclaration de Savary du 1er février 1983.)

Il faut « des méthodes dans lesquelles les verbes faire et être l'emportent sur le verbe savoir et peut-être même, dans certains cas, sur le verbe comprendre ». (Revue Paronot, Décembre 1980, n° 311.)

La réforme Legrand dit la même chose: « Il faut en finir avec un système éducatif où l'instruction est perçue comme l'essentiel ». Il suffira de donner les connaissances et les méthodes de réflexions à une minorité d'élèves dans des établissements sélectionnés. A la majorité, on apprendra à savoir être dans l'ignorance, on les confortera dans cette situation pour les tâches d'exécutants qu'ils auront à effectuer.

D'après les prévisions des économistes, « dans l'ensemble la main-d'œuvre devrait se voir proposer un nombre croissant d'emplois non qualifiés ou d'emplois à faible qualification dans le secteur des services ».

(« Problèmes politiques et sociaux, n° 485, article traduit de *US News and World Report*.)

Comment cette réforme se traduit-elle concrètement?

Dans le collège Paul-Langevin, la dotation globale horaire diminue pour la rentrée prochaine et passe de 419 heures à 379 heures. Cela se traduit donc par la suppression de deux postes: un poste à 18 heures et un poste à 21 heures, soit 39 heures en moins.

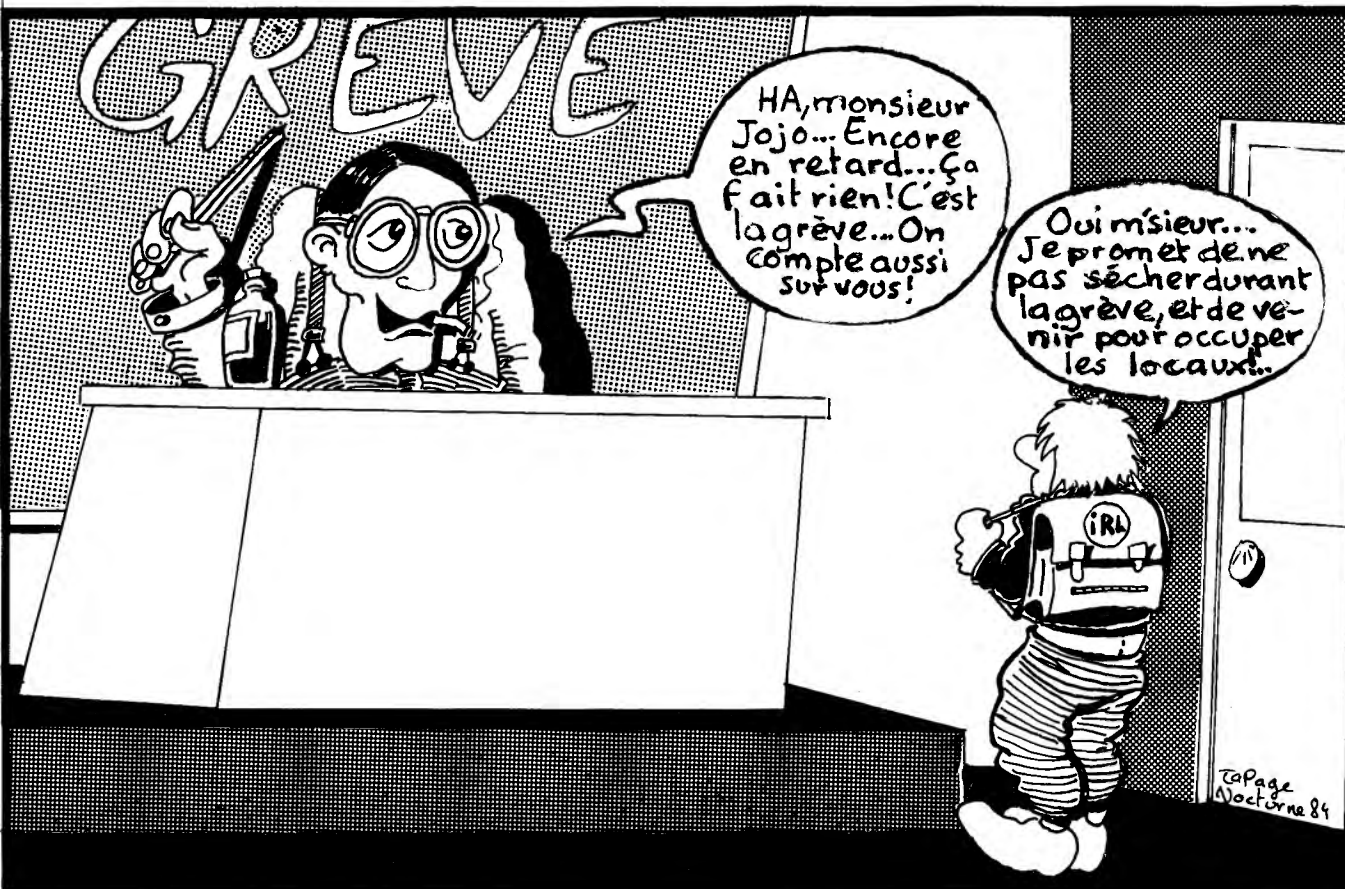
Dans la majorité des collèges cela se traduit aussi par des heures ou des postes en moins.

Même les collèges expérimentaux (qui travaillaient déjà plus ou moins dans l'esprit de la réforme), même les collèges « volontaires » pour mettre en place la réforme Legrand l'an prochain, ont (pour la plupart) des suppressions d'heures, de postes, des augmentations d'effectifs par classe...

A. Simon

Pour en savoir plus, voir la brochure de 37 p. Nous, enseignants du collège Paul Langevin, BRISEURS DE GRÈVE... qui retrace l'histoire détaillée de la grève, des coordinations et des actions collectives. Elle est disponible à la librairie Parallèle à Paris (11 F). Elle peut être envoyée contre 10 F + 6 F de port; la demander à: A. Simon, c/o *Échanges et Mouvement*, B.P. 241 75866 Paris cedex 18.

Ce texte a été écrit avant la nomination de Chevènement comme Ministre de l'Éducation nationale.





HONNEUR ET FIERTÉ PERDUS,
A JAMAIS DANS L'OUBLI, ET
LA LOI DEVIENT ENEMIE!...

POÈME ALTERNATIF

TAPAGE
NOCTURNE
1984



CRASSE ET PUANTEUR? LE DÉGOUT
DÉCHIRE LA VIE! LE DÉSESPOIR
DEVIENT LE MEILLEUR DES ABRIS



DEJA, LA REVOLTE DES PAUMÉS
CRÉE... PUIS DETRUIT LA MO-
-RALE IMPOSÉE...



DEJA, LA FUREUR EMBLIT LES
CONSCIENCES! LES CORPS ET
LES IDÉES SONT EN TRANSE



LA DEVASTATION SE TRANSFORME
CRÉATIVITÉ... NOUVEAU GERME D'
AVENIR ALLIENÉ, DECONSEILLÉ.



SOLITUDE, OPPRESSION BRISÉES,
ECRASÉES...LA STAGNATION DU
MONDE EST BOUSCULÉE !.....



SOLUTIONS, ESPOIRS, FAUSSÉS PAR
LA PUISSANCE, MAIS LES REVOLTÉS
DE L'OMBRE S'ÉLANCENT!



LA GLOIRE EST UNE
VERMINE! MEME SOUS
UNE NUIT CALINE...



EN
'UN
...



ET LA NOUVELLE FLIBUSTE SE FAIT
RONGER....BOUFFÉE, ECRAÉE, TUÉE,
ENCORE UNE FOIS ASSASSINÉE.....



MENSONGES, TRAITRISES,
TORTS...DOUCEMENT LA
MORT...

L'imbroglieo du monde financier international

Le cas de l'Argentine est particulièrement apte à nous faire comprendre l'imbroglieo du monde financier international. Mais pour cela, il faut revenir un peu plus en arrière.

Durant les sept années du régime militaire, l'Argentine a dû faire face à d'importantes charges financières : déficit des entreprises d'Etat (comme celui du monopole pétrolier YPF), dépenses militaires (la guerre des Malouines à elle seule aurait coûté dans les 5 milliards de dollars), financement des services et des importations, etc... Dans ces conditions, le gouvernement s'est vu dans l'obligation d'emprunter à l'étranger pour couvrir toutes ces dépenses.

Simultanément, les grandes banques commerciales américaines sont à la recherche de placements pour recycler leurs pétrodollars en provenance du Proche-Orient. Les banques deviennent donc les créanciers de l'Argentine, ainsi qu'un certain nombre de nations industrialisées qui se regrouperont plus tard sous le nom du Club de Paris (avec, entre autres, la RFA, les Pays-Bas, etc...).

Ainsi les dettes croissent. Elles passeront de 12,2 milliards de dollars en 78 à 44 milliards fin 83 (29,9 milliards pour le secteur public et 13,9 pour le privé). En 1983, les intérêts de la dette à eux seuls s'élevaient à 5,5 milliards de dollars (8% du PIB).

Techniquement, le remboursement des prêts dépend de deux facteurs : le cours du dollar et les taux d'intérêts des banques. Tous les deux battant leur record, une part de plus en plus importante du PIB devrait être affectée au service de la dette. D'autant plus que l'inflation en Argentine (actuellement plus de 600%) augmente l'écart entre le dollar et le peso dans des proportions catastrophiques. La crise sévissant dans le monde, il est d'autre part impossible aux produits argentins de forcer les barrières protectionnistes des autres pays et donc de rapporter des devises.

Quand un pays est dans l'impossibilité de rembourser, comme c'est le cas de l'Argentine actuellement, un dernier recours est prévu : le FMI (Fonds Monétaire International). On lui demande l'octroi d'un nouveau crédit et on négocie un rééchelonnement de la dette. Le FMI envoie ses experts dans le pays en question et ils établissent un programme d'ajustement : réduction de l'inflation, du déficit de la balance commerciale et du budget. Une bonne cure

d'austérité pour retrouver la santé. Ainsi donc le système a pensé à tout, mais si les règles du jeu sont restées les mêmes, la situation générale a diablement changé.

Il faut comprendre que les banques commerciales américaines sont lourdement engagées en Amérique latine. Les 13 plus grandes banques américaines ont prêté à ces pays des sommes qui vont de 80 à 260% de leur capital. La Manufacturers Hanover Trust, par exemple, la quatrième banque des Etats-Unis est engagée pour 6,3 milliards de dollars : ce sont 10,4% de ses actifs. A eux seuls, les intérêts des crédits à l'Argentine représentent 23% de son revenu.

Ces banques tirent leurs ressources de dépôts, dont la moitié, parfois les 2/3, proviennent du monde entier, ce qui pourrait entraîner l'affolement des clients, donc retrait des sommes déposées dès qu'un risque sérieux s'élève sur le sort de ses engagements, quand l'Argentine ne peut pas rembourser, par exemple. Pour l'instant, la Réserve Fédérale est prête à repêcher les instituts en difficulté, comme la Continental Illinois, mais pour combien de temps ?

En outre, les pays endettés commencent à refuser la version officielle de la situation. Ils ne se considèrent plus comme les seuls fautifs et demandent aux pays industrialisés de prendre leur responsabilité.

Les onze pays les plus endettés d'Amérique latine se sont rencontrés à plusieurs reprises, la dernière fois en septembre 84, pour examiner leurs problèmes. Ils ont formulé les propositions suivantes :

- instauration d'un cadre général pour renégocier la dette,
- ouverture des marchés des pays industrialisés aux exportations des nations en voie de développement,
- réduction immédiate et substantielle des taux d'intérêts,
- élimination des commissions (voir encadré),
- révision du lien entre les crédits accordés par le FMI et la mise en œuvre d'un programme d'ajustement,
- augmentation des ressources de la Banque mondiale et de la Banque interaméricaine de développement.

En accord avec ce programme, l'Argentine commence par refuser, le 12 juin 1984, le programme d'austérité concocté par le FMI. En fait, les raisons sont surtout d'ordre politique : les conséquences d'un tel ajustement (contrôle des salaires, suppression des subventions...) auraient certainement entraîné une instabilité sociale et politique (voir

les émeutes de la faim dans d'autres pays).

La réponse des pays industriels est tombée à la réunion annuelle du FMI en septembre 84 :

- il n'y aura pas d'intervention concertée sur le dollar et les taux d'intérêts. Donc, on laissera faire le marché : très légère baisse ou hausse en flèche.
- dialogue avec les pays économiquement en retard lors des réunions du FMI, mais pas d'ouverture de négociations globales. On continuera à chercher des solutions cas par cas. Diviser pour mieux régner.
- la solution à ces problèmes réside en une croissance industrielle. Suivez le guide américain.

Finalement, le 18 septembre 1984, l'Argentine s'accorde avec le FMI sur un crédit de 1,4 million de dollars sur 15 mois. Le gouvernement argentin crie au succès : il s'agirait d'un ajustement non récessif, le pouvoir d'achat devant progresser de 8% environ. Par contre, le déficit budgétaire devrait être ramené de plus de 16% du PIB en 83 à 7,5% en 84 et 5% en 85. L'inflation serait réduite de moitié et le peso dévalué.

Voilà la situation actuelle. Il ne faut pas se faire trop d'illusions. Le gouvernement de Raul Alfonsín a pu sauver la face devant ses électeurs, quitte à faire lui-même la politique monétaire voulue par le système. Le capitalisme international sait ce qu'il veut : remettre toutes les montres à l'heure de l'austérité, de la réduction du taux d'inflation, de la rentabilité à tout prix. C'est sa seule solution pour s'en sortir... jusqu'à la prochaine crise.

G. Lesabatie

Le Fonds Monétaire International (FMI) a été fondé le 22 juillet 1944 lors de la conférence des Nations Unies de Bretton-Woods (Etats-Unis). Le Fonds regroupe actuellement 146 nations membres. La Suisse ni les pays de l'Est n'y ont adhéré.

Les membres du FMI versent une cotisation, appelée quota. Les quotas sont fixés en fonction du revenu national, des réserves, de la moyenne des importations, etc...

Les décisions sont prises à la majorité des voix exprimées. Mais le droit de vote de chacun des pays membres est proportionnel à son quota. Ce sont donc les pays aux quotas les plus élevées (Etats-Unis, Grande-Bretagne, Allemagne fédérale, France et Japon) qui détiennent en fait le pouvoir de décision.

Les prêts accordés par le Fonds donnent lieu à la perception de commissions qui contribuent à renchérir le crédit.

Si demain

(Dans la première partie du texte qui suit, Hubert Gicat rappelle les éléments de la crise mondiale, la nature des interventions du FMI comme régulateur du système capitaliste, aux bénéfices des USA. Ces points sont développés plus en détail dans l'article précédent. De ce texte nous ne publions donc que la seconde partie qui pose le problème de l'intervention des anarchistes dans ce processus)

Le monde bourgeois connaît, en plus d'une crise de son modèle économique, une crise de son système politique. Celui-ci est en effet victime de différentes choses :

- rivalités ethniques, religieuses séculaires,
- réveil des nationalités minoritaires opprimées.

Des Sikhs, aspirant à la création d'un état indépendant ont assassiné Indira Gandhi, l'IRA provisoire a tenté de tuer Margaret Thatcher. Au proche Orient, la guerre Iran-Irak menace les puits pétroliers, les états africains et du tiers-monde en général — tous sauf l'Inde ont connus des putsch militaires — sont secoués par leurs minorités ethniques et religieuses, mal à l'aise dans ce cadre étatique qui ne correspond pas à leurs sociétés. L'Empire russe qui «garantit un ordre mondial» est menacé de l'intérieur. La Pologne, ou plutôt le peuple polonais, refusant son joug, rue dans les brancards. Jusque quand? L'Afghanistan n'est toujours pas pacifié. Son système s'esouffle, a du mal à trouver un second souffle: les luttes de pouvoir se succèdent, ainsi que les numéros 1 du pays.

Les pays européens, en plus des mouvements régionalistes ou nationalistes plus ou moins dangereux — cf l'Irlande du Nord — sont en proie aux difficultés d'assimiler leurs minorités ethniques: noire et, surtout maintenant, portoricaine aux USA; antillaise et indienne au Royaume-uni — rappelez-vous les émeutes de Brighton en 1981 —; maghrébine en France.

Le tiers-monde est beaucoup plus à mal! Mais les pays occidentaux tiendront-ils encore longtemps!

Des couches sociales et maintenant des villages, des villes, des régions, sont déshéritées, celles des vieilles industries principalement. La pauvreté ne peut plus être ignorée.

Tout cela peut produire des explosions sociales qui, si elles étaient conjuguée avec une poursuite de la crise économique, pourraient être responsables de l'effondrement du monde bourgeois. Les crises du système politique et économique, s'épaulant, se renforçant mutuellement, se démultipliant, seraient un véritable détonateur.

Peut-on aujourd'hui garantir le «déséquilibre perpétuel» ou ne doit-on pas

admettre qu'un effondrement, s'il n'est pas certain, est possible! Bientôt peut-être dans les mois, voire les années qui viennent...

Sommes-nous prêts? Face à un effondrement éventuel de ce vieux monde, saurions-nous en faire surgir une société anarchiste? Il faut avouer que le mouvement anarchiste actuel, pourrait voir la société bourgeoise s'écrouler sans avoir fait quelque chose pour. Non pas faute de volonté, mais de possibilité.

Regardons autour de nous: les révolutions manquées, les totalitarismes, aujourd'hui l'Iran, la montée du racisme, des mouvements d'extrême-droite qui proposent un modèle simpliste mais qui attire beaucoup. Les forces autoritaristes sont puissantes.

Lors de mai 68 —qui n'a rien à voir avec ce qui se passe— le mouvement

anarchiste a été dépassé. Saurions-nous faire mieux? Beaucoup de nous ont quitté les rangs, désespérés d'une révolution qui ne venait pas, de la faiblesse de notre mouvement, de ses dissensions.

Aujourd'hui ce n'est plus nous qui allons peut-être faire bouger les choses, cela se passera en dehors de nous si nous ne sommes pas prêts.

Nous devons poursuivre la réactivation du projet révolutionnaire anarchiste, balayer les querelles intestines, contourner nos faiblesses!

Le moment est arrivé où chacun doit prendre position. Le vieux monde va peut-être crever! Qu'il ne nous emporte pas avec!

Hubert Gicat





Après le 40ème anniversaire de l'imposition du régime communiste en Bulgarie, il semblerait que la dissidence apparaisse: « Ces trois derniers mois, il y a eu plusieurs attentats. Le dernier était à Plovdiv et a causé la mort de six personnes. Les rapports indiquent qu'une explosion a eu lieu à la gare, au moment où le chef de l'Etat arrivait pour visiter une ferme collective. Exactement à la même heure, à Varna, un autre engin explosait, mais personne ne fut blessé. D'autres bombes ont explosé à Sofia et à Stara Zagora. Une bombe a été trouvée dans un hôpital de Sofia. Un message déposé près de la bombe parlait du 40ème anniversaire du régime communiste en Bulgarie, en soulignant « 40 ans, 40 bombes ». On ignore, dans l'état actuel des choses, qui ou quelle organisation — s'il y en a une — est à l'origine de cette campagne. »

Cette information de **Black Flag** du 29 octobre semble relativement exacte, mais l'indication de trois mois est certainement fautive, puisque des informations directes n'indiquent aucun attentat jusqu'à septembre. Et justement, la passivité de la population et des éléments de l'opposition, d'une part, le degré de technicité dont font preuve les plastiqueurs, d'autre part, me font penser à une machination du PC lui-même. Manier des explosifs n'est pas une sinécure, parce qu'ils peuvent exploser dans les mains du poseur de bombe (voir des agents du GAL, cette année au Pays basque, et un certain nombre d'autres cas), et que les acquérir dans un régime totalitaire est plus que difficile. Ensuite, le choix des objectifs est hautement fantaisiste! N'importe quel opposant aurait pensé à un monument à la gloire de l'URSS, ou une des nombreuses résidences du chef de l'Etat et des membres du gouvernement. Il faut être marxiste-léniniste (ou fasciste, mais c'est la même chose) pour poser une bombe dans une gare, ou un hôpital, au mépris de la foule. Mon idée est qu'il s'agit de bombes que la Sécurité d'Etat fait exploser pour justifier des mesures de sécurité, voire effrayer certains secteurs du Parti. En effet, il me semble, la fille du chef de l'Etat (Ludmilla Jivkova) a été abattue dans une réunion par des soviétiques, voici quelques années, parce qu'elle était partisane d'un régime coupant les ponts avec l'URSS. Le fait est qu'elle a été enterrée le visage dissimulé (contrai-

rement à la tradition slave) et que sa tombe est gardée par la police encore actuellement. Mais les querelles qui se déroulent dans les coulisses du pouvoir sont inexistantes au niveau des travailleurs ou même des intellectuels. Ce n'est pas encourageant, c'est seulement la réalité.

La vie humaine a peu de poids pour le marxisme-léninisme, témoin un document publié par SMOLSKY (Organisation for defense of human rights in Ukraine, Po box 32397, Washington D.C., 2007, USA) sur la mortalité des participants aux Jeux Olympiques d'URSS, des USA et de RFA-RDA. Sur 1033 athlètes, 46 Soviétiques sont décédés (4,45%); sur 784 Américains, 14 (1,79%); sur 786 Allemands, 12 (1,53%). L'âge moyen des morts soviétiques est de 41-42 ans, et 24 d'entre eux étaient médaillés olympiques, comme Volodymir Kuts, médaillé d'or du 5000 et du 10000 mètres en 1956 (mort à 48 ans); Yuliya Ryabtchynska, médaillée en canoë en 1972 (morte en 1973); Yuriy Lahutyn, membre de l'équipe de hand-ball, médaille d'or en 1976 (mort en 1978). Ces renseignements concernent un secteur du Comité des sports et de la culture physique d'URSS, où environ 150 spécialistes, sous la direction du Dr Rubtsov, étudient différents stimulants pour les sportifs, mais avec beaucoup moins de succès qu'en RDA.

A présent, lorsqu'un champion est malade, il est isolé et changé de ville, si bien que la liste de 59 champions soviétiques ayant participé à des compétitions internationales et qui sont décédés pourrait être nettement plus longue.

Par ailleurs, les Soviétiques s'unissent aux Occidentaux pour exploiter les richesses en matière de pêche des Africains. Certes, ils envoient comme eux une vague aide en Ethiopie et au Sahel. Mais on trouve plus de tanks, de canons, etc... venant de France, d'URSS et des USA, qu'autre chose dans les relations commerciales avec l'Afrique de ces pays, qui récupèrent au prix le plus bas possible, des matières premières.

1984, c'est aussi l'anniversaire de la révolution cubaine, qui a vingt-cinq ans. Le film de Nestor Almendros (Hispano-Cubain) intitulé **La Mauvaise Conduite** éclaire le problème de la détention en camps de rééducation. On y voit Fidel Castro affirmer: « Je peux assurer que le socialisme offre à la personne humaine une quantité incroyable de possibilités qui n'ont jamais existé dans le régime antérieur. » La phrase est à la fois vraie et fautive (Castro a été formé dans une école de jésuites), la majorité de la population était misérable avant, mais il y avait plus de libertés individuelles (Castro fut libéré par un tribunal après sa tentative insurrectionnelle de 1953). La fin du film montre un exilé, intellectuel et sans doute homosexuel, qui se demande pourquoi être différent des autres entraîne la répression: « Je crois que c'est dans le caractère du Cubain, depuis longtemps. Ce n'est pas le seul fait de Castro. Il y a beaucoup de Castro. Et il faut surveiller le Castro que chacun de nous a en lui » Héritage hispano-catholique d'inquisition et d'intolérance que Cuba partage avec des dizaines de pays.

Au moment où IRL va paraître, nous ne connaissons pas la sentence qui va frapper les dissidents de Belgrade, dont le procès a été suivi par cinq représentants d'organisations internationales de juristes ou de défense des droits de l'homme (voir IRL 57, « Rapport sur le procès des Six de Belgrade »).

Meraklia



Dessin tiré du numéro 68 d'Alternative libertaire (Belgique)

LA LIBERTE ET LES MAITRES NE FONT PAS BON MENAGE ⁽¹⁾

QUELQUES REMARQUES SUR LA DEMOCRATIE DES GERMAINS ET DES SCANDINAVES,
LE « COMMUNISME PRIMITIF » ET LES « SOCIÉTÉS CONTRE L'ÉTAT »

LE COMMUNISME PRIMITIF

Au milieu du 19^e siècle, les petits groupes socialistes ou communistes discutaient avec passion autant du passé que de l'avenir. Le Capital pouvait dominer de façon écrasante à Liverpool ou dans la vallée de la Rhur, mais ceux qui en supportaient le poids révaient qu'ailleurs ou jadis, d'autres sociétés avaient pu vivre, plus justes et plus fraternelles. Le « communisme primitif », pensaient-ils, avait existé, existait encore chez certains « primitifs » : un âge de l'humanité où tous vivaient dans la communauté des biens. Bientôt, les études des premières ethnologies apportèrent des éléments concrets : en 1877 L.H. Morgan publiait sa grande synthèse, à partir des sociétés indiennes, sous le titre « la société archaïque » ; sept ans plus tard, Engels vulgarisait les idées à sa manière dans « L'origine de la Famille, de la Propriété privée et de l'Etat » (2).

La question n'avait pas qu'un intérêt théorique. Dans les régions les plus reculées de la vieille Europe, on pouvait retrouver dans certains secteurs de la paysannerie des coutumes, des formes d'organisation qui rappelaient ce fameux « communisme primitif ». Le socialisme de l'avenir ne pouvait-il tenter de s'enraciner dans les pratiques archaïques, et faire l'économie des stades historiques intermédiaires, surtout le capitalisme, avec tout ce qu'il impliquait de misère pour les gens des campagnes jetés, comme les immigrants d'aujourd'hui, dans les faubourgs des nouvelles villes industrielles ? C'était là le sens des questions que se posait par exemple Véra Zassoulitch, et avec elle, beaucoup de populistes russes (3).

La crise révolutionnaire mondiale entre les deux guerres, résolut le problème à sa manière. La révolution de 1917 en Russie collectivisa de force les campagnes, assurant ainsi, pour reprendre la prédiction involontaire de Marx, la domination définitive des villes sur les campagnes. Aux U.S.A., les Indiens avaient cessé d'être un problème, et l'Etat nord-américain assurait sa domination sur le reste du monde. En Allemagne, où les historiens du moyen-âge s'étaient un temps intéressés aux « communautés forestières » de paysans (Markgenossenschaft), le nationalisme et le culte du chef mettaient au premier plan des études délirantes sur les prétendus « Indo-européens », l'expansion des « Indo-Germains » et leurs pseudo-« rois sacrés » ; la doctrine national socialiste prônait la petite propriété pour les couples de géniteurs « aryens », et consolidait à l'Est le latifundisme prussien. Révolutionnaires et réactionnaires se désintéressaient du « communisme primitif », ou, si vous préférez, des formes archaïques, pré-étatiques, du collectivisme.

LA SOCIÉTÉ CONTRE L'ÉTAT ?

Passée la guerre, la vie continua. Les ethnologues se débarrassaient lentement de leurs casques coloniaux. Les « masses » allaient voir tuer les Indiens dans les westerns.

Peu à peu, les idées changèrent, les sauvages emplumés eurent parfois raison (dans les films), et certains scientifiques se posèrent des questions sur le « fardeau de l'homme blanc » : était-ce sa mission civilisatrice qui lui pesait sur les épaules, ou sa sottise ? Pour prendre le problème à l'inverse, était-ce bien par manque de capacité mentale que les sauvages étaient restés sauvages, ou parce qu'ils avaient refusé « d'évoluer » ? Les malheureux, tout le monde en était d'accord, non seulement n'avaient pas d'Etat, mais avaient visiblement beaucoup de mal à se faire à cette idée : se pouvait-il que leur société ait été non pas sans Etat, mais « contre l'Etat », se demanda Pierre Clastres. Il ne manqua pas de Lapalisses diplômés pour faire remarquer, avec un rien de mépris, qu'il est difficile d'être contre quelque chose que l'on ne connaît pas. Clastres, mis en cause, n'eut pas le temps de répondre véritablement (4). La réponse pourtant est simple : il n'est pas une partie du monde où l'Etat, et même l'Etat sous sa forme la plus despotique, n'ait poussé des ramifications anciennes ; prétendre que des groupes humains n'ont jamais pu le connaître, parce qu'ils vivent aujourd'hui loin des espaces où il domina, est une naïveté de taille, qui suppose la stabilité d'habitat des sociétés anciennes, alors que l'histoire, l'archéologie, la linguistique nous montrent le contraire (5). En fait, on peut se demander si c'est vraiment par goût de la difficulté que les « sociétés contre l'Etat » sont allés peupler le cœur des grandes forêts et des massifs montagneux, ou bien pour fuir ceux qui voulaient les enrégimenter ? Même pour les plus honnêtes des critiques de Clastres, les « sauvages », semblent, comme les peuples heureux, ne pas avoir d'histoire. La discussion, au demeurant, risque très bientôt de devenir académique. Les chasseurs, les pasteurs nomades livrent contre les formes concrètes du « progrès » leurs dernières batailles. Les couvertures à la variole, les safaris humains et les scrappers défricheurs contre les Yanoamis, les bureaucrates russes et les regroupements forcés contre les bergers mandchous, et, aussi efficaces, les marchands de drogue contre les Inuits (eskimois) du Groënland. Avec les mitrailleurs ou les dealers, le monde entier achève de se « civiliser ». A quoi bon se demander si les sauvages de l'ethnologie étaient bons ou mauvais, ou, un peu plus intelligemment, s'ils étaient différents, en quoi, et de qui ? Les voici tombés, après tant d'autres, aux poubelles de l'histoire.

LES GERMAINS, SAUVAGES D'EUROPE

Beaucoup d'autres, en vérité, et dont l'histoire, mal et peu écrite, nous intéresse finalement beaucoup plus que l'éternelle rengaine des « rois qui ont fait la France », et des grands conquérants. Les archéologues savent que les poubelles sont les sites les plus intéressants et les plus révélateurs d'une société, et grâce à ce point de vue, notre vision de l'histoire s'est tout de même un peu modifiée. A côté des sauvages exotiques, on trouve en fouillant loin dans la décharge, des gens qui leurs ressemblent souvent beaucoup, et que la société étatique de ce temps, l'Empire Romain Héliénisé, appelle les barbares (6). De ceux-ci, on ne peut dire qu'ils ignoraient l'Etat ! Toute l'histoire de l'Europe n'est-elle pas celle de leur longue et difficile acculturation à un modèle formé pour l'essentiel au troi-

sième millénaire avant « notre » ère en Asie mineure, entre le Tigre et l'Euphrate, le fameux despoxtisme oriental ? Rome, et son Empire esclavagiste n'en était que l'héritière

Parmi les derniers sauvages d'Europe, furent les germano-scandinaves. Il est habituel, dans les pays « latins » de voir les « Germains » comme des militaristes, fanatiques de l'Etat et un peu bêtes, ce qui correspond à peu près à l'image traditionnelle des Prussiens. Mais la monarchie prussienne est l'héritière intégrale du trop fameux Ordre des Chevaliers Teutoniques, colonisateurs et massacreurs des Baltes et des Slaves, et c'est très tardivement qu'elle a réussi à dominer « les Allemagnes ». Bien différents nous apparaissent les anciens germaniques : leur avant-garde, sur le Rhin, résista cinq siècles à l'Etat Romain avant de s'y incorporer ; leur centre, Frisons, Saxons et Thuringiens, tint jusqu'au 8e siècle ; leur arrière-garde scandinave plus longtemps encore, jusqu'aux 10e et 11e siècles ; leur dernier réduit enfin, l'Islande, jusqu'au 13e.

Pour la commodité de l'exposé je rangerai les faits en deux parties : la première, où je vais mettre ce qui concerne le rapport à la terre (La société des Egaux), l'autre où je rangerai ce qui a trait au pouvoir (Le conseilisme primitif) ; naturellement, c'est nous qui faisons la coupure, les deux aspects étaient l'envers et l'endroit du problème. A l'intérieur de chacune de ces deux parties, je citerai d'abord ce qui concerne les tribus germaniques des premiers siècles, et que nous connaissons surtout par les observations des militaires romains ; ensuite, je me servirai des faits tirés de la mise par écrit des coutumes et des chansons scandinaves aux IXe et Xe siècles. Dans l'un et l'autre cas, il vaut la peine de remarquer que nos renseignements ne nous parviennent pas au hasard : si les Romains s'intéressent aux sauvages d'autre-Rhin, c'est qu'ils voient en eux un important réservoir de main-d'œuvre servile, esclaves ou, un degré moins bas, troupiers et mercenaires ; si quelques siècles plus tard, on met par écrit les coutumes scandinaves, c'est que, la « civilisation » étant arrivée plus au Nord, apportant le christianisme et des royautes « modernes » étatiques, on croît, en les fixant, protéger les vieilles règles et les vieux chants.

LA SOCIETE DES EGAUX

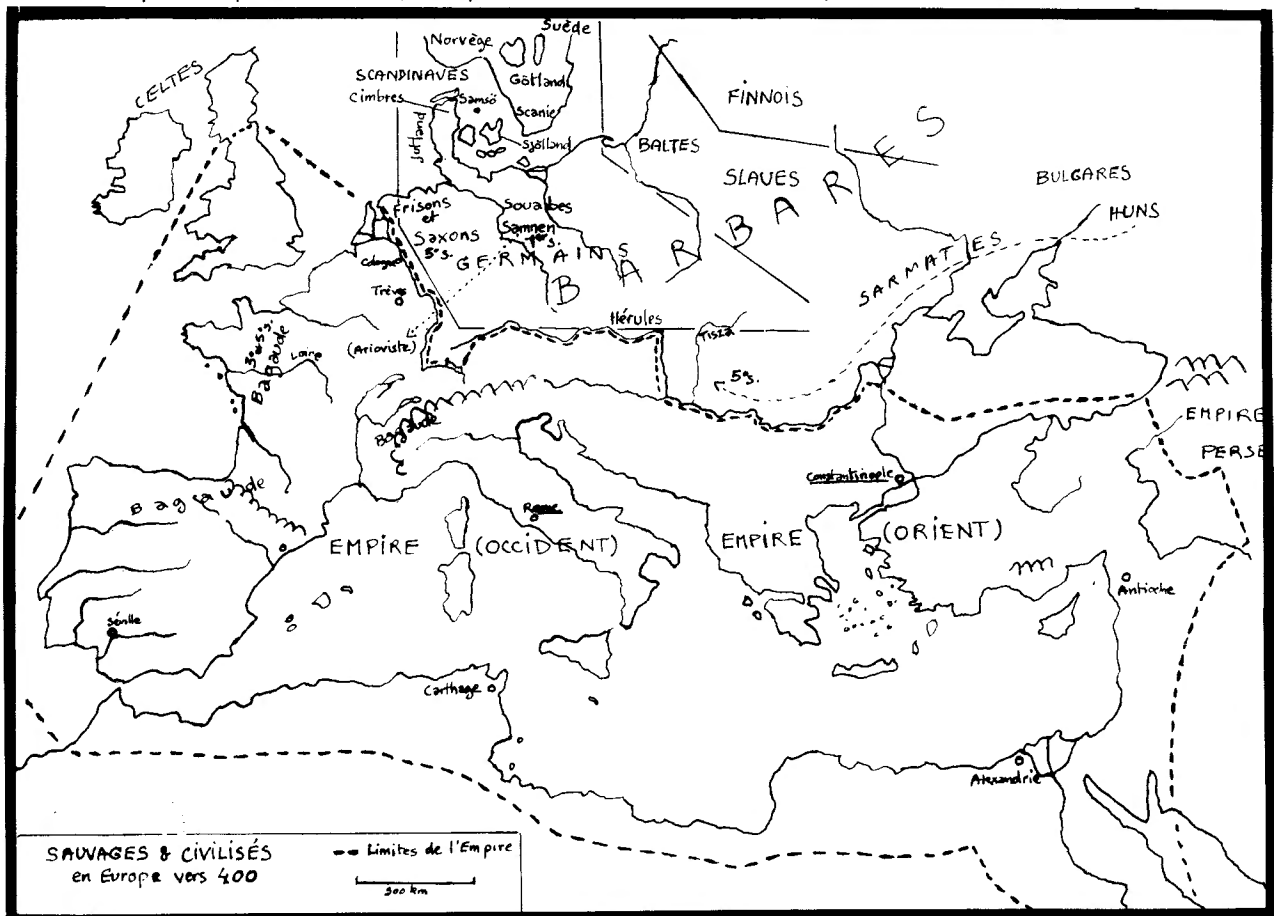
C'est en -58 que le trop fameux César, entreprenant avec

une froide méthode la conquête de la Gaule, se heurta aux tribus germaniques. Un demi siècle auparavant, une première migration d'une incroyable audace, celle des Cimbres, était partie du Danemark pour arriver au-delà des Alpes. Jusqu'à la fin de l'Empire d'Occident, les Germains posèrent de gros problèmes aux civilisés. On sait maintenant que les grandes invasions du 5^e siècle n'eurent pas pour résultat l'établissement de véritables sociétés barbares, mais au contraire la continuation, adaptée à des temps difficiles, du système romain. Le Nouvel Empire des rois carolingiens, au 8^e siècle, n'en est en lui-même qu'un troisième avatar. Les Saxons et les Scandinaves lui donneront encore du fil à retordre, avant d'être convertis, ou de se convertir, au modèle dominant.

Comment peut-on être Germain ?

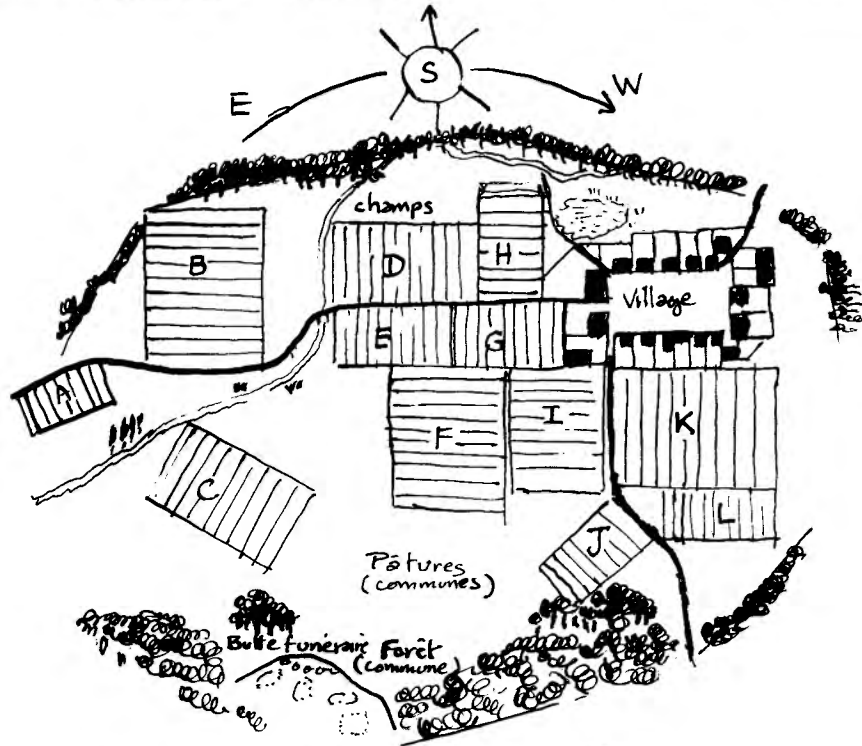
Pour un Romain de la fin de la République ou du début de l'Empire, tout est bizarre chez les Germains. Et d'abord, l'absence de cette règle si chère aux Romains cadastrés et borneurs, la propriété privée du sol. César arrivant sur le Rhin, avait été d'abord frappé par l'aspect négatif : « chez eux, il n'y a rien qui ressemble à des champs privés ou séparés, et on ne peut pas rester plus d'une année à cultiver un endroit. Aussi, ils ne vivent pas beaucoup de blé, mais pour l'essentiel de lait et de leurs troupeaux, et ils sont très forts à la chasse » (Guerre des Gaules, IV,1, A). Ce qui frappe donc le général romain, c'est le peu de place de l'agriculture par rapport à un élevage sémi-nomade. Les tribus ont un territoire, mais il est vaste, et les clans peuvent s'y déplacer. Les Germains ont surtout besoin de céréales, d'orge, pour leur bière. César ne nous dit rien de la façon dont les tribus géraient leur bétail ; il vient d'un pays de mangeurs de pain, ce qui l'intéresse c'est l'agriculture, et là, il indique bien qu'il y a une redistribution annuelle : « Personne n'a une partie de terroir fixe, ou des limites propres, mais chaque année, les magistrats (c'est un Romain qui parle ! il s'agit probablement des chamanes attirés) et les anciens attribuent les champs aux familles et aux parentés qui vivent ensemble, dans la quantité et à l'endroit qui semblent bons ; et l'année suivante, ils les forcent à passer ailleurs » (Guerre des Gaules, VI, 22, 2).

Un siècle plus tard, un autre ex-officier, Tacite, va ex-



plier le même système : « Les terroirs sont occupés par chacun des groupes villageois selon le nombre des cultivateurs, ensuite (à l'intérieur de chaque groupe) ils partagent selon le rang ; il est facile de partager, parce qu'ils ont beaucoup d'espace pour faire leurs champs. Les pièces de labour changent chaque année, mais le terroir (des villages) reste le même » (*Germanie*, 26). On voit que les anciens dont parlait César ne partagent pas à leur guise, mais selon une coutume. On procède à deux niveaux : lors-

se allait de soi. Mais à (.....)??, la nouvelle royauté « étatique » revendique, selon la tradition romaine véhiculée par l'église, la propriété des terres vacantes. D'où des conflits avec les communautés, des transactions (souvent 1/3 pour le roi, le reste demeurant commun) et la nécessité de donner un nom technique précis à ces terres. Notons que les communautés peuvent décider d'en ouvrir des parts au défrichement ; les hommes sont plus nombreux qu'au premier siècle, la terre est relativement plus rare.



Assèlement Triennal Schema →

champs	sole	1 ^{ère} année	2 ^{ème} année	3 ^{ème} année
K, C, A, L	1	orge	jachère	seigle
B, I, E, J	2	seigle	orge	jachère
F, D, G, H	3	jachère	seigle	orge

Le partage des terres à Frejby (vill. fictif !)

que la tribu occupe un territoire, les groupes villageois, les « voisins », reçoivent de la terre selon leur nombre, et ces terroirs villageois resteront ensuite identiques ; c'est à l'intérieur des groupes qu'à lieu le changement annuel. Celui-ci serait apparemment moins égalitaire, selon Tacite, puisque fait « selon la dignité » ; mais César indique plus loin que les familles ordinaires (qu'il appelle à la façon romaine, la plèbe) ont la même quantité, proportionnellement, que « les plus puissants » ; l'expression de Tacite veut donc dire que les groupes familiaux « les plus dignes », c'est à dire les plus considérés, reçoivent leur lot en premier, ce qui est sûrement un honneur, et peut-être un avantage.

Après la sédentarisation

Transportons-nous au 10^e siècle, dans la Scandinavie encore extérieure au monde chrétien. Les groupes, plus nombreux, y sont plus sédentaires, l'habitat beaucoup moins dispersé que dans la Germanie continentale du I^{er} siècle. L'agriculture a gagné en importance. Des textes plus précis nous montrent comment fonctionne alors le collectivisme agraire (7).

Les villages se groupent le long d'une rue d'une trentaine de fermes. Le terroir de ces villages est réparti de la façon suivante. Il y a d'abord des biens communs (allmenn, almende), pas seulement au niveau du village d'ailleurs, mais aussi au niveau du canton, ou de la province ; ce sont principalement les forêts, les eaux, les marais, les pâtures, les lieux d'inhumation et les lieux d'assemblée (qui sont souvent les mêmes). Avant cette époque, on n'avait même pas à définir juridiquement cette catégorie de biens, la cho-

Reste le terroir proprement dit, la part donnée à la culture ; voici comment on procède. Un terroir est divisé en trois masses de terre, ou soles (Jutland, îles danoises sauf sjölland) ou en deux masses (Sjölland, Scanie, Götland, Svaeland) pour pratiquer l'assolement triennal ou biennal (seigle, orge, jachère, c'est à dire repos de la terre, ou simplement orge, jachère). Jusque là, rien de spécifiquement égalitaire, juste une technique agricole collective. C'est ensuite que l'organisation nous intéresse. Chaque masse M est composée, ici ou là, d'un certain nombre de grands champs, A, B, C, D, etc. (vang, fält, aas) ; chacun de ces champs est découpé en longues lanières étroites (5 à 7 m. de large selon les villages) rigoureusement identiques. Chaque ferme du village reçoit un certain nombre de ces lanières dans chacun des champs, au prorata du nombre de ceux qui y vivent. Le système assure donc l'égalité en quantité de la terre (lanières) et de qualité (répartition dans chaque « champ »).

A l'époque qui nous intéresse, il existe trois variantes de ce système. La plus ancienne est « l'échange à la hache » (hammarskifte) appelé aussi « l'échange ancien » (fornskifte) : chaque année, on remet en jeu la répartition des parcelles des deux masses cultivées ; c'était le cas notamment dans une petite île danoise, célèbre pour ses traditions païennes et la puissante sorcellerie de ses femmes, Samsö. Ailleurs, en Jutland, en Sjölland, en Scanie, l'échange s'était stabilisé ; chaque ferme réoccupait les mêmes lots, et c'est seulement en cas de variation notable du nombre de ses occupants qu'intervenait un réajustement dans la répartition. Plus récent était « l'échange par hameau » (Bolskifte), qui doit dater précisément du IX^e siècle : chaque année, on renégo-

ciait l'échange des parcelles du village entre les hameaux (**Bol**), la répartition entre les fermes de chaque **bol** se faisait ensuite selon un ordre coutumier. Enfin, « l'échange au soleil » (**Solskifte**) se pratiquait au S.E. du Jutland, et dans le sud de la Suède : les fermes les plus à l'Est du village occupaient chaque année les lanières les plus à l'Est des différents champs.

Naturellement, au Xe siècle existent aussi, depuis peu, de grands domaines qui vont bientôt s'étendre : ceux des rois « nouveau modèle », qui copient les rois carolingiens de France et Germanie, eux-mêmes copiant le pouvoir romain ; ceux des amis et parents du roi, invités à former une classe nobiliaire et, bientôt, les domaines de l'Eglise « chrétienne » qui fournit aux royautés autoritaires leur justification (répandre la « vraie » foi) et leur armature idéologique. Nous y reviendrons. Mais jusqu'à cet époque, on peut considérer le système « communiste » dans l'agriculture comme prépondérant, et supposer d'autres pratiques collectives dans l'élevage (elles sont attestées dans la Norvège, restée plus pastorale).

Conscience et raisons

Le système n'était pas seulement vécu par nos sauvages germaniques, il était aussi pensé et raisonné. Lorsque César avait fait demander à ses informateurs germains, prisonniers ou guides, les raisons d'un système qui lui paraissait aberrant, ils avaient parfaitement su quoi lui dire : « Ils apportent plusieurs raisons à cet usage : pour ne pas se laisser prendre par une habitude régulière, qui leur ferait mettre à l'agriculture le soin qu'ils portent à la guerre ; pour ne pas avoir envie de bâtir des maisons plus commodes contre le chaud et le froid » — ce sont là des justifications de semi-nomades guerriers, qui trouvent dans la mobilité et l'endurance leur sécurité ; mais ce n'est pas tout, et César poursuit : « pour éviter qu'ils ne prennent envie à chacun d'étendre ses terres, et que les plus puissants n'expulsent à la fin les plus humbles ; et qu'il ne sorte de là le désir de richesse, d'où naissent les scissions et les discordes ; pour que la masse (**plèbs**) soit contenue par cette **égalité intentionnelle**, puisque chacun peut voir que ses ressources sont égales à celles des plus puissants » (*Guerre des Gaules*, VI, 22). Les affirmations du général romain sont confirmées, au cas où nous les mettrions en doute, par quelques témoignages directement germaniques : ainsi, plusieurs siècles plus tard, l'île de Samsö, dont nous avons parlé plus haut, tirait son nom des pratiques ultra-égalitaires de ses habitants : « l'île des Egaux » (**Samnen**, de **same**, même, **samne**, semblable, identique, uni). Le collectivisme agricole des germano-scandinaves est donc parfaitement conscient et explicite. Il n'est pas séparable d'un trait frappant de leur système politique, ce qu'on pourrait appeler leur **conseillisme**, le recours aux assemblées.

LE CONSEILLISME PRIMITIF

Pour beaucoup de nos contemporains, des règles aussi contraignantes que celles décrites plus haut supposent une autorité forte, et ils entendent par là une autorité unique et personnalisée : tout le monde le sait bien, sans chef, on n'arrive jamais à rien, penser qu'on peut s'organiser autrement, c'est être un rêveur libertaire. Or, c'est un rapport inverse que montrent les textes qui nous intéressent. En même temps qu'ils notent le communisme agraire, les officiers romains sont choqués, eux si férus de hiérarchie, du laisser-aller, que dis-je, parfois de la véritable anarchie des Germains en la matière. « Ils choisissent les rois pour leur noblesse, et les chefs de guerre pour leur courage » dit Tacite (*Germanie*, 7).

Des chefs sans ordres et des rois sans pouvoir

Le « pouvoir » des chefs de guerre fait sourire les Romains ; ainsi César explique : « lorsque, dans l'assemblée (**concilium** : le conseil !) l'un des principaux d'entre eux s'est déclaré chef de guerre, afin que ceux qui veulent le suivre se déclarent,

ceux qui l'approuvent, lui et son projet, se lèvent et lui promettent leur aide, ce qui leur attire les louanges de la masse de la tribu. Ceux qui, après cette promesse, ne suivent pas ce chef, sont considérés comme des déserteurs et des traîtres, et après cela, on leur refuse toute confiance, pour quoi que ce soit » (*Guerre des Gaules*, VI, 23, 1). Quelques générations plus tard, Tacite précise : « Ils dirigent par l'exemple plus que par le commandement, s'ils ont de la décision, s'ils sont connus, s'ils se battent en avant des lignes, bref, ils dirigent à cause de l'admiration qu'on a pour eux. » (8)

Les rois germaniques n'ont guère plus de pouvoir, selon nos critères modernes. Au début, les Romains étaient assez désorientés, Tacite s'en tire en disant : « leur pouvoir n'est pas sans limite, ni même libre ». Et il note que beaucoup de tribus n'en ont même pas. Quatre siècles plus tard, un Romain d'Orient, Procope, le secrétaire de l'Empereur lui-même, a eu l'occasion d'observer le roi d'une tribu alliée alors stationnée sur le Danube, les Hérules, et son jugement est très négatif : « Ils ont tué leur roi à l'improviste, et sans aucune raison, en ne donnant d'autre motif à leur acte que celui-ci : ils ne voulaient plus avoir de roi ! En fait, déjà auparavant, un roi chez eux, même portant ce titre, ne valait guère plus qu'une personne privée : tous pouvaient s'asseoir en sa présence, manger en sa compagnie, et, sans aucun égard, l'insultait qui voulait » et Procope, voyant dans la mise à mort du roi des Hérules la marque de « leur conduite de bêtes sauvages et de fous furieux », conclut : « Il n'y a pas de peuple plus désorganisé et plus mal d'apploimb » (*Guerre gothique*, II, 14). L'indignation de notre informateur s'explique : d'abord, le roi étant souvent une créature de l'Empire, le refus de roi était un échec de la politique impériale : et surtout, nous sommes à Constantinople, l'Empereur y incarne un pouvoir véritablement hiérarchique (**iéré** : saint ; **arché** : commandement). Il est Dieu de Son Vivant, absolu et solitaire, aliéné vivant de la société ; devant Sa Majesté, on doit se prosterner, le front dans la poussière. De ce point de vue, des gens qui mangent avec leur roi, qui le critiquent ou qui le mettent à mort en prétendant s'en passer ne peuvent être que bestiaux.

Un père hospitalier

Que fait donc le roi germanique ? Et bien précisément, il offre à manger à tout le monde. Il préside les grands festins aux fêtes rituelles, et reçoit dans l'intervalle ceux qui passent ou viennent aux nouvelles ; à ces occasions, il redistribue ce qu'on lui a donné, de façon que tout le monde se sente content ; si l'on veut, une sorte de compromis entre le père aubergiste d'une auberge de jeunesse, et le père Noël. Voici par exemple un texte anglo-saxon. C'est le récit de l'accord entre deux clans du Danemark qui, après s'être affrontés, s'allièrent et se donnèrent un roi commun. L'accord, outre des Demi-Danois (Saxons ou Angles) et des Jutes, incluait aussi des Frisons. Voici comment le conteur exprime l'affaire : « Les Demi-Danois feraient intégralement un hall (une grande salle-palais de bois, où le roi reçoit) pour les Jutes, avec un haut-siège (un banc sculpté où s'assoient le maître du hall et les hôtes de marque) ; ils devraient le tenir de moitié avec les Jutes. Lorsqu'on donnerait les cadeaux, le fils de Folcwalda (le roi en question) ferait toujours honneur aux Demi-Danois : il les honorerait par les anneaux, les précieux objets d'or travaillé, exactement comme il faisait pour réjouir la parenté frisonne, dans la salle-à-bière (équivalent de hall ; on buvait beaucoup lors de ces fêtes). Et puis les deux parties engagèrent leur foi pour une solide alliance défensive de paix » (*Chanson de Beowulf*, vers 1068 et suiv.).

Naturellement, seuls les notables de chaque village recevaient « les anneaux d'or », des bracelets que retrouvent parfois les archéologues. Mais tout le monde buvait la bière, brassée pour l'occasion, et en quantités monstrueuses ! Cette beuverie générale donnait même son titre au « roitelet » germanique : « Boit-la-bière-en-premier » (**earl / jarl**). Il présidait à la répartition des vivres et, surtout,

portait le premier les toasts rituels à la mémoire des « bons » morts du clan, ceux dont on chantait ensuite les faits et gestes, exemples à suivre pour chacun. C'était, si l'on veut, un pouvoir, mais qu'il devait manier avec précaution, en veillant à l'équilibre entre chaque clan; le fils de Folcwalda, dont nous venons de parler, en fit lui aussi l'expérience; il favorisait trop les Frisons, aussi les Demi-Danois finirent-ils par le tuer. Le roi germanique était voué à être conciliateur; la salle-à-bière qu'on lui construisait, le trésor qu'on lui confiait n'étaient que les instruments de sa tâche. Sitôt mis en question, sa vie était en jeu.

Des mères très savantes

Un troisième élément du pouvoir était celui qu'exerçaient les chamanes, que les Romains appelaient les « prêtres » des Germains. Eux-mêmes les appelaient, semble-t-il, les « bons amis » des dieux. Ils étaient « voyants », et la bière qu'ils buvaient était additionnée de « fortifiants » très spéciaux... Or il semble que la situation la plus ancienne est celle où la plupart de ces « bons amis » étaient des « bonnes amies », des femmes. Ainsi, chez les tribus Souabes, les premiers Germains qui combattirent les troupes de César. Leurs guerriers, commandés par le grand « Premier-à-l'Ouest » (Arioviste), évitaient bizarrement d'engager le combat, ce qui intriguait le général: « César, s'étant informé auprès des prisonniers pourquoi Arioviste refusait la bataille, en apprit la cause: chez les Germains, la coutume était que les mères de famille décidaient si l'on pouvait combattre ou non, en utilisant des sorts et des trances prophétiques; et elles avaient dit qu'il ne serait pas permis par les Dieux de vaincre, s'ils engageaient la bataille avant la nouvelle lune » (*Guerre des Gaules*, I, 49). On voit qu'il ne s'agit pas d'une femme exceptionnelle, mais du groupe des mères de la tribu. Un autre témoignage nous le fait mieux voir; il concerne cette célèbre tribu venue du Danemark, dont les émigrants, après avoir erré le long du Danube, passèrent les Alpes et furent anéantis par l'armée romaine dans la plaine du Pô: « Des Cimbres, on rapporte cette coutume: les femmes, qui avaient accompagné les hommes dans leur expédition, avaient avec elles des prêtresses qui étaient voyantes; elles avaient les cheveux gris, portaient des tuniques de lin blanc attachées par des agrafes et par des ceintures à boucle de bronze et allaient pieds-nus. Ces prêtresses, le sabre à la main, venaient dans le camp à la rencontre des prisonniers (romains) et, après les avoir couronnés de guirlande, les menaient à un chaudron de bronze; sa contenance était d'environ 400 litres. Il y avait là une plate-forme dressée, sur laquelle montait une prêtresse; on y hissait le prisonnier et, courbé au dessus du chaudron, elle lui coupait la gorge. Certaines prophétisaient en observant le sang qui coulait dans le chaudron, d'autres ouvraient le corps et décidaient si le peuple aurait la victoire, en examinant les entrailles. Durant les batailles, elles frappaient les peaux tendues sur l'armature d'osier des chariots, produisant ainsi un bruit infernal » (Strabon, *Géographie*, VII,2,3). Les voyantes dont parle plus tard Tacite, « Amie-des-Elfes » (Albvina) ou « Bénie-par-le-bon » (la célèbre Veleda), et dont il dit qu'elles avaient « un large pouvoir », n'étaient que les porte-paroles du groupe. Mais nous touchons ici à un autre problème tabou de la pensée universitaire, le matriarcat. A lui seul, il mérite plus que quelques lignes.

Les conseils germaniques

Dernier élément du pouvoir, et non le moindre: les assemblées d'hommes libres. Là aussi, les Romains, habitués à des assemblées fantoches, où la démocratie était purement fictive (9), étaient très surpris et même choqués: « Ils s'assemblent, sauf évènement imprévu et soudain, à dates fixes... (mais) la liberté chez eux entraîne ce défaut qu'ils ne se réunissent pas tous au même moment et sur ordre, mais qu'ils prennent leur temps et perdent deux ou trois jours à le faire. Quand il plaît à la foule, ils ouvrent la séance, en armes. Le silence est commandé par les prêtres, qui ont pour la circonstance le droit de punir. Ensuite, roi ou chef,

chacun selon son âge, sa noblesse, la gloire de ses combats, son éloquence, se fait écouter plus par son pouvoir de persuasion que par un commandement. Si son avis déplaît, ils le rejettent par des huées; s'il plaît, ils frappent leurs lances entre elles » (*Germanie*, 11). Dans un autre passage, le même témoin Tacite, nous montre que ces assemblées sont aussi des fêtes, où l'on mange et où l'on boit; c'est après cela seulement qu'a lieu, à jeûn, la séance où les décisions sont prises (*Germanie*, 22). Ce sont aussi dans ces fêtes qu'avaient lieu les grandes cérémonies religieuses périodiques sur lesquelles nos informateurs romains se taisent, ce qui accentue à nos yeux l'aspect moderne, « matérialiste » et en même temps masculin de ces assemblées. En fait, elles devaient plus ressembler à un fest-noz qu'à un congrès de parti.

Ce système d'assemblées, nous le retrouvons en fonction en Scandinavie au Xe siècle, et même encore au XIIe en Islande, où s'étaient alors réfugiés tous les anti-royalistes de Norvège et de Danemark. Outre l'assemblée de village, assez informelle, il existe deux niveaux: celui du canton (la « centaine », *herred*, en Angleterre *hundred*, déjà attestée par Tacite), qui se tient peut-être tous les mardis (mardi se dit *Tinstag* *Dinstag*, le jour du *thing*, l'assemblée); il y a aussi une assemblée provinciale (par *land*, ou *fylke*, c'est-à-dire le territoire des anciennes tribus); elle se tient trois fois l'an, à des dates coutumières, en Automne, Hiver, Eté; dans les autres cas, une convocation est envoyée aux villages sous forme d'un bâton à encoches. Se rend à l'assemblée qui veut. Elle se tient en un lieu également coutumier, en plein air, autour d'un tumulus ou d'une colline. Non loin, se trouvent des cabanes en partie démontables, utilisées par les gens de chaque village pour leur séjour à l'assemblée. Ces réunions sont à la fois religieuses, politiques et judiciaires, les affaires de ce type étant confiées à des juges ou à des arbitres choisis, et à des jurys (10).

Un homme en vaut un autre

Le « conseillisme primitif » n'était pas idyllique et, justement pour cela, ses partisans savaient parfaitement pourquoi et contre quoi ils le maintenaient. J'en donnerai un exemple, tiré d'une de ces petites pièces islandaises régulièrement contées aux fêtes et au veillées: l'Histoire de Capuche-à-bière (11).

Il était une fois un personnage peu populaire parmi les communautés d'éleveurs et pêcheurs islandais, un nommé Thorhall, qui vivait non loin du lieu de l'assemblée générale de l'île, la plaine de Thingvellir. Déjà bien à l'aise, il avait pris l'habitude de s'enrichir encore en brassant de la bière au moment des assemblées, bière qu'il vendait ensuite aux participants. Cette pratique, pour son temps nouvelle (à l'origine, les femmes d'un groupe faisaient elles-mêmes la bière pour les fêtes), l'avait fait connaître à tous, mais peu estimer et, comme plus tard il gardait toujours son capuchon sur la tête, on l'avait surnommé, peu glorieusement, Capuche-à-bière. Voici qu'un jour le feu se mit au bois de cet homme, et gagna un autre bois, possédé en commun par six chefs importants de l'île. L'un d'eux, Skapti, décida d'avoir la peau de Capuche-à-bière, c'est-à-dire de le faire déclarer incendiaire volontaire et donc banni (*outlaw*) et ses biens confisqués pour réparer le dommage; et il obtint sans difficulté l'accord des cinq autres chefs, tant sa future victime était méprisée pour sa cupidité et son arrogance. Skapti intenta donc une action contre Capuche-à-bière. En Islande, même quelqu'un de notable devait procéder de façon légale. Comme le disait un proverbe de l'île, souvent cité: « par la loi un pays se maintient, sans la loi, il se détruit », la loi étant ici la coutume, récitée chaque année à l'assemblée pour que tout le monde puisse la connaître. Bref, Capuche-à-bière s'en alla chercher un arbitre, des garants, des témoins. Mais « personne ne voulait l'aider... il alla de cabane en cabane (les habitations provisoires des familles à l'assemblée) et recueillait toujours la même réponse négative; à la fin, il ne lui restait plus grand chose de son arrogance passée... Il s'appuya à la paroi d'une cabane, et se mit à pleurer à s'en faire sortir les yeux ».

Mais au même moment, dans cette cabane, celle du clan de Thorstein, on commençait à réfléchir. Broddi, le beau-frère du chef, un jeune homme de 20-25 ans, exprima ainsi le malaise: « Il me semble, beau-frère, que cet homme n'a pas l'air d'un criminel. C'est vraiment lamentable de la part de gens qui s'estiment si importants (les six chefs) de vouloir en faire un outlaw. Je suis sûr que tu seras d'accord avec moi, si je dis que ce serait correct de l'aider ». Bref, les gens de Thorstein décidèrent de soutenir le vendeur de bière, et vinrent dire leur fait aux six chefs plaignants: « Dans notre opinion, votre bois n'avait pas de grande valeur, ni grande utilité pour vous. C'est pure avarice, pour des gens à l'aise comme vous, de vouloir augmenter vos terres de cette façon (en se faisant attribuer les terres de Capuche-à-bière une fois l'homme banni). Thorstein se fit nommer arbitre et il attribua comme dommage à chacun des six chefs une aune de drap de laine (une aune, 50 cm sur 1 m de large). Et comme si cela ne suffisait pas, son beau-frère Broddi, apportant lui-même les six ridicules rectangles d'étoffe grossière, les leur jeta en disant: « j'appelle ça un tribut aux lâches ! ». L'humiliation se passait en public, devant la grande assemblée des Islandais. L'un des six chefs essaya de faire bonne figure: « c'est une erreur stupide », déclara-t-il à la cantonade, « pour un homme tel que Broddi, de se faire des ennemis, juste pour avoir l'amitié de Capuche-à-bière, ou ses cadeaux ». Broddi lui répondit seulement ceci: « Ce n'est pas une erreur de vouloir garder son intégrité, et cela ne fait pas de différence que tu sois un meilleur homme que Capuche-à-bière ou non ». L'un des chefs menaça explicitement Broddi mais un autre se rangea finalement de son côté. « Pour le reste de leurs jours, ils respectèrent leur lien de parenté et restèrent bons amis. Ainsi se termine l'histoire de Capuche-à-bière ».

Toute la pièce vaut d'être lue, pour la façon très vivante et très fine dont sont notées les réactions de chacun, et pour la clarté de la leçon, que renforce la description apparemment objective et détachée. Les Islandais, gens laconiques, n'écrivaient pas des traités sur la Liberté de l'Être Humain, ils se contentaient de rappeler, par quelques actes et quelques mots bien sentis, que « cela ne fait pas de différence que l'on soit meilleur que l'autre ou non ». L'intégrité de chacun était à ce prix, même un chef doit s'y plier, et publiquement.

La fin des assemblées libres

Le procès que raconte cette histoire eut lieu vers l'an mille. La belle époque des assemblées scandinaves s'achève. L'Empire Romain restauré par le fameux Charlemagne a réduit les Frisons et les Saxons, par les massacres et les déportations, au christianisme d'Etat et à la société de classe. Les troupes du Nouvel Empire arrivent jusqu'aux marches danoises. L'or du grand roi commence à corrompre les roitelets éblouis. Les premiers raids vikings, à la fin du VIII^e siècle, sont la réponse des clans danois menacés. Réponse efficace: l'Empire, qui écrase les tribus sous les charges de sa cavalerie lourde en rase campagne, est incapable de faire face aux attaques soudaines des barques danoises, bien accueillies par les Frisons et les Saxons fraîchement soumis. Bientôt la nouvelle se répandit jusqu'en Norvège et en Suède: le grand roi de l'Ouest n'était qu'un dragon de papier!

Paradoxalement, le succès militaire de la société libre va causer sa perte. Les chefs de guerre qui prennent la tête des expéditions ne reviennent plus avec quelques trophées glorieux, quelques cicatrices et de beaux exploits à conter lors des fêtes. Ils ramènent beaucoup d'or, accumulé dans les trésors des grandes abbayes d'Angleterre ou de France, et beaucoup d'esclaves. Et aussi des idées. Avec l'or, ils soldent de grandes gardes mercenaires, de véritables tueurs à gages. Ils se font concéder des terres, que cultivent pour eux des esclaves. Ainsi renforcés, ils attaquent ceux des autres roitelets qui s'en tiennent aux anciennes coutumes, et restent assez vite maîtres du terrain. Alors, les tueurs de la garde royale vont par groupes, de village en village, exiger

la soumission des notables: envoie l'un de tes fils dans la garde de notre seigneur. Là, on apprendra au jeune homme les nouvelles habitudes, le combat permanent, le luxe d'importation, les esclaves, le mépris pour les siens, ces guerriers-paysans. De retour parmi eux, il restera dévoué au nouveau régime et lié à lui. Enfin, les conversions au christianisme, souvent forcées, ôteront aux gens l'armature d'idées, exprimées par les rites, les chants, les contes, qui permettent la reproduction matérielle de leur société. Neuf siècle après, se vérifiait toujours l'amère sentence du porte-parole des Germains du Rhin: « la liberté et les maîtres ne font pas bon ménage ». A ceux qui refusaient les maîtres, le seul choix restant était la mort, ou l'exil, en Islande, aux Orcades, aux Hébrides, au Groënland même, toujours plus au Nord, jusqu'aux limites extrêmes de la survie.

Certes, passée la crise, le système se fera moins dur en se stabilisant; les rois scandinaves ne deviendront jamais des despotes à la turque. L'évolution qui, déjà longtemps auparavant, avait eu lieu à l'Ouest, sera ici tardive et incomplète. Il y a quelques années, l'Islande, au mépris des devoirs d'un Etat respectable, refusait d'extrader un insoumis français.

Conclusion: le passé aujourd'hui

Ce n'est pas par nostalgie d'un improbable Age d'Or que les groupes qui conçoivent et pratiquent le communisme et le conseillisme primitifs peuvent nous intéresser. Leur exemple nous montre que le choix n'était pas, comme on veut encore nous en persuader, entre Etatisme ou barbarie, qu'il y avait d'autres voies, pas éternelles, sans doute, mais plus durables qu'on aurait pu l'imaginer.

Il est de bon ton à présent, dans l'intelligentsia, de se moquer des illusions soixante-huitardes sur les bons sauvages, et encore plus de ces vieilleries du XIX^e siècle romantique, la création collective des idées, le communisme primitif, le matriarcat. On peut certes, on doit, discuter la façon dont ces idées ont été formulées; mais par quoi prétend-on les remplacer? Par les savantes et bien peu historiques élucubrations de Georges Dumézil, théoricien, dans les années trente et quarante, des structures fondamentales de la pensée aryenne et indo-européenne? Une montagne impressionnante d'érudition aboutit à cette souris théorique: les « peuples indo-européens » avaient une structure fondamentale ternaire, en trois fonctions sociales, ceux qui prient, ceux qui combattent, et... ceux qui travaillent! (12)

On trouve presque pire encore là où on s'y attendrait le moins. Ainsi Cornélius Castoriadis, ancien et solide adversaire théorique du communisme bureaucratique dès une époque où de telles critiques étaient rares. Il a récemment étendu ses analyses à des périodes très anciennes, et notamment dans un article d'IRL 51. Sous le titre, assez proche du sujet ici traité, « Je ne suis pas moins esclave que mon maître », il explique: « L'Etat n'a pas toujours existé. Ça ne veut pas dire que les sociétés sauvages qui n'avaient pas d'Etat étaient des sociétés autonomes. Ces sociétés étaient complètement hétéronomes parce que l'individu était complètement résorbé dans l'institution de la société », passage éclairé par un autre un peu antérieur: « de telle sorte que dans ces sociétés, c'est une tautologie de dire que l'individu... ne peut pas mettre (la norme) en question, il peut tout au plus la transgresser... »

En clair: les sauvages ne peuvent comprendre leur propre société et la raison de ses règles, que leur masque leur aliénation, ils sont hétéronomes. En revanche, « nous » les Européens, nous comprenons comment et pourquoi fonctionne notre société (on est prié de ne pas rire dans la salle), notre règle est consciente, nous sommes « autonomes ». Cette effrayante banalité a justifié durant les siècles les missionnaires et les ethnologues musclés de l'expansion colonialiste: la rude mais exaltante mission du civilisé, le Lord Jim de Kipling chez les sauvages, modèle diffusé jusqu'à la nausée par tant de bandes enfantines. Transposée en Russie, cela donne la théorie léniniste de l'avant-garde révolutionnaire professionnelle « apportant » aux masses ignorantes la « conscience de classe ».

Castoriadis n'est ni raciste (ni léniniste) ; il lui faut donc, pour justifier cette prétendue « inconscience » des sauvages, la fonder historiquement dans le passé de l'Europe : « il y a une rupture... et c'est moyennant cette rupture que nous pouvons dire ce que nous disons. Cette rupture, c'est une nouvelle création historique qui apparaît deux fois dans l'histoire de l'humanité. Une fois en Grèce ancienne avec la création simultanée de la démocratie et de la philosophie. Une autre fois en Europe occidentale à partir du XIIe siècle avec la remobilisation politique de cette société qui est l'œuvre de la bourgeoisie, et qui lance un mouvement ensuite repris par les mouvements ouvriers du XVIIIe et XIXe siècle... et dans la continuité desquels nous nous situons nous-mêmes ». La Grèce antique et la Bourgeoisie, on croirait lire Fustel de Coulanges et Augustin Thierry à l'époque du capitalisme sauvage (13).

De telles « justifications historiques », très courantes, ne sont que les oripeaux dont se masque une vanité idéologique propre aux intellectuels heureux de se reconnaître dans les philosophes grecs et dans les premiers clercs d'université du XIIe siècle. Que les moins conscients parmi ce groupe aient depuis longtemps forgé une idéologie de la « conscience toute-puissante », permettant de mépriser les libertés concrètes au profit de la seule liberté de comprendre (mal, et tout seul dans son coin au besoin!), cela n'est pas pour nous surprendre (14).

La rupture n'est pas ce saut quantitatif qui, quelque part dans l'antiquité grecque, ou dans le moyen-âge italien, aurait transformé des quasi-bêtes en roseaux pensants. La rupture, les ruptures, ce sont plutôt ces groupes sociaux qui, dans une situation matérielle et un environnement donné, ont décidé de refuser ce qu'était alors la civilisation, une diffusion du modèle citoyen fondée sur l'esclavage et la militarisation. On peut penser que ce stade « historique » était inévitable et, à long terme, « globalement » positif. Mais il doit être clair pour tout le monde qu'il n'était pas ainsi vécu par la grande majorité de ses « bénéficiaires » : « Ils font le désert et ils appellent cela la paix » déclara à propos des Romains un autre de nos sauvages (15). Chaque fois qu'elles le

purent, les masses dans les tribus (que nos textes latins appellent *plebs*, *multido*, *humiles*) résistèrent, parfois jusqu'à l'extermination, au « progrès » que voulaient leur imposer les maîtres romains si férus de philosophie grecque. Ces refus, ces choix historiques et variables, elles les ont fait souvent en connaissance de cause (Spartacus avait été attiré par Rome et avait servi dans son armée, avant de la refuser et d'être alors repris par elle comme esclave). Là où le combat leur a été favorable, elles ont non seulement maintenu, mais même renforcé et systématisé les structures égalitaires ; parfois aussi, elles ont réussi à les recréer, et tenté de les étendre : ainsi la grande révolte bagaude, au Ve siècle, dont l'un des leaders, parti des forêts de Gaule occidentale, parvint jusqu'au delà du Danube, à la Tisza, dans l'espoir de persuader les barbares Huns de ne plus fournir de mercenaires aux généraux romains (16). Les textes sont là, qui le disent, même s'ils n'ont pas la faveur des manuels scolaires, et ne sont pas près de l'avoir.

On peut admirer Platon, ne serait-ce que pour avoir sauvé de l'oubli les sophistes ; mais il était partisan de la tyrannie des « meilleurs », et une partie importante de son œuvre n'est que la justification de cette triste position. On peut aimer aussi Thomas d'Aquin (il faut plus de mérite). Je préfère l'assolement égalitaire, il a permis à ceux qui le pratiquaient de gagner presque mille ans de liberté. Mille ans, si on nous en promettait autant, nous pourrions tout donner avec le sourire ! L'idée générale est toujours bonne : « sans égalité, il n'y a pas de justice sociale, il n'y a pas de moralité » énonçait gravement ce cher vieux Kropotkine ; Broddi l'islandais l'avait déjà mieux dit. Depuis, la société a immensément changé : il n'y a plus de campagne, les derniers déserts disparaissent, les villes ont définitivement triomphé, l'ordinateur permet d'étendre étonnamment la conscience, sinon la véritable compréhension. L'État, sous ses formes parfois les plus despotiques, prétend être l'avenir. C'en est un, pas le nôtre. Tôt ou tard, nous trouverons un truc comme l'assolement égalitaire, mais adapté au temps futur.

Ian Sortskifte

NOTES

(1) En 69, eut lieu une révolte des tribus rhénanes, appuyées par quelques villes de Gaule du Nord, contre les Romains. A cette occasion, les Guerriers-Serrés (*Tenctarii*) de la vallée de la Sieg envoyèrent des délégués aux citoyens de Cologne ; la ville était devenue le quartier général de l'armée romaine pour le Rhin inférieur, mais beaucoup des ses habitants, devenus marchands, étaient d'origine germanique. « Le plus violent de délégués » adressa au conseil municipal de Cologne un étonnant discours, où se mêlent l'ironie et la détermination. Ce discours ne nous est parvenu que par le texte qu'en donne Tacite (*Histoire*, IV, 64), mais celui-ci résume en général assez bien les textes qu'il a pu lire (Résumé du discours de Claude en faveur de la citoyenneté gauloise, que l'on peut lire dans sa version authentique au Musée Antique de Lyon ; ce sont les Tables Claudiennes). Or on sait qu'il y avait des archives de la ville à Cologne. Le style évoque tout à fait celui des sagas scandinaves. La constatation que « la liberté et les maîtres ne font pas bon ménage » est la raison laconique donnée par le délégué à la proposition qu'il est chargé de transmettre aux Colonnais — égorger immédiatement tous les Romains se trouvant sur leur territoire — pour montrer qu'ils sont toujours libres ! Ils ne le firent évidemment pas.

(2) Traduction de *Ancient Society, La Société Archaïque*, Paris 1971, édit. Anthropos, avec préface de Raoul Makarius.

(3) Vera Zassoulitch (1848-1919), populiste et l'une des premières terroriste, l'une des premières aussi à chercher une autre voie, fondatrice du groupe Partage Noir (1879), fut rédactrice à l'Iskra (1900), se rallia au menchevisme (1903), désapprouva la ligne de la révolution de 1917. Sa lettre à Marx pose nettement le problème : peut-on faire l'économie du mode de production capitaliste, et peut-on s'appuyer sur les structures collectives de la paysannerie et de l'artisanat russe ? Mais il faut remarquer que les associations de village, comme le *mir*, fonctionnaient dans le cadre de la seigneurie, et, en partie au moins, intégrées à elle. L'étonnante richesse des idées et des discussions des Populistes, longtemps décrits par une historiographie ignorante, est mise en lumière par les deux tomes de Franco Venturi, *Les intellectuels, le peuple et la révolution*, Paris, édit. Gallimard.

(4) P. Clastres, *La société contre l'Etat*, Paris 1974, édit. de Minuit. Quelques jours avant sa mort, Clastres avait rédigé une réponse à ses critiques, surtout marxistes, mais c'était apparemment un premier jet non relu et corrigé, et qu'il aurait peut-être jeté lui-même au panier ; il a été publié dans le N°3, 1978, de la revue *Libre*. Position diverses décrites dans *L'indien prétexte*, *Raison Présente* N°69 1984.

(5) Les ethnologues le savent pourtant bien ; pour s'en tenir au domaine sud-américain, seul utilisé par Clastres, Levi-Strauss note que les Tupi-Kawahib qu'ils rencontrent sur le Machado, sont probablement venus de la côte Est ; (*Tristes Tropiques*, Paris 1955, p. 386, édit. Plon) ; Clastres, rappelant les relations des Guarani et des Guayakis, dont les langues sont fort proches, note que ces derniers ont pu se réfugier dans la forêt et perdre volontairement l'agriculture : « en cette perte, il faut précisément lire... l'empreinte d'une Histoire à quoi pas plus que les autres peuples, ils n'auraient pu se soustraire » (*Chroniques des Indiens Guayakis*, Paris 1972, p. 111-113, édit. Plon) ; un témoignage le plus intéressant, parce qu'il porte sur la conscience qu'ont les intéressés eux-mêmes du rejet, est fourni par A.M. d'Ans, qui rapporte les contes des Cashinahua : sur 60 contes, cinq concernent les Incas, cruels, exploiters, mangeurs de femmes qui, lorsqu'ils n'ont plus personne à ronger, de rage se dévorent eux-mêmes (*Le dit des vrais hommes*, Paris 1978, p. 43, édit. UGE).

(6) Au moins depuis Morgan et sa typologie, il est d'usage de distinguer les sauvages (du début de l'humanité à l'invention de la poterie) des barbares (de la poterie à l'écriture : avec élevage et l'agriculture) ; cette division, dont les frontières sont peu claires (tous les critères de distinction ne concordent pas) est gênante parce qu'elle permet de parler de barbares en Europe, et de sauvages ailleurs. Mais les habitants de l'Empire appelaient barbares tous les non-civilisés/non-citadins, comme les explorateurs « européens » du XIXe appelaient sauvages des sociétés fort différentes. Il vaut mieux ne pas mélanger ce genre de vocabulaire et les catégories scientifiques.

(7) L. Musset, *Les peuples Scandinaves au Moyen Age*, Paris 1951, PUF, résume la littérature scandinave, p. 87 et 90, mais sans en voir les implications.

(8) Pour prendre le pouvoir, il aurait fallu que les chefs de guerre s'appuient sur des groupes de guerriers spécialisés. Ceux-ci existent bien (voir le passage fameux de Tacite sur les compagnons des chefs nourris dans sa maison, *Germanie*, 13 et 14) mais ces guerriers sont ou bien des jeunes gens, qui font leur apprentissage, et qui retourneront ensuite s'établir dans leur famille, ou des guerriers « voués » sans épouse, sans enfants, sans maison : « selon qu'ils viennent chez l'un ou chez l'autre, ils sont nourris, prodiges du bien d'autrui, méprisant du leur, jusqu'à ce que la pâle vieillesse les rende inégaux à un si dur courage » (*Germanie*, 31). La vieillesse ou la rencontre presque inévitable d'un « professionnel » plus jeune, P. Clastres a bien expliqué pourquoi le guerrier sauvage ne peut prendre le pouvoir (*Malheur du guerrier sauvage, Libre 1977, n°2*).

(9) N. Rouland, *Rome, Démocratie impossible?*, Aix 1984, édit. Actes Sud.

(10) L. Musset, *op. cit.*, p. 100 et s.

(11) *Olkofra thattr*, traduit par H. Palsson, *Hrafinkel's saga and other stories*, 1980, édit. Penguin Books.

(12) Depuis la guerre, Dumézil pense prudemment que cette structure n'est peut-être que mentale. Cela ne change pas grand chose au fait que la méthode toute entière est discutable. L'indo-européen en tant que langue originelle unique des cultures qu'on nomme ainsi n'est peut-être qu'une illusion produite par des échanges de mots, des isoglosses, ou des tournures, qui se sont déposées dans les langues d'Europe par des contacts multi-séculaires; quand aux structures indo-européennes, il s'agit tout bonnement du discours du pouvoir peu à peu développé dans ces cultures à mesure qu'elles s'y acculturaient; l'Etat n'a pas de patrie! Quand les textes ne l'arrangent pas, Dumézil les passe sous silence. Il paraît qu'il serait l'un des pères du structuralisme. On plaint la maman.

(13) Numa Denis Fustel de Coulanges (1830-1889), aristocrate et «anti-boche» qui faisait de la famille et de la religion le principe non seulement de la Cité Antique, mais aussi celui de la société de son temps. La France était l'héritière de l'Antiquité méditerranéenne contre les hordes germaniques. Augustin Thierry (1795-1856), ex-Saint-Simonien, chantre de la bourgeoisie médiévale qu'il proposait comme modèle historique de lutte pour la liberté. Il est vrai qu'un historien comme Max Nettlau n'avait, encore en 1931, pas grand chose à dire sur la liberté dans les périodes anciennes (*Histoire de l'Anarchie*, réédit. M. Zemliak, Paris 1983, EUEM).

(14) Sur les prétentions des intellectuels à apporter aux masses inconscientes le socialisme: pour le 19e siècle, voir Makhai'ski, *le socialisme des intellectuels*, rass. et trad. par A. Skirda, avec la préface, courte mais bonne; pour le 20e, voir N. Chomsky, *les nouveaux mandarins*.

(15) Le meilleur livre, et de loin, sur l'esclavage dans l'Empire, est de J.P. Brisson, *Spartacus*, Paris 1956, Edit. Club du livre. Lui n'est malheureusement pas réédité.

(16) P. Dockès, Révoltes bagaudes et ensauvagement, ou la guerre sociale en Gaule, dans *Sauvages ou ensauvagés*, Lyon 1979, édit. Presses Universitaires de Lyon.

Le 12 et 13 mai 1984, IRL Lyon et l'Atelier de Création libertaire avaient organisé un colloque «Autour du Pouvoir» qui a rassemblé à peu près quatre-vingts personnes. Le texte que vous venez de lire est l'intervention d'un des participants de ce colloque. Nous avons déjà publié:

dans le numéro 56 d'IRL:

– Questions sur le pouvoir et la révolution de Claude Orsoni,

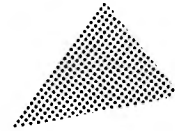
– Le totalitarisme réellement existant, de Nicolas Triffon,

dans le numéro 57 d'IRL:

– La morale illégale, d'Alain Thévenet,

– L'honorable société calabraise entre la hiérarchie et l'honneur, de Nello Zagnoli.

Dans le prochain numéro, nous continuerons de publier les interventions restantes.



ABONNEZ-VOUS

NOM:

PRENOM:

ADRESSE:

CODE POSTAL:

VILLE:

ABONNEMENT 5 NUMEROS (1 AN): 70 FRANCS

ABONNEMENT 10 NUMEROS (2 ANS): 140 FRANCS

ABONNEMENT DE SOUTIEN (2 ANS): 200 FRANCS

ABONNEMENT MILITANT (5 EXEMPLAIRES PENDANT 1 AN):

..... 300 FRANCS

(AJOUTER 10 FRANCS POUR L'ETRANGER)

LIBELLER LES CHEQUES A: IRL CCP 4 150 95 N LYON

IRL 13 RUE PIERRE BLANC 69001 LYON



Notes sur l'Internationale situationniste

à l'usage des jeunes générations



Cet article de présentation de l'Internationale situationniste (I.S.) suit une démarche identique à celle qui présidait à l'interview des membres du groupe Noir et Rouge, parue dans le n°49 d'IRL : la nécessité de se réapproprier notre histoire récente. Dans cette perspective, cet article n'a toutefois d'autre ambition que d'être un prétexte à lire les textes situationnistes eux-mêmes, textes qui gardent par bien des aspects toute leur actualité.

Née en 1957 de la fusion de différents groupes artistiques révolutionnaires, l'I.S. fonde sa création sur la critique de l'art comme activité séparée, activité séparée qu'il s'agit de dépasser dans la recherche « d'une création unitaire et collective (...) déjà annoncée par la décomposition des arts individuels ».

Les situs vont donc, d'une part, porter leurs critiques sur les mouvements et pratiques artistiques contemporains ; d'autre part, ils vont s'efforcer de dégager les axes de cette « création unitaire et collective ». Le concept de « situation » répond à une volonté de se réapproprier sa propre vie, vie qui doit être précisément cette œuvre d'art que l'homme se doit de réaliser, de créer : « Puisque l'homme est le produit des situations qu'il traverse, il importe de créer des situations humaines. Puisque l'individu est défini par une situation, il veut le pouvoir de créer des situations dignes de son désir. Dans cette perspective doi-

vent se fondre et se réaliser la poésie (la communication comme réussite d'un langage en situation), l'appropriation de la nature, la libération sociale complète. »

La recherche de la « construction des situations » se situe dans un domaine déjà exploré en partie par certains éléments de l'I.S. avant même la constitution de celle-ci. Ce domaine est la psychogéographie, « étude des effets précis du milieu géographique, consciemment aménagé ou non, agissant directement sur le comportement affectif des individus ». Cette étude se sert de pratiques expérimentales comme la « dérive » (dérive = technique du passage hatif à travers des ambiances variées). Ainsi, dans les villes, il s'agit de dérives à travers les quartiers qui permettent de tracer en quelque sorte une nouvelle topographie de la ville : une topographie affective. Dans l'optique des situationnistes, le débouché pratique de la psychogéographie est

l'urbanisme unitaire. « Théorie de l'emploi d'ensemble des arts et techniques concourant à la construction intégrale d'un milieu en liaison dynamique avec des expériences de comportement ». Mais le refus de se mettre sous tutelle d'un pouvoir rend impossible aux situationnistes la réalisation de projets urbanistiques, et dans la logique de ses théories, l'I.S. décidera d'appeler anti-situationnistes les réalisations artistiques individuelles de ses membres. Une telle perspective totale explique l'évolution de l'I.S. vers un groupe révolutionnaire, et parallèlement l'éloignement toujours plus grand des milieux et préoccupations artistiques se traduit par l'exclusion ou le départ des éléments les plus « artistiques ».

Aperçu des thèses de l'I.S.

« Nous faisons pour la première fois une nouvelle critique, cohérente, de la société qui se développe actuellement, d'un point de vue révolutionnaire »

« Ce qui avait le plus manqué à l'intelligence depuis quelques dizaines d'années, c'est précisément le tranchant ».

Cette « nouvelle » critique des situationnistes s'articule autour du concept de spectacle : « Le spectacle se présente à la fois comme la société même, comme une partie de la société, et comme instrument d'unification ».

Le spectacle se présente comme la société même : le spectacle est le rapport contemplatif qui s'étend à tous les domaines de la vie. « Tout ce qui était directement vécu s'est éloigné dans une représentation ».

A la base de ce rapport contemplatif se trouve la division sociale du travail et la formation des classes. Le travailleur subit un monde qui vit de son activité mais qui lui est pourtant étranger. Dans cette conception classique de l'aliénation, les situationnistes prennent en compte le caractère moderne de la production, c'est-à-dire, en fait, un développement jamais atteint auparavant de cette production et qui se traduit par l'envahissement total de la vie quotidienne par les marchandises. De la production aux loisirs, de la consommation aux relations humaines, un profond mouvement d'éloignement de l'homme d'avec la vie réelle se met en place sous la dictature de la marchandise omniprésente. Le produit du travail qui échappe aux producteurs revient à ceux-ci comme agent actif de cet éloignement. La marchandise n'est pas neutre, elle concentre en elle les caractères spécifiques de la société et les renforce. Ainsi, par exemple, l'automobile dans sa conception est bien le produit d'une société particulière : la voiture répond aux besoins de familles modernes, réduite au couple avec peu d'enfants, à l'individu toujours plus isolé, elle correspond à la destruction des communautés et groupes humains, elle participe d'une répartition de l'espace très spécifique, etc., et le développement de sa production reconduit toujours plus cette société (les hommes toujours plus éloignés les uns des autres, l'image de l'embouteillage où les gens sont isolés dans leurs caisses métalliques). Dans le même temps, l'activité humaine devient toujours plus une marchandise ; déjà les

loisirs s'alignent à côté des temps de travail, signifiant cette perte de l'unité qui caractérise la société capitaliste, et les loisirs sont eux-mêmes traités comme une marchandise (voyages organisés « tout compris », aménagement de régions entières pour le tourisme, etc.). Le spectacle est bien la société même dans la mesure où le rapport passif, contemplatif de l'homme avec sa propre vie s'étend toujours plus profondément. Dans ce sens, les prolétaires modernes sont « les gens qui n'ont aucune possibilité de modifier l'espace-temps social que la société leur alloue à consommer (aux divers degrés de l'abondance et de la promotion permise) ». Définition qui, s'appliquant de fait à l'immense majorité des gens, est, par là, peu utilisable !

Le spectacle comme partie de la société : « Il est expressément le secteur qui concentre tout regard et toute conscience ». Cette partie de la société, c'est évidemment l'information, la publicité, les divertissements divers (cinéma, théâtre, etc.), secteurs spécialisés dans le reflet de la société, reflet mensonger car caractérisé par l'absence de dialogue et de participation active.

Le spectacle comme instrument d'unification : les réelles séparations, contradictions, sont masquées par le spectacle qui donne en pâture de fausses oppositions (entre deux paquets de lessive, il faut choisir, comme il faut choisir entre la gauche et la droite, etc.) ; le bavardage journalistique ou publicitaire, unilatéral, désamorce les oppositions et les frustrations, etc.

Concept central de la critique situationniste, la notion de spectacle débouche sur une description de la « nouvelle pauvreté » dans les sociétés de pseudo-abondance ; on est passé de la vie de misère des anciens prolétaires à la misère de la vie des nouveaux prolétaires. Il s'agit de critiquer tous les aspects de ce monde de la séparation. Et dans cette critique nul n'est épargné, pas plus les mouvements révolutionnaires, accusés par les situationnistes d'avoir abandonné la partie (« il faut désormais reprendre le noyau d'exigences radicales abandonné par les mouvements initialement révolutionnaires ») que l'intelligentsia

(« les spécialistes de la pensée ne peuvent plus être que des penseurs de la spécialisation »). Si les différents aspects de la société moderne étaient traités de manière critique, dans ces années-là, par un certain nombre d'intellectuels (d'Henri Lefebvre à Marcuse), l'originalité des situationnistes tient à la cohérence de leur point de vue, cohérence liée à la perspective révolutionnaire qu'ils défendent. Les situationnistes se moqueront toujours de la « contestation en miettes ».

Anti-étatiques et anti-autoritaires (« c'est la plus vieille spécialisation sociale, la spécialisation du pouvoir, qui est à la racine du spectacle »), les situationnistes se placent dans le camp libertaire tout en se différenciant nettement du mouvement anarchiste qui leur est contemporain. Issus de l'avant-garde artistique et formés politiquement par le marxisme, les situationnistes se révèlent incapables d'innovation réelle dans les problèmes révolutionnaires. Hormis la reprise du slogan « Tout le pouvoir aux conseils ouvriers », on ne voit guère l'œuvre constructive des situationnistes en la matière, tant du côté théorique que du côté pratique.

Ainsi, côté théorique, les situationnistes emploient les termes « prolétariat » et « ouvrier » pratiquement comme synonymes, tout en ayant pourtant défini le prolétariat moderne de manière à ce qu'il contienne l'immense majorité des gens. Or, confondre la classe ouvrière avec l'immense majorité des gens est quelque peu abusif (qui plus est quand on évacue le problème paysan). Suivant le même mouvement simplificateur, les situationnistes voient dans chaque grève sauvage un signe de la disparition prochaine des syndicats, ce qui traduit pour le moins une méconnaissance réelle du milieu du travail.

Côté pratique, les situationnistes voient une solution dans le regroupement des fractions radicales qui se fait jour, solution sans lendemain : la seule expérience de l'I.S. en l'occasion étant le C.M.D.O. (voir plus loin). Le problème de l'organisation, posé par l'I.S., ne semble jamais avoir franchi la « Définition minimum des organisations révolutionnaires » (publiée dans le n° 11 de la revue /S.). Il est bien difficile de

reconstruire une Internationale à partir d'une poignée d'intellectuels, fussent-ils déclassés !

La pratique de l'I.S.

L'activité pratique de l'I.S. a été marquée par le succès de certains scandales qu'elle organisa, reprenant par là une tradition de l'avant-garde artistique (Dada, surréalistes, etc.). Ainsi, plusieurs membres de l'I.S. auront quelques problèmes avec la justice à cause de l'édition de revues ou tracts et œuvres considérés comme contraires aux bonnes mœurs... Le situationniste J.-V. Martin, organisateur actif d'une manifestation anti-OTAN au Danemark, verra, peu après la manif, sa maison détruite par une bombe dont l'origine reste louche. Toutefois, c'est le scandale de Strasbourg qui donnera une large publicité aux situationnistes.

Le scandale de Strasbourg est pour beaucoup un des signes annonciateurs de mai 68, en ce qu'il montre le progrès de l'agitation dans le milieu étudiant.

« Quelques étudiants de Strasbourg vinrent nous trouver, pendant l'été 66, et nous firent savoir que six de leurs amis — et non eux-mêmes — venaient d'être élus comme direction de l'Association étudiante locale (AFGES), sans programme d'aucune sorte, et en dépit du fait qu'ils étaient notoirement connus dans l'UNEF comme des extrémistes... Nous nous sommes bornés à conseiller la rédaction et la publication, par eux tous, d'un texte de critique générale du mouvement étudiant et de la société... ». Devant l'incapacité d'étudiants, c'est le situationniste Mustapha Kahyati qui se chargera de la rédaction d'une brochure : *De la misère en milieu étudiant...*

En guise de publicité pour la brochure, un comics est réalisé : *Le Retour de la colonne Durruti*. « La brochure fut distribuée à brûle-pourpoint aux personnalités officielles, lors de la rentrée solennelle de l'Université ; simultanément le bureau de l'AFGES faisait savoir que son seul programme « étudiants » était la dissolution immédiate de cette association... ». Le projet de dissolution et l'utilisation des fonds de l'association pour publier la brochure ouvrent un beau succès indirect à l'I.S., l'affaire étant même reprise dans



des médias étrangers. La brochure est quant à elle largement diffusée et traduite en plusieurs langues.

Mai 68 sera pour l'I.S. la « preuve par les faits » de la justesse de ses thèses. La critique généralisée de la société et la grève générale en France recourent les thèses situationnistes sur la société moderne et l'imminence d'un nouvel assaut prolétarien. Liés au groupe des Enragés (quelques étudiants radicaux de Nanterre), les situationnistes auront la responsabilité du Comité d'occupation de la Sorbonne durant les 16 et 17 mai. Désapprouvés par l'A.G. du 17 mai, les situationnistes avec quelques dizaines de révolutionnaires quitteront la Sorbonne pour fonder le CMDO (Comité pour le maintien des occupations) qui assurera la publication de plusieurs tracts, affiches et rapports ainsi que des liaisons dans toute la France. En 1972, l'I.S. se dissout, victime de l'incapacité de ses membres à poursuivre un quelconque travail révolutionnaire réel.

Situs et anars

La réapparition des drapeaux noirs en mai 68 e doit pas cacher la faiblesse du mouvement anarchiste dans les années 60. Et c'est dans ce contexte que l'on doit examiner l'apparition de l'I.S. Dans une lettre de réponse à des articles les concernant, parus dans *Le Monde libertaire* en janvier 1967, les situationnistes ont beau jeu d'affirmer : « On comprend moins bien que Bontemps (le signataire d'un de ces articles) manifeste une certaine mauvaise humeur à voir resurgir des positions que lui-même trouve anarchistes, telles qu'« elles foisonnaient autour de 1900 » ; pourquoi n'en serait-il pas plutôt content ? »

En effet, le mouvement anarchiste ne fut pas toujours

« content » de voir les situs remettre au goût du jour un certain nombre de thèmes libertaires. De la prudence glacée (voir le groupe Noir et rouge) à l'adoration sans bornes (voir l'acton de quelques jeunes anars au congrès de 1967 de la F.A.) en passant par la paranoïa totale (voir le congrès de la F.A. italienne de 1971), l'attitude des anars face aux situationnistes n'a jamais été vraiment claire, si ce n'est dans le rejet, à notre sens, sectaire (voir, entre autres, la brochure *L'Hydre de l'Herne* curieusement rééditée par le secrétariat aux relations intérieures de la F.A. dans une version tronquée, sans que le lecteur en soit prévenu : on cherchera en vain la troisième tête de l'Hydre, par exemple). Le refus infantile de la communication qui a caractérisé l'I.S. n'a par ailleurs en rien arrangé le problème des relations entre situs et anars. Sans aller au-delà dans l'analyse des différents jugements que se portèrent les uns et les autres (ce qui nécessiterait un article plus « spécialisé » que celui-ci), il reste à signaler l'importance qu'eut l'I.S. dans le retour de la critique révolutionnaire dans les années 60.

De l'analyse globale de la société moderne, la manière de vivre des hommes dans cette société, au rappel de la priorité de l'individu dans la problématique révolutionnaire, l'I.S. a su effectivement ramener à l'actualité la critique libertaire, et ses textes sur le Tiers-monde ou sur la Chine sont significatifs d'une lucidité extrême dans des années qui voyaient le maoïsme et le tiers-mondisme se tailler la part du lion dans le magma de l'extrême gauche. Face à la société moderne, l'I.S. a su faire un travail théorique, évidemment critiquable, que le mouvement anarchiste s'était malheureusement révélé incapable de faire.

Nestor Parian

Bibliographie sommaire :

- *Internationale situationniste, 1958-1969* (compilation des numéros de la revue française de l'I.S.) éd. Champ libre).
- *La Société du spectacle*, Guy Debord, éd. Champ libre.
- *Traité de savoir-vivre à l'usage des jeunes générations*, Raoul Vaneigem, éd. Gallimard.
- *Enragés et situationnistes dans le mouvement des occupations*, René Vienet, coll. Témoins, éd. Gallimard.
- *La Véritable Sciccion dans l'Internationale*, Internationale situationniste, éd. Champ libre.

Nous croyons que selon ce qu'on attendait des Rencontres Internationales de Venise on a été plus ou moins satisfaits ou déçus.

Nous avons assisté à ces rencontres sans arrières pensées, mais sans grands espoirs non plus.

Nous y allions avec un seul intérêt: rencontrer des anciens et nouveaux copains pour participer avec eux aux « débats » annoncés; car à priori tous les thèmes qui devaient être débattus nous intéressaient... Et c'est peut-être là une des causes d'une certaine insatisfaction que nous avons partagée avec beaucoup d'autres copains: car il était impossible d'assister à tous les « débats » et l'on devait « sacrifier » certains pour d'autres, de façon peu rationnelle.

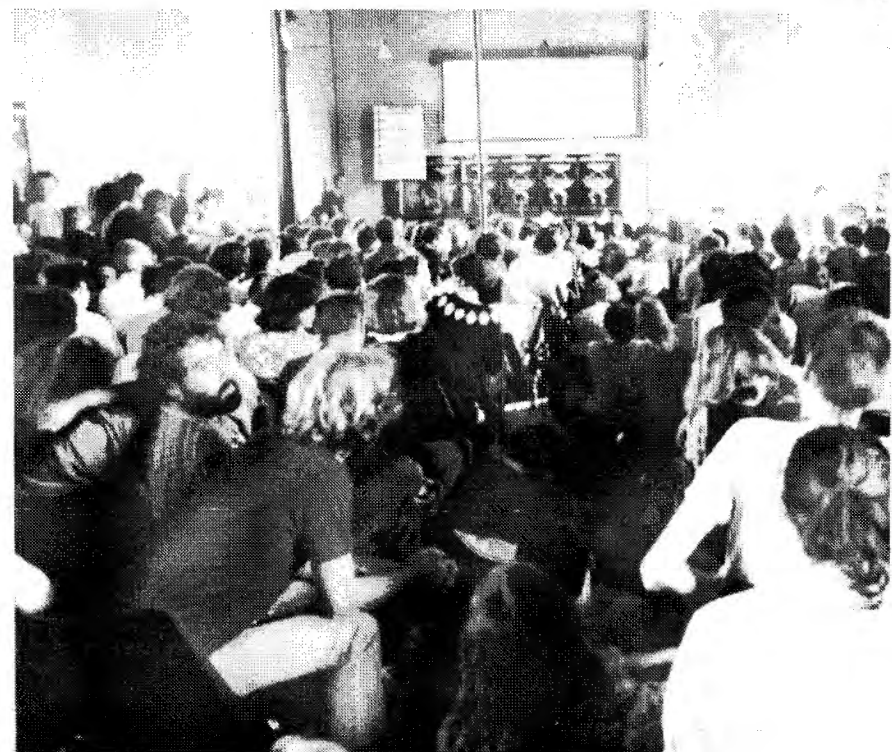
Pour ce qui est de rencontrer les copains, nous avons été comblés, de même que pour ce qui concerne la participation, pendant quelques jours, à la fête conviviale où les gens géraient eux-mêmes leurs échanges et leur camaraderie.

Pour ce qui est des « débats », en plus du problème déjà soulevé plus haut, nous avons constaté que, malgré la bonne volonté et l'effort des organisateurs, ces « débats » se sont déroulés suivant les normes traditionnelles des structures discursives autoritaires (le pouvoir sans partage des discoureurs sur la masse d'écouteurs, en plus du nombre considérable d'intervenants programmés pour le peu de temps disponible pour débattre, ce qui a donné comme résultat qu'aucun thème n'ait été vraiment approfondi et que beaucoup de camarades sont restés frustrés de n'avoir pu donner leur avis...

Bien sûr, le nombre élevé d'assistants à ces Rencontres y est pour beaucoup, mais le problème de « comment débattre » reste posé pour de futures rencontres...

Patrick, Marseille

*Octavio Alberola et Ariane Gransac
Paris*



L'Atelier de Création Libertaire, en collaboration avec les éditions Noir de Genève, publiera, en quatre petits volumes, un certain nombre d'interventions présentées à la rencontre de Venise (cf. IRL 57).

Le premier aura pour titre: **Divers aspects de la pensée libertaire contemporaine**. Le second regroupera des articles plus spécialement consacrés au Syndicalisme libertaire, à l'anarcho-syndicalisme et à une expérience de lutte en Bolivie. Tous deux seront publiés courant mars 85.

Ensuite, nous éditerons un volume sur **Etat et Anarchie** puis, le dernier qui sera plus spécialement consacré à la Révolution.

Par ailleurs, notre activité éditoriale se poursuit avec la publication de la brochure **L'Oeuvre et l'action d'Albert Camus dans la mouvance de tradition libertaire** de T. Vertone, à paraître fin janvier 85, au prix de 30 francs (port compris), 48 pages, avec une préface de Roger Dadoun.

Nous réfléchissons à la possibilité de publier d'autres travaux mais, pour l'instant, nos capacités financières et éditoriales ne nous permettent pas d'élaborer un programme très précis à long terme.

Nous vous adressons donc un appel pour que vous continuiez à vous procurer les livres et brochures que nous éditons (diffusés en librairie par Alternatives). Faites nous aussi des propositions à propos de vos travaux en cours, ou déjà réalisés, afin que nous étudions ensemble une éventuelle publication.

Nous pensons qu'un travail culturel est primordial pour les organisations, groupes, individus (militants ou non), qui s'intéressent et travaillent à développer un mouvement libertaire efficace, actuel, capable d'intervenir dans les sociétés où nous vivons. Et le travail culturel doit être à l'image de nos pratiques non sectaires et branchées sur tout ce qui peut nous aider à réfléchir sur l'état actuel des choses et sur nos propositions.

C'est dans ce but que nous avons créé cette structure qu'est l'ACL (qui a désormais le statut d'association loi 1901). Dans ce même esprit, nous avons organisé le colloque **Autour du Pouvoir** en mai 84, dont la plupart des interventions ont été publiées dans IRL.

Certes, de la même manière qu'IRL n'est pas la seule revue libertaire en France, il existe d'autres maisons d'éditions libertaires, avec lesquelles nous n'avons pas encore assez de relation (à quand une rencontre? Peut-être pourrons nous nous rencontrer pendant les « journées libertaires » qui seront organisés à Lyon les 18 et 19 mai 85?). Chacune a sa spécificité et ses programmes; toutes ont besoin d'aide, et nous parmi les autres.

Voilà les quelques informations que nous avons à vous donner; nous essaierons de vous tenir au courant régulièrement de nos initiatives à travers les colonnes d'IRL. Nous espérons aussi avoir des échos et des informations, des propositions de votre part.

Salutations libertaires

Sacco et Vanzetti

L affaire Sacco et Vanzetti évoque le terrorisme anarchiste aussi bien que le terrorisme d'Etat. Le 5 mai 1920, deux anarchistes italiens naturalisés américains, Sacco et Vanzetti, sont arrêtés aux USA sous l'accusation de cambriolage et de meurtre. Condamnés à mort après un procès douteux et en dépit de plusieurs recours et de nouveaux indices, ils sont exécutés le 22 août 1927. Le pape Pie XI résumait bien la situation : « Quelle que soit la situation juridique des deux condamnés, l'attente dans laquelle ils sont depuis sept années aurait suffi à leur mériter la grâce » (p. 224). Pourquoi cet acharnement du pouvoir à tuer ? Quel danger représentaient ces deux anarchistes ?

Ronald Creagh a le grand mérite de reprendre l'histoire à zéro en retraçant l'émigration italienne, le climat social des Etats-Unis, la position des anarchistes italiens en Amérique, et la vie de Sacco et Vanzetti, en tentant de découvrir leurs activités anarchistes réelles. Cette approche casse certainement l'émotion habituelle des récits sur Sacco et Vanzetti. En revanche, on voit mieux les contradictions de l'accusation.

Creagh démontre que le climat de crise, la xénophobie et la répression anti-anarchiste ont rendu possible le fait que les juges et l'opinion publique se contentent de prétendues preuves. En effet, une première enquête à chaud indiquait des personnes tout à fait différentes de Sacco et Vanzetti, qui avaient des alibis. Puis les mêmes témoins furent « convaincus » de reconnaître Sacco et Vanzetti (p.138), et les témoignages cités par la défense furent négligés (p.143), ainsi que la déposition d'un délinquant s'accusant du crime imputé à Sacco et Vanzetti (p.192). Les preuves tangibles, c'est-à-dire les examens balistiques (à l'époque et plus tard), révèlent des manipulations incroyables.

Pourtant Sacco et Vanzetti n'ont pu vraiment démontrer leur innocence. Creagh suggère que, comme la plupart des anarchistes italo-américains, Sacco et Vanzetti avaient vraisemblablement la conviction que la résistance violente entraînerait une prise de conscience révolutionnaire. (Face aux milices patronales agressives et à la bienveillance de la justice étatique en leur faveur, la croyance en une réaction violente des travailleurs était plausible. Les événements en Russie depuis 1917, les troubles sociaux de l'après-guerre en Europe en 1918-20 confirment cette analyse.) Le gouvernement américain semblait craindre cette idée, puisqu'il a expulsé en 1919 des anarchistes russes et italiens, considérés comme les plus dangereux. Par ailleurs, Creagh montre que Vanzetti était en contact avec certains activistes. Enfin, il se trouve que Sacco et Vanzetti étaient armés lors de leur arrestation, due certainement à une filature préalable (p.129).

Ainsi pourrait s'expliquer la volonté manifestée par le gouvernement américain de faire un exemple. Et de même, on comprend mieux l'attitude de Sacco et Vanzetti, qui ont nié hautement leur culpabilité : « Nos instincts nous font abhorrer tout crime et toute violence visant un avantage personnel, qu'il ait été commis légalement ou illégalement, et nos principes les condamnent formellement » (p.204). Et cependant, ils affirmaient : « Nous pensons avec Garibaldi : « Seuls les esclaves ont le droit à la violence pour se libérer ; seule la violence qui libère est légitime et sainte. » (...) Nous aimons et vénérons notre cause, nos martyrs, nos héros et nos maîtres. Pour cela nous serions disposés à souffrir et mourir, mais pas pour le crime de South Braintree. » (p.206).

Creagh termine son ouvrage en analysant l'évolution des campagnes de soutien aux Etats-Unis et en France. Il fait aussi une brève analyse des livres en faveur ou contre la culpabilité de Sacco et Vanzetti. La conclusion générale de Creagh est que, « à de rares exceptions près, la plupart des partisans les plus convaincus restaient persuadés que, même innocents, Sacco et Vanzetti cachaient un lourd secret. Nous le sommes aussi. Mais lequel ? On le cherche encore » (p.15). Et il ajoute : « Aux Etats-Unis, le procès de Sacco et Vanzetti balise la fin de l'ère des répressions capitalistes sauvages. Un autre univers a surgi, deux systèmes de béton désormais se complètent : l'univers des décideurs et celui des administrateurs. Le premier est une structure complexe de recours et de négociations collectives et publiques (...). Le second est un appareil anonyme et inattaquable de gestion administrative et bureaucratique. (...) A ce niveau, le communisme réel et le capitalisme réel révèlent leur similitude : les Goliaths collectifs, puissants, bureaucratisés, omniprésents, sont les nouveaux acteurs de l'histoire dont nos vies ne sont que les enjeux » (p.255).

On peut ajouter à l'étude de Creagh que bien des anarchistes ont interprété différemment cette affaire, en gardant en mémoire cette déclaration de Sacco et Vanzetti peu avant leur exécution : « S'il (le gouverneur) nous

envoie à la mort, la sincérité de sa conviction importe peu — elle ne nous fait pas coupables —, nous sommes et nous resterons innocents, notre exécution sera un assassinat et notre sang criera vengeance ». (Sacco et Vanzetti, « Lettres », ed. 10/18, p. 261). De plus cette liquidation faisait suite à l'avènement du bolchevisme et du fascisme italien. Partout l'Etat réprimait librement, et les organisations révolutionnaires étaient muselées.

La conviction pour certains de la nécessité d'utiliser la force contre la force, par des actions clandestines impliquant un minimum de camarades, fut renforcée. 1921 - 1931 : « los solidarios » de Durruti, Garcia Oliver, etc., en Espagne et en Amérique latine ; les années trente, avec les tentatives d'assassinat de Mussolini par Lucetti, puis Schirru ; 1926 - 1931 : en Argentine « Severino Di Giovanni, l'idéaliste de la violence » (selon le titre du roman-biographie que lui a consacré Osvaldo Beyer) agit pour Sacco et Vanzetti et la Révolution anarchiste.

Il est du reste symbolique qu'un des compagnons de Di Giovanni ait été volontaire pendant la révolution espagnole, avec d'autres libertaires italiens. Il s'agit de Barbieri qui fut assassiné avec Camillo Berneri, en mai 1937 à Barcelone par la police communiste (il reste à élucider si elle était soviétique, italienne ou catalane). On ne peut donc séparer les tentatives de violence pré-révolutionnaire — spontanée ou pas — individuelle comme celles que j'ai évoquées de tentatives collectives (insurrections pour le communisme libertaire de 1932 - 1933, pour le socialisme en 1934), qui finiront par se fondre dans l'autogestion révolutionnaire de 1936 - 1939 en Espagne.

Le terrorisme n'implique évidemment pas l'autogestion, ne serait-ce que parce qu'il est par définition élitiste (la possession de la technique et du matériel). Et aussi parce que depuis la Seconde Guerre mondiale c'est une tactique de plus en plus utilisée par les KGB, CIA, etc. Il reste que dans le passé il a pu paraître clairement libérateur, d'où cette revendication de la violence faite par Sacco et Vanzetti, qui tranche tellement avec les positions des opposants non autoritaires actuels.

Franck Mintz

Ronald Creagh, *Sacco et Vanzetti*, La Découverte, Paris, 275p., 88 F, 1984.

Le vrai terrorisme

Stuart Christie a publié une étude sur un fasciste italien notoire, parce que « la carrière de Stefano Delle Chiaie couvre deux continents et deux décades. L'histoire de Delle Chiaie est celle du nazisme dans le monde actuel. Elle nous montre les organisations terroristes néo-fascistes dans leur vrai rôle :

au service d'un pouvoir oligarchique qui se place au dessus des lois et de la morale ». Rappelons que « le fascisme est un mouvement populiste, collectiviste et étatique qui s'oppose au "monopole" du capitalisme et du communisme. Même si le fasciste recrute dans toutes les classes, il attire principalement les classes moyennes, puisqu'il semble offrir une "alternative au bolchevisme", tout en leur permettant de

conserver leurs intérêts et de se faire passer pour une troisième force entre les ensembles multinationaux et le capitalisme d'Etat». Et pour faire un lien avec l'actualité immédiate, selon la presse espagnole (*Cambio* 16, 28 mai 1984), Delle Chiaie fait partie du GAL, dont certains membres servent de gardes du corps à Simone Weill, à l'occasion,.... d'ici à ce qu'on le retrouve instructeur chez Le Pen, vu ce qui va suivre, tout est possible.

Le livre commence par une chronologie du fascisme italien entre 1943 et 1960, avec l'utilisation (mais avec discrétion) des fascistes par la CIA et la droite. Delle Chiaie, né en 1936 dans une famille fasciste, abandonne le parti fasciste officiel en 1958 pour fonder son propre groupe, plus nazi. Ce groupe est d'abord utilisé par la police pour provoquer des troubles dans les manifestations de gauche (1960 - 1962). Ensuite, il se structure en établissant des contacts avec les autres gangs para-nazi (1963 - 1964), où on retrouve l'ex SS Skorzeny, des anciens de l'OAS et des flics espagnols, portugais, grecs et d'Afrique du Sud, agissant en accord avec leurs gouvernements respectifs. Parmi les bailleurs de fonds, on trouve, comme il se doit, des banques américaines et celle du Vatican. Son groupe participe alors à la tentative de coup d'Etat militaire en Italie (plan Solo).

Une époque nouvelle commence avec son autodissolution en 1966. C'est l'infiltration de ses membres dans des groupes d'ultra-gauche, pendant que son chef voyage clandestinement en Europe. Le point culminant est atteint en 1969. D'abord, les fascistes favorisent une agitation populaire dans le sud, à Battipaglia. Ensuite, les amis de Delle Chiaie et d'autres individus organisent des attentats dans les villes du Nord, de juillet à décembre, que la police attribue systématiquement aux anarchistes. Le 12 décembre 1969, une bombe explose dans une banque de Milan, tuant 16 personnes et en blessant 88. La police arrête des anarchistes, dont Pinelli, qui sera suicidé en tombant dans la cour de la préfecture, le 15 décembre, au moment où une manifestation de 300.000 personnes protestait contre les attentats de la droite à Milan. Cependant, une enquête policière plus sérieuse entraîne l'arrestation de Merlino, fasciste créateur d'un groupe anarchiste «22 mars», avec un véritable anar: Valpreda. Alibi de Merlino pour la bombe du 12 décembre à Milan: il se trouvait ce jour-là avec Delle Chiaie et sa compagne. Mais en 1970, il s'avéra que cela était cousu de fil blanc, et Delle Chiaie passa à la clandestinité. En décembre 1970, on le retrouve dans un coup d'Etat avorté, avec une centaine d'autres fascistes. Il s'échappe grâce à un membre des services secrets italiens, également membre de la loge P2.

Delle Chiaie s'installe en Espagne jusqu'en 1976, où il participe à différentes actions (contre l'ETA, des groupes de gauche), sans perdre ses contacts en Italie ni avec les autres groupes fascistes. Il finit par partir définitivement pour l'Amérique latine (à cause de la démocratisation lente en

Espagne), où on l'a déjà vu au Chili après le putsch de 1973. Il navigue entre le Chili, l'Argentine et la Bolivie. On le trouve avec Barbie, dans le trafic de la drogue. Mais ses hommes restés en Italie sont suspectés d'être responsables de la bombe déposée à la gare de Bologne le 2 août 1980 qui fit 85 morts et 200 blessés.

En 1982, profitant d'un changement de régime en Bolivie, le gouvernement italien envoie un commando de policiers pour arrêter Delle Chiaie et un autre fasciste, Pagliai. Seul Pagliai est pris, mais avec une balle dans le cou et il meurt quelques semaines plus tard. Delle Chiaie publie une déclaration dans un journal bolivien à propos du groupe qu'il animait: « On nous a demandé d'aider directement la révolution qui amena les militaires au pouvoir (en Bolivie en 1980). C'est ainsi que «Vanguardia nacional» a participé à des actions au Costa Rica, en Espagne, en Angola, au Portugal, au Chili, au Salvador et en Argentine.»

En conclusion, Christie souligne qu'il ne s'agit pas d'accuser particulièrement Delle Chiaie, mais de démontrer que la tactique du terrorisme est

télécommandée par des dirigeants des pays occidentaux (sans parler de ceux de l'URSS ni des illuminés genre Khomeyni ou Kadhafi). Les groupes néo-fascistes sont utilisés pour « neutraliser » les dissidents et opérer l'insécurité. Quant à la tactique de l'infiltration on peut dire que si le mouvement libertaire est une proie facile, étant donné ses divisions, sa structure souple et transparente permet par contre d'isoler assez rapidement les mouchards. Cela est presque impossible dans une organisation centralisée (il suffit d'être au sommet pour casser progressivement les groupes de base). Le terrorisme fasciste vise essentiellement les travailleurs, en créant un climat de tension, que les gouvernements transforment en situation d'exception, en supprimant les revendications que la pression populaire avait imposées.

Martin

Ce livre est une application du manuel d'espionnage de la droite déjà publié par Christie: *Stefano Delle Chiaie, portrait of a black terrorist*, Refract Publications Londres (London WC1 3XX), 1984, 179 p. (avec un index de noms).

Le yiddisland révolu...

Poussé par une partie de mes origines, j'ai mis 89 F (en réalité moins) dans ce bouquin, qui m'agace. Il y a de tout, en vrac. Le meilleur: la dénonciation du fascisme en Israël (bien que faible), la revendication d'une tradition révolutionnaire de classe (et pas de nationalisme), l'évocation de luttes en France, en Espagne, en URSS, etc., avec des anecdotes formidables, sur le stalinisme et la mentalité sectaire du sionisme de droite (le sionisme de gauche étant celui de l'union entre Arabes et Juifs telle que la défend la revue libertaire *Problemem*, en yiddish, en Israël).

Le mauvais côté, c'est d'inclure des sephardis — de langue espagnole — en les faisant passer pour des yiddishophones uniquement (pp. 79, 86, 192, 85, 170, 194, 335) parce que à Sarajevo et en Bulgarie, le militantisme de gauche était ou dans la langue du pays ou en judéo-espagnol. Il aurait été plus net de parler aussi, au passage, des militants sephardis dans les balkans et de leur « retour » en Espagne comme volontaires pendant la guerre d'Espagne. Le pire, bien sûr, est de passer sous silence tout le côté anarchiste du mouvement yiddish, pourtant bien connu (voir *L'Anarchisme russe d'Avrill* et le livre de Creagh sur *Les Communautés libertaires aux Etats-Unis*). Il y a eu au CIRA de Genève des dizaines de livres en yiddish, sans compter toutes les revues libertaires ayant paru en yiddish entre 1920 et 1930 qui doivent être une mine de renseignements sur les mouvements anarchistes et latino-américains.

Bref, le sectarisme de ce livre rappel-

le le stalinisme et le sionisme qui ont massacré la culture yiddish.

Franck Mintz

Silvia Klingberg et Alain Brossat, *Le Yiddisland révolutionnaire*, 363 p., Balland, 1983.

MES AUTOMNES DIFFICILES

Ce recueil de poèmes peut se lire en toute saison. C'est le reflet de la rage face à un monde exploiteur, et aussi face à la finitude humaine:

« Pour la folie qui habite le devenir du jour,
Pour le désespoir qui s'habille de négritude,
Pour la mélancolie qui parcourt nos devenirs,
Pour les suicides habituels qui hantent les aubes,
aime... »

La mer apparaît souvent comme vagues de colère, comme les algues décapitées, comme le « goémon fangeux ». Personnellement j'aurais préféré avoir davantage de pages à lire.

F.M.

Gérard Dupré (également animateur du CPCA), *Mes automnes difficiles*, 30p., 20F, éditions de Quat'sous, BP 0403, 80 004 Amiens cedex.





(...)

Je réponds ici à votre lettre (demande de souscription, NDRL) et, en même temps, j'en ai reçu une semblable de la revue AGORA. Je réponds donc par ce même texte à ces deux lecteurs.

Elles traitent toutes les deux un même problème: celui du financement et de l'existence même de vos revues. Et vous n'êtes probablement pas les seules. Car les revues libertaires soutenues uniquement par des militants (et combien?) dans les conditions économiques actuelles sont de plus en plus menacées.

Je ne fais pas partie de vos équipes et ne connais pas tous vos problèmes. Je suis mal placé pour m'en mêler, mais puisque vous vous adressez à moi, je me permets de donner mon opinion. Je pense qu'il faut envisager un regroupement des différentes éditions libertaires valables. Je pense à Agora, IRL, CPCA (et même CIRA).

Vous traitez les mêmes problèmes que vous abordez à peu près de la même façon et vous vous adressez aux mêmes lecteurs. Il faut que vous arriviez à coordonner vos travaux.

Je sais que chaque revue répond à une sensibilité particulière. Je sais aussi qu'en France, depuis Voline et S. Faure, l'idée d'une «synthèse anarchiste» a empêché tout vrai débat et que, dans ces conditions, des revues différentes sont souvent nécessaires parce qu'elles correspondent à une manière différente d'envisager l'anarchisme.

Mais vos lecteurs et vos équipes n'arriveront pas à faire face financièrement. Je pense qu'on peut réconcilier les deux nécessités: la recherche théorique indépendante et les exigences techniques et financières. C'est mon opinion.

Bien amicalement,
Thodor M, Igny (91)

Effectivement, nous avons fait un appel pour recevoir de l'argent. Cet appel est passé dans IRL 57, mais de façon discrète, noyé au milieu d'un article et sans avoir l'air, en fait, de trop nous étendre dessus. Par contre, nous avons envoyé 50 lettres, glissées dans le numéro 57, à de vieux abonnés ou à des gens dont nous savions qu'ils pourraient faire un petit effort, même symbolique. De plus, cette demande d'argent était pour un but bien précis: récolter 5000 balles (plus nous ferait toujours plaisir) afin de rembourser une machine que nous avons été obligé d'acheter: la composition d'AIPN, qui nous a coûté 5000 francs. On ne s'attendait pas à une telle dépense qui correspond, en fait, à plus de la moitié d'un numéro d'IRL. Et encore n'a-t-on pas demandé un coût de main pour le contrat de maintenance de la machine (il doit avoisiner 7000 francs!): si la machine a des pépins, on ose à peine imaginer la facture du réparateur d'IBM quand il viendra la remettre sur pied!

Pour ce qui est du regroupement entre les différentes revues que tu cites, nous avons l'expérience du travail avec deux rédactions

dans des villes différentes (Lyon et Paris) et nous pouvons t'assurer que c'est quand même pas évident: coups de fil, lettres... Ça réclame beaucoup de boulot. Alors un axe Paris, Lyon, Marseille, Toulouse... Pourtant Courant Alternatif, de l'OCL, a l'air de s'en tirer. A voir...

Et, pour terminer, en ce qui concerne nos lecteurs, on parlera juste de l'essai qu'on a fait avec Courant Alternatif de s'échanger nos fichiers, on s'est aperçu que le nombre d'abonnés en commun aux deux revues était faible (moins de 20% si ma mémoire est bonne): ce qui a l'air de vouloir dire qu'on «ratisse large»!

d'une espèce de raisonnement simpliste, d'un côté les méchants (Hell's Angels?) et de l'autre les gentils (Gardian Angels)... Désolé, Mad Max, c'est seulement du cinéma... Que le «public» aime bien les «Ange Gardiens», est-ce une raison suffisante pour astiquer leurs rangs?

Dans les cités de la banlieue rouge, les beaux organisent des rondes pour pallier aux manques d'effectif de police... Sont pas violent, sympas, aimés de ceux qui restent à claquer des dents derrière leurs volets clos, à écouter Le Pen brailler que la France-a-peur... IRL va-t-il les interviewer? Allez, je vous embrasse!... C'était juste un p'tit coup de sang!

Gil (Groupe Libertad FA)

L'article mis en cause ici, dans la partie concernant les «Ange Gardiens», avait suscité également des réserves de la part de l'équipe d'IRL-Lyon, qui en a décidé la publication. Nous avions d'ailleurs prévu d'y ajouter un «chapeau» exprimant ces réserves. Manque de temps, négligence, cela n'a pas été fait. Nous craignons surtout ce qui pouvait faire penser aux milices d'auto-défense, telles qu'elles existent en France.

Il reste cependant que tels qu'ils sont décrits dans cet interview, les «Ange Gardiens» se cantonnent exclusivement aux comportements anti-sociaux qui s'attaquent aux personnes et non aux biens. Jusqu'à quel point cette notion de «comportement anti-social» n'est-elle pas extensible. Il reste aussi qu'il n'est pas tolérable de ne pouvoir circuler tranquillement sans risquer de se faire agresser et que, en tant qu'anarchistes, nous ne pouvons éliminer purement et simplement ce problème et nous reposer sur une hypothétique prévention qui, peut-être, ne résoudrait pas tout.

J'ai été surpris, pour ne pas dire plus, de lire dans le dernier numéro d'IRL, une interview de la cinéaste américaine Penny Allen, consacré dans sa majeure partie à une apologie sans aucun recul des «Ange Gardiens», jeunes gens plein de bonnes volontés qui assurent la protection des usagers du métro new-yorkais. Cet article aurait plus trouvé sa place, à mon avis, dans les colonnes du Parisien Libéré ou de Minute que dans celles d'une revue de notre mouvement. Est-ce parce qu'un «vive l'anarchie» tombe comme un cheveu sur la soupe en guise de conclusion que l'on doit considérer que les «Ange Gardiens» sont un groupement totalement libertaire, autogéré et tout le bazar? Pas une seule réflexion quant aux FINS de leur action... on reste sagement sur le terrain moins glissant de la FORME. Les «Ange Gardiens» sont cools, sympas, pas racistes pour deux ronds, aimés de la populace transie de peur, non-violentes (ben tiens!), bref, faudrait vraiment avoir l'esprit tordu pour les critiquer. Je remarque seulement que toutes les qualités de ces braves p'tits gars, honnêtes et tout, sont à peu près les mêmes que l'on colle aux bobbys anglais: proches de la population, pas d'armes, là uniquement pour rendre service... Y'a qu'à demander aux mineurs en grève!

Moi, tout groupe militarisé, béré sur l'oreille, gros bras et bonnes intentions sur la casquette m'incite aussitôt à la méfiance... Quand on apprend, dans cet article, que les «Ange» ont été très bien reçus en France, je dis «marche à l'ombre»! Effectivement, les boy scouts de la sécurité US se sont pointés à Paris pour proposer leurs services aux responsables de la RATP. Ils se sont fait jeter... les flics n'aiment pas qu'on empiète sur leur boulot! Mais, à ma connaissance, seuls quelques canards de droite plus ou moins d'extrême ont applaudi à cette démarche... Hasard? Par contre, Actuel a fait un reportage sur les «Ange» en question, qui se terminait, si ma mémoire ne me trompe pas, par un truc du genre: «Imaginez qu'en France, le Front National prenne en main une initiative de ce type, et vous imaginez les résultats». (Il est pourtant dit dans l'article que beaucoup de membres des AG sont Porto-ricains ou Noir: imaginez des beurs membres du Front National, NDLC) Je vous rappelle que toutes les milices, urbaines et rurales, se réclament à peu près des mêmes buts que les zigottos du métro new-yorkais...

Alors quoi? Quand je lis: «J'aimerais bien qu'ils («les Ange») puissent remplacer la police» et que l'interviewer trouve ça très bien ça me gêne un peu... pas vous?

On nous propose de régler les problèmes de sécurité underground en opposant des jeunes cons en cuir et teigneux à des jeunes cons en tee-shirt et béret-bigard... pas une seule ligne sur les RAISONS de la délinquance, des agressions dans le métro... On se contente



LOUISE MICHEL ET LES CANAQUES

Après l'échec de la Commune, à partir de 1872, environ 2000 insurgés sont condamnés à être déportés en Nouvelle-Calédonie. Parmi eux, Rochefort et Louise Michel.

La Nouvelle-Calédonie est alors officiellement occupée par la France depuis 20 ans; déjà, de nombreuses révoltes canaques ont émaillé l'histoire de cette occupation. D'autres surgiront pendant le séjour des déportés, la plus importante en 1878. En 1874, d'autre part, l'exploitation des mines de nickel commence et suscite bien des convoitises.

La plupart des Communards, cependant, vivent entre eux et considèrent les Canaques comme des sauvages. Ils n'ont de contact qu'avec ceux qui, employés par l'administration, leur administrent des brimades.

Louise Michel est une des rares, parmi les déportés qui, tout en luttant contre les conditions de détention, s'intéresse à ce qui l'entoure. Elle décrit avec enthousiasme le paysage et la végétation qui l'environnent.

Institutrice, elle fait la classe aux Canaques, en même temps qu'aux enfants des déportés. Elle leur apprend le français et... le solfège. Mais elle s'intéresse aussi à leur langue, à leurs coutumes et à leur musique: «*Il chanta, de cette voix grêle des canaques, une chanson du pays de Lifon, avec les quarts de ton étranges, que plus tard, il voulut bien me dicter.*»

Louise Michel est également une des rares parmi les déportés à prendre parti pour les Canaques lorsqu'ils se révoltent: «*...Ils ne purent supporter les vexations qu'on leur faisait endurer et engagèrent une révolte qui comprenait plusieurs tribus... On envoya les femmes porter des patates, des taros, des ignames,*

dans les cavernes, la pierre de guerre fut déterrée et le soulèvement commença; du côté des Canaques avec des frondes, des sagaies, des casse-têtes; du côté des blancs avec des obusiers de montagne, des fusils, toutes les armes d'Europe.

Il y avait près d'Atai un barde d'un blanc olivâtre, tout tordu, et qui chantait dans la bataille; il était takata, c'est-à-dire médecin, sorcier, prêtre (...). Andia, le takata, fut tué dans le combat; son corps était tordu comme les troncs des niaoulis, mais son cœur était fier (...).

Parmi les déportés, les uns prenaient parti pour les Canaques, les autres contre. Pour ma part, j'étais absolument pour eux. Il en résultait entre nous de telles discussions qu'un jour à la baie de l'Ouest, tout le poste descendit pour se rendre compte de ce qui arrivait. Nous n'étions que deux criant comme trente (...).

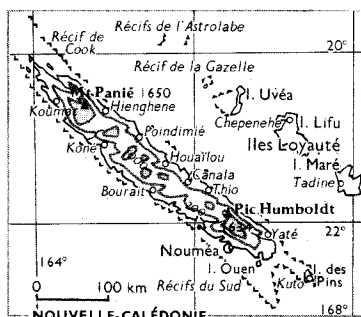
Pendant l'insurrection canaque, par une nuit de tempête, j'entendis frapper à la porte de mon compartiment de la case. Qui est-là? demandai-je... Taiâu, répondit-on. Je reconnus la voix de nos canaques apporteurs de vivres (taiâu signifie ami).

C'étaient eux en effet; ils venaient me dire adieu avant de s'en aller à la nage par la tempête rejoindre les leurs, pour battre méchants blancs, disaient-ils.

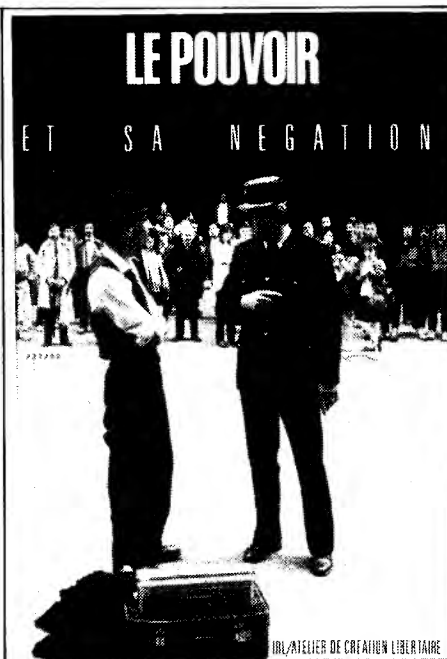
Alors, cette écharpe rouge de la Commune que j'avais conservée à travers mille difficultés, je la partageai en deux et la leur donnai en souvenir.

L'insurrection canaque fut noyée dans le sang, les tribus rebelles décimées; elles sont en train de s'éteindre, sans que la colonie en soit plus prospère» (Louise Michel, La Commune, p.435 et 436, Stock).

C'était notre série: les anarchistes ont toujours raison, avant tout le monde... Plaisanterie mise à part, ce qui nous unit à nos prédécesseurs, peut-être plus qu'une filiation idéologique, c'est une ouverture d'esprit et une curiosité à l'autre qui s'opposent à tout dogmatisme.



NOUS ANNONÇONS POUR LE PROCHAIN NUMÉRO D'IRL UN DOSSIER SPÉCIAL SUR LES CANAQUES



L'IMAGINAIRE SUBVERSIF
INTERROGATIONS SUR L'UTOPIE



A commander à IRL/ACL
13 rue Pierre Blanc 69001 LYON
IRL CCP 4 150 95 N LYON

COMMUNIQUES

HEUREUX EVENEMENT

La nouvelle Coordination Libertaire (lyonnaise) est arrivée! Elle rassemble la plupart des groupes et individus actifs sur Lyon. Pour tout contact: **Coordination Libertaire, c/o ACLR, 13 rue Pierre Blanc, 69001 Lyon.**

A VOS AGENDAS

Retenez dès aujourd'hui votre week-end du 18-19 mai. La Coordination Libertaire de Lyon vous invite à deux jours de fête. Le programme politique et culturel de ces journées sera précisé dans les prochains numéros d'IRL.

SE FORMER ET REFLECHIR A LYON

En 1985, les réunions « formation, réflexion, débat » se poursuivent:

- 25 janvier: «Pratiques d'une éducation libertaire»
- 22 février: «Bilan politique du troskysme».

(Ces dates sont sous réserves). D'autres débats sont en préparation. Il auront tous lieu le vendredi à 20h30 au 13 rue Pierre Blanc, 69001 Lyon.

OFFENSE A L'ARMEE EN RFA

Horst Stowasser, militant anarchiste, fondateur du «Centre de Documentation Anarchiste» à Wetzlar (RFA), journaliste et éditeur, ira en prison, pour avoir publié ces trois phrases banales:

- Un soldat est un représentant de la violence organisée.
- La profession d'un soldat consiste à tuer des gens.
- Chaque soldat est un assassin entraîné.

Ces phrases étaient publiées en 1983 à la suite d'une série d'interviews de militaires réalisées par Horst dans le journal régional «Lahn Dill Bote», à l'occasion de la commémoration de Hiroshima. A plusieurs hauts officiers de l'armée allemande, il demandait seulement s'ils obéiraient à l'ordre de lancer une bombe atomique. Tous ont répondu par l'affirmative.

Le procès n'était évidemment qu'une farce. Il n'a été tenu aucun compte de l'argumentation de Horst, ni des témoignages.

Après la sentence, Horst déclarait: «Si c'est un crime de dire que l'armée c'est la violence, si c'est un crime de dire que les soldats tuent et qu'ils sont entraînés pour assassiner, alors j'irais avec orgueil au lieu prévu dans cette société pour ceux qui disent ces simples vérités: en prison — car je ne donnerai pas un centime pour l'honneur d'un assassin entraîné.»



AUX RADIOPHILES

« Allons z'enfants, etc », jeune émission antimilitariste émettant tous les mercredi sur Radio-Libertaire, de 16 à 17 heures, cherche: idées de débats, projets d'intervention, participants, etc... Ecrire à Radio Libertaire, 145 rue Amelot, 75011 Paris.

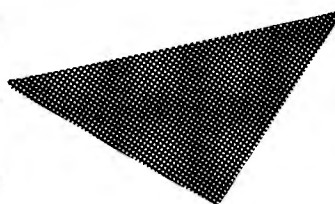
Lille-Roubaix-Tourcoing: « La voix sans maître », tous les vendredis de 21h à 22h30 sur Radio-Campus (99.6).

DEMANDEZ L'PROGRAMME

Conférences débats:

- à 20h30, à l'ASCA, 8 av. de Bourgogne, Beauvais — organisé par le CAPEL:
 - Mardi 8 janvier: «Cléricalisme moderne et mouvement ouvrier» avec Marc Prévotel;
 - Mar di 5 février: «L'Antimilitarisme: aperçu historique» avec M. Auvray.
- à 21h, au Cercle G. Lorca, 15 rue Gracieuse, 75005 Paris:
 - Vendredi 11 janvier: «Suicide mode d'emploi» par C. Guillon (organisé par le Centre M. Nettelau);
 - Jeudi 24 janvier: «le syndicalisme» (organisé par le COJRA);
 - Jeudi 31 janvier: «Nicaragua» (organisé par le COJRA);
 - Vendredi 8 février: «les SCOP» (organisé par le Centre M. Nettelau et le COJRA);
 - Jeudi 28 février: «l'antimilitarisme» (organisé par le COJRA).

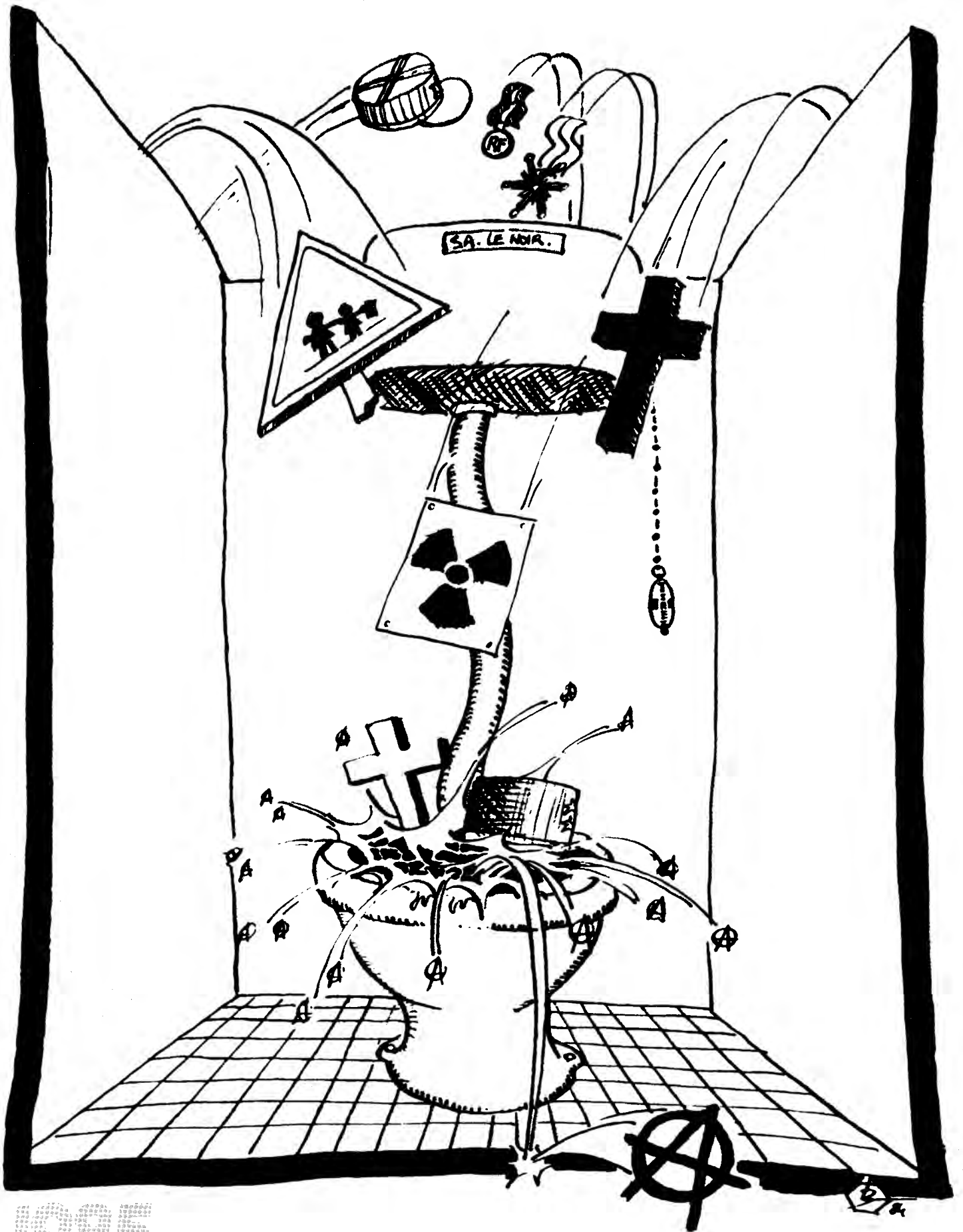
Forums autour de l'œuvre et de la personnalité de G. Leval avec exposition de documents personnels et historiques le 26 février à la librairie du Monde Libertaire, 145 rue Amelot, 75011 Paris.



PUB... PUBLICATIONS

- Non, non, non, Agora n'est pas mort puisqu'il vit encore!
Le numéro 24 (décembre janvier), 36 p., 20 F. Agora, BP 1214, 31037 Toulouse Cédex.
- «Contre l'amnistie», d'A. Bonano (70 p., 12x17, 20F), le premier né des éditions Publications Révolte et Liberté, BP 1104, 69202 Lyon céd. 01.
- Pour ceux qui lisent l'anglais, encore quelques exemplaires de «The Ecology of Freedom» de M. Bookchin (386 p., 22x15) disponibles à prix exceptionnel (60 f port compris). A commander à IRL.





1965

DESSIN TIRE DU CALENDRIER DU COLLECTIF UTILITAIRE LYONNAIS
44 rue Burdeau 69001 LYON